

# CLASH



30 francs

Printemps 1984



**COMBATTRE  
LA RESTRUCTURATION  
POUR LA GUERRE  
IMPERIALISTE**



# Ballade pour Ciro

Le 14 octobre dernier, les sbires socialistes exécutaient à Paris un militant communiste italien, Ciro Rizzato, au cours d'une expropriation. Nous ouvrons ce numéro par une ballade qui lui est dédiée afin que le silence ne se fasse pas, afin que sa mort soit clairement revendiquée comme un acte politique révolutionnaire : **Ciro est tombé en combattant pour le Communisme, de toute sa volonté de vivre.**

*Cinq balles et un putain de cri,  
Un salaud de flic de Mitterrand avec sa mitraillette,  
Une rue quelconque de Paris,  
Le 17<sup>e</sup> arrondissement, à ce que disent les journaux,  
Exultants parce qu'un autre rebelle  
Est mort, massacré sur le pavé.*

*Comme ça, pour l'arrêter de parler,  
De penser l'utopie qui est la nôtre,  
De liberté, de vie nouvelle,  
Comme ça, pour l'empêcher d'arriver  
A ses vingt-trois ans de gars.*

*Un gars de la montagne, fort et têtu,  
Capable de rester des jours entiers à penser  
A un geste, à un mot d'un camarade,  
Capable de lancer dans l'action  
Toute son espérance de transformation.*

*Un signal, une leçon de la vérité,  
Il n'y a pas d'erreur ou d'aventure  
Si l'on décide de jouer le jeu  
Jusqu'au bout, sans issue de secours.  
Cent camarades baissent la tête*

*Devant son long linceul,  
Le père, grêve, porte une cravate rouge,  
Montagnard taciturne, c'est là son cadeau  
A un fils métropolitain qui a choisi  
De ne mourir qu'une seule fois dans sa vie.*

*Cinq balles et un putain de cri,  
Un salaud de flic de Mitterrand avec sa mitraillette,  
Une rue quelconque à Paris,  
Le 17<sup>e</sup> arrondissement, à ce que disent les journaux,  
Exultants parce qu'un autre rebelle  
Est mort, massacré sur le pavé.*

Milan, décembre 1983,  
Un, cent, mille camarades.



# Soyons brefs, le temps presse

**E**t bien, c'est fait. Voici finalement un nouveau numéro de *Clash*, au terme d'une longue et douloureuse gestation. Ce n'est pas que nous n'ayons rien eu à dire plus tôt, mais les contraintes qu'impose une telle revue sont colossales en regard de nos faibles forces. Contraintes financières bien sûr, mais aussi écartèlement entre l'investissement politique, humain et matériel qu'exige *Clash* et la nécessité de mener de front l'ensemble des dimensions de la pratique révolutionnaire. Nous n'avons pas été, nous ne sommes pas et ne serons jamais des « rédacteurs » de journaux. Une revue, comme mille autres aspects, n'est qu'un moyen au service d'une pratique révolutionnaire. Un moyen dont on détermine les formes et l'importance selon les nécessités du combat politique à chaque moment.

Ce numéro, moins que les autres, n'est pas la simple mise bout à bout de documents étrangers les uns aux autres, sans cohérence. Il est le reflet, encore imparfait, d'une activité politique d'ensemble. Il ne surgit pas d'une boîte aux lettres bien remplie, mais de la confrontation et de la lutte quotidienne. La reprise de l'initiative antagoniste, l'automobile, les squatts, la lutte de libération en Euskadi, en Irlande ou en Corse, les prisonniers communistes italiens..., une même ligne parcourt l'ensemble des terrains abordés par ce numéro de *Clash* : il est aujourd'hui nécessaire d'œuvrer à **la construction d'un pôle communiste offensif**, à commencer par ici bien sûr, mais aussi à l'échelle des métropoles impérialistes.

Et c'est paradoxalement pour cela que ce numéro est **le dernier** que nous publions comme revue. Car, si nous continuons de penser qu'il est nécessaire de mener le combat sur le front de la communication antagoniste, de la contre-information offensive, nous avons malheureusement dû constater qu'il était trop pesant d'assumer la publication régulière d'une revue dans un contexte où trop de camarades encore se vivent comme spectateurs de la lutte révolutionnaire, trop sont encore bloqués par l'adolescence gauchiste, par le manque d'autonomie, d'initiative, d'audace... C'est pourquoi, plutôt que de s'obstiner à réaliser une revue régulière, nous préférons aujourd'hui travailler à des initiatives ponctuelles de contre-information sur des terrains ou des moments de lutte donnés, comme nous avons pu commencer de le faire à propos de l'Italie, du mouvement nationaliste révolutionnaire corse, etc.

Cela du point de vue de la contre-information. Mais celle-ci ne saurait devenir exclusive des autres dimensions de l'activité révolutionnaire, à moins de se satisfaire, comme d'aucuns, d'une attitude professorale et journalistique.

Il n'y a pas ici beaucoup plus à dire. Le débat se poursuit ailleurs, dans la pratique, aussi avec les camarades que nous avons pu rencontrer dans le cadre de ce travail de contre-information. Nous ne sommes attachés ni à un titre, ni à un sigle, ni à une quelconque légitimité. La seule légitimité que nous connaissions est **celle qui naît dans le concret du combat révolutionnaire pour le communisme**.

C'est là, et nulle part ailleurs, que nous devons nous retrouver. ■



Sortir des ghettos

# Débattre oui, mais pour reprendre l'initiative

Un texte, intitulé « *C'est le moment ou jamais* », a circulé, au cours des derniers mois, parmi les collectifs et camarades, principalement à Paris il est vrai. Nous pensions tout d'abord le publier, malgré de profonds désaccords avec nombre de ses contenus et formulations, en ce qu'il manifestait une indéniable volonté de tirer un premier bilan de l'activité des forces révolutionnaires au cours des dernières années, de faire un état exact des forces disponibles et de tracer, à partir de là, un **cadre immédiat** à la reprise de l'offensive.

Pour des raisons d'espace et de temps, nous ne publions pas ce document qui, aux dires mêmes de ses auteurs, est « *daté* ». Mais, nous n'en formulons pas moins quelques remarques d'ordre général qui visent à clarifier le débat possible avec les camarades de « *C'est le moment ou jamais* » et d'autres encore.

**C**E DOCUMENT est parcouru de ce qui constitue le « *péché* » constant de la pensée politique « *autonome* » : la référence au « *Mouvement* », à l'« *Autonomie* », comme à une réalité indistincte globale. Car, enfin, de quoi s'agit-il ? Pour nous, l'autonomie ouvrière réelle, sans majuscule, signifie l'existence durable, constituée, solidifiée à travers une multitude de formes organisationnelles et d'expressions politiques, d'une force ouvrière qui soit en mesure d'affirmer, de l'intérieur des lieux de travail et d'existence du prolétariat, un projet révolutionnaire, tant en termes d'hypothèses politiques qu'en termes de combat immédiat, au jour le jour. Qui soit en mesure d'exprimer des contenus de libération des rapports sociaux capitalistes et des **moments de contrepouvoir** à ceux-ci. Et tout cela en autonomie — précisément ! — par rapport aux logiques patronales de restructuration et de consensus bien sûr, mais aussi et surtout par rapport aux formes et contenus traditionnels de structuration du mouvement communiste, tels qu'ils sont dominés par le révisionnisme.

Or, est-il aujourd'hui sérieux de prétendre qu'une telle force existe ? Nous ne le croyons pas. Nous pensons qu'au cours des quinze dernières années se sont exprimés — et s'expriment encore — des moments significatifs d'autonomie sur une multitude de terrains de lutte : dans les secteurs périphériques à la production comme dans les bastions ouvriers, dans l'occupation des maisons comme dans l'appropriation des ondes, dans les prisons comme dans le mouvement des femmes, etc. Mais cela suffit-il à dire qu'il existe un Mouvement, une Autonomie, capable de passer à l'offensive, de mener des campagnes, de contraindre l'ennemi à la défensive, d'affirmer un contrepouvoir ? Non, nous le savons tous, et c'est de cela qu'il nous faut partir.

Mais, les rédacteurs du document opèrent quant à eux une confusion malheureusement trop partagée entre cette autonomie ouvrière à édifier et le mouvement

politique autonome tel qu'il s'est exprimé dans la seconde moitié des années soixante-dix. Et celui-ci, n'en déplaise à beaucoup, s'est principalement constitué en réaction à la décomposition et à la faillite de l'hypothèse gauchiste formulée aux lendemains de mai 1968. Calquant, ou plutôt singeant, l'autonomie ouvrière italienne dont il n'avait ni la force, ni l'enracinement social, sans liaison avec des avant-gardes d'usine significatives, il a lentement agognisé avec l'affirmation inexorable d'une perspective crédible de gestion social-démocrate de l'Etat bourgeois et de la crise du mode de production capitaliste. Les

Le mythe de l'« Autonomie »...



sociaux-démocrates et les révisionnistes ont ainsi su naviguer vers le pouvoir en chevauchant les vagues que constituait les nombreux comportements sociaux et politiques que l'Autonomie avait certes amplement contribué à mettre à jour et à exprimer.

Et il faut là prendre acte d'apports indéniables de cette expérience du mouvement politique autonome des années 70. L'organisation des premiers groupes dans les boîtes comme sur le territoire, autonomes y compris des groupes réformistes gauchistes, est sans l'ombre d'un doute à mettre largement à son actif. De même qu'elle a grandement contribué à briser le carcan légaliste que des années de réformisme d'abord révisionniste, puis gauchiste — avaient solidement enraciné. C'est de l'Autonomie et de ses marges que sont souvent nées les premières expériences d'activités illégales et parfois armées. Mais ce mouvement-là, et là-dessus les camarades qui ont rédigé le texte « *C'est le moment ou jamais* » sont d'accord avec nous, est définitivement mort et enterré. *De profundis* !

Mais, pour notre part, nous ne pensons pas qu'il soit possible de contribuer aujourd'hui à l'émergence d'une autonomie ouvrière réelle à coups de bluff. Car que signifie affirmer qu'il y a continuité et cohérence entre les squatts, les luttes immigrées, la lutte contre la répression et les actions du Clodo ? Comment affirmer qu'il y a combinaison des luttes collectives et des pratiques de guérilla ? Comment dire qu'il se mène actuellement dans ce pays une offensive ouvrière généralisée, de l'automobile à la sidérurgie ? La gadgetisation de luttes, qui peuvent par ailleurs avoir ponctuellement des contenus subversifs, n'a jamais résolu la question ni empêché les douloureuses désillusions : du Joint français à Lip, de Plogoff à Vireux-Mohain... Et nous ne croyons pas non plus que les fameuses combinaisons alchimiques de « *Punks, junks, pédés et gangsters* » ne produisent jamais un quelconque prolétariat métropolitain !

De tels gadgets découlent inévitablement d'une vision de l'état de la formation



économico-sociale qui relève plus du subjectivisme délirant que d'une analyse sérieuse. Ainsi, la crise ne serait qu'une **réponse politique délibérée** du capital à « l'extension croissante de la rébellion ». A quoi il convient d'ajouter une notable confusion entre la crise elle-même et les restructurations du système impérialiste des multinationales : « ... le capital a riposté en déclanchant ce qu'il est convenu d'appeler la crise : une gigantesque réorganisation de la production, des structures politiques et de l'ensemble de la vie sociale. »

Nous pensons pour notre part qu'il est « le moment ou jamais » d'en finir avec tous ces raccourcis et gadgets. Il est temps de s'atteler sans tricherie à la reconstitution d'un tissu antagoniste collectif qui soit le terreau d'initiatives **offensives** des forces révolutionnaires pour l'instant dispersées et ghettisées. Et cela en partant de l'état **réel** des forces disponibles. Il faut d'ores et déjà travailler à faire **communiquer** les structures existantes et, à partir de là, construire les moments d'unité possibles dans les batailles offensives. Mais cela sans velléitarisme, car l'expérience de l'année écoulée nous apprend qu'en la matière trop de précipitation et de confusion mènent à l'échec : du collectif contre la criminalisation des luttes en octobre 1982 au projet de centre autonome cet automne...

Plusieurs expériences et indices ont d'ailleurs clairement indiqué au cours de l'année passée que nombre de camarades et de collectifs étaient disponibles à la recherche de moments d'unité offensive n'excluant pas la confrontation politique, non sur de vieilles lunes idéologiques, mais bien sur l'analyse de la phase présente et les tâches concrètes qui en découlent.

Et c'est là que le document des camarades présente pour nous, malgré tout ce qui nous en sépare, un important aspect positif : la tentative de présenter des propositions concrètes qui le conclue. Nous pensons aussi, avec nombre de camarades, que cette année promet d'être le théâtre d'une importante conflictualité sociale sur une multitude de terrains. Dans un tel moment, où des secteurs entiers perdent leurs dernières illusions sur la gestion socialdémocrate de l'Etat, où l'équipe au pouvoir se montre parmi les plus féroces de la Cinquième République, en organisant les licenciements de masse, en attaquant le salaire ouvrier réel, en dégradant les conditions d'existence des couches populaires, en opérant une répression tout azimut de toutes les rébellions, en surpeuplant les prisons, en s'alignant comme jamais dans le giron Atlantique, en menant au Tchad l'opération coloniale de plus grande envergure depuis la guerre d'Algérie et en s'affirmant au Liban comme le gendarme impérialiste le plus actif, il importe que se fasse entendre **la voix de la subversion sociale** plus fort que ne le permet l'actuel éclatement des forces révolutionnaires.

C'est par rapport à cela que la proposition des camarades de « *C'est le moment ou jamais* » peut être l'une des bases de départ d'une telle discussion, et non un point d'arrivée.

# Dépasser la défensive

Nous donnons aujourd'hui la parole, aux travers des deux textes qui suivent, aux camarades regroupés autour du journal « *Coup pour coup* » et qui interviennent principalement dans les pôles industriels du Nord de la France, tels Lille, Dunkerque, etc. Ces camarades sont indéniablement pour nous des interlocuteurs **pratiques** dans la confrontation et l'action pour la recomposition d'une force révolutionnaire dans ce pays.

**P**RATIQUES EN CE sens qu'à la différence de nombreux regroupements de province, frileusement repliés sur leur stricte reproduction et survie locales, les camarades de « *Coup pour coup* » sont présents dans l'essentiel des batailles **politiques** centrales qui se sont menées au cours des dernières années : contre la répression, les restructurations, l'impérialisme français, etc. En soi, déjà cette simple présence et continuité implique la **nécessité** d'une confrontation sur la reprise de l'initiative révolutionnaire contre la restructuration globale et les préparatifs de guerre.

Nous disons bien la nécessité, et non la volonté, car ces camarades — qui se baptisent d'ailleurs un peu pompeusement « *Organisation communiste Combat révolutionnaire* » — se refusent à, ou plutôt esquivent, toute confrontation politique sur les tâches d'ensemble du mouvement révolutionnaire, qu'ils réduisent hâtivement à une simple « *discussion* » stérile. Comme si il pouvait encore y avoir, par les temps qui courent, un quelconque révolutionnaire un tant soit peu sérieux qui aspire à se lancer dans les fumeuses élucubrations qui agitent les soi-disants débats de l'ultra-gauche !

Et cette attitude découle d'une vision pour le moins simpliste de l'état des forces révolutionnaires dans ce pays. Bizarrement, l'« *extrême* »-gauche institutionnelle et réformiste est caractérisée comme étant « *une partie* » de celles-ci, alors qu'elle n'est aujourd'hui que la mouche du coche des projets sociaux-démocrates et révisionnistes de gestion de la crise au service

intégral de la bourgeoisie. Il ne s'agit donc pas seulement pour cette « *extrême* »-gauche d'avoir perdu une hypothétique autonomie **politique** vis-à-vis de forces dites « *réformistes* », mais bien d'avoir perdu toute autonomie **de classe** en se fonctionnalisant à des forces politiques bourgeoises qui sont aujourd'hui agents actifs et conscients de la restructuration pour la guerre impérialiste.

Toujours selon le schéma idéal des camarades de « *Coup par coup* », l'autre « *partie* » des forces révolutionnaires serait composée de joyeux allumés « *nouveaux jeunes prolétaires* », évidemment apologistes invétérés des Brigades rouges, qui désespéreraient de la classe ouvrière et se réfugieraient dans une pratique d'isolement. Suivez leur regard... Cela vise à n'en pas douter ceux qui, militants communistes, s'organisent pour opposer la nécessaire violence révolutionnaire aux projets globaux de l'Etat impérialiste.

Ces camarades considèrent ainsi comme « *isolement* » ce qui est pratique **nécessairement** minoritaire dans la phase actuelle de l'affrontement de classe en Europe. Minoritaire en ce sens que les secteurs prolétaires qui la mettent en œuvre et s'organisent pour cela sont effectivement peu nombreux, mais non dans le sens que la pratique de la violence révolutionnaire s'adresse à une minorité. Car le recours aux armes et à l'illégalité, la lutte armée n'est qu'un instrument, fondamental il est vrai, au service d'un projet **stratégique** d'ensemble de libération prolétarienne.

Nous savons fort bien que ces camarades ne sont pas opposés au recours à la violence, mais ils soumettent celle-ci à un assentiment **préalable** des « *larges mas-*



La parole à « Coup pour coup »

## Faire renaître les perspectives révolutionnaires en France

ses ». Ce qui revient inévitablement, comme toujours, à différer aux calendes grecques toute pratique révolutionnaire immédiate. De telle façon que la pratique offensive des camarades de « Coup pour coup » est une pratique « honteuse », inavouée, considérée comme « en coulisses » de la pratique révolutionnaire d'ensemble.

Et l'on retrouve là une peur d'être « minoritaire » qui est l'angoisse d'importants secteurs des forces révolutionnaires. Ce qui n'est pas sans effets désastreux. Ainsi, ces camarades trouvent-ils le moyen d'avancer, dans l'importante bataille contre les licenciements politiques d'avant-gardes internes, des dénonciations telles que « licenciement scandaleux et illégal » ! Sans commentaires...

C'est d'une toute autre manière qu'il faut avoir aujourd'hui le courage de mener la confrontation. Bien sûr, les forces révolutionnaires sont faibles, éclatées, peu nombreuses. Mais elles ne doivent pas pour autant courber les épaules et se cacher derrière les « masses » en attendant que la tempête de la restructuration pour la guerre impérialiste soit passée. Car il sera alors trop tard. Dès aujourd'hui, avec les forces déjà disponibles, il nous faut nous situer au niveau des exigences de la phase et développer les pratiques qui en découlent. C'est de cela, et de rien d'autre, que nous entendons « discuter » avec les camarades de « Coup pour coup » et d'ailleurs.

**M**AI 1968 A PRODUIT un courant et des organisations qui, en France, sont intervenues durant des années dans les rapports de force de classe comme, par exemple : immigrés, armée, femmes, luttes ouvrières, Lip, dénonciation de masse de l'impérialisme américain et, dans une moindre mesure, français et russe.

### L'extrême-gauche n'existe plus

Cependant au fil des années, et parallèlement à la montée de l'Union de la Gauche, cette extrême-gauche a éclaté et, aujourd'hui, elle ne joue plus aucun rôle moteur dans les luttes.

Ce qu'il en reste peut se caractériser de la façon suivante :

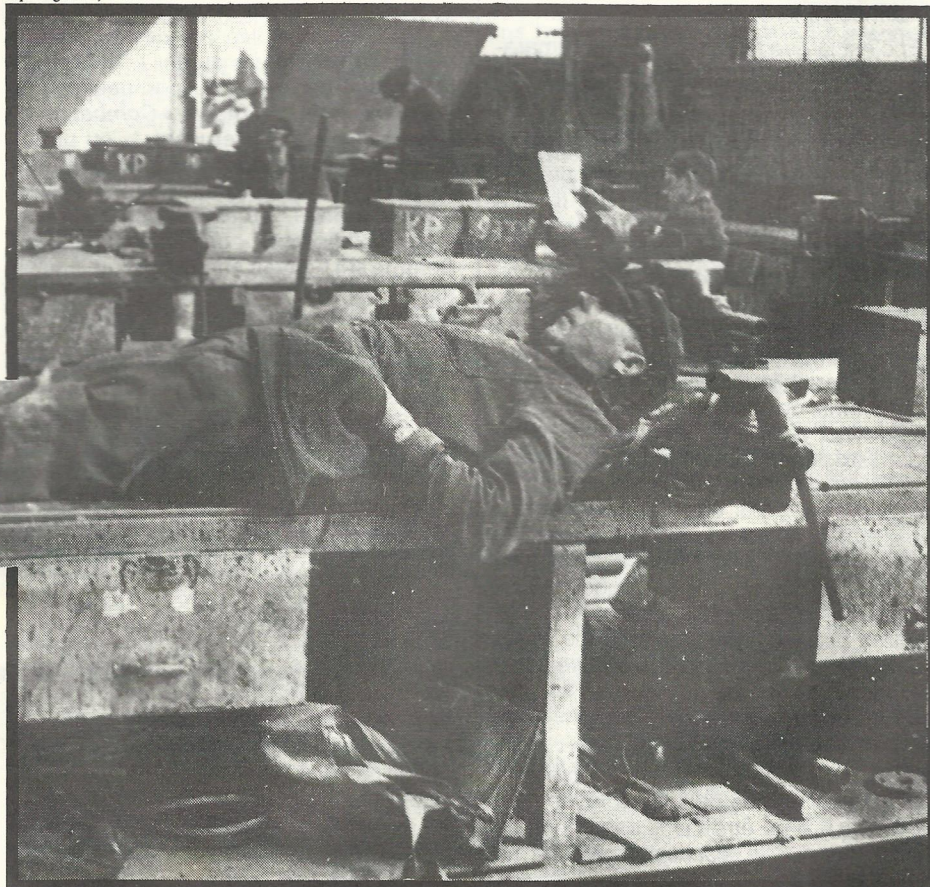
**Une partie**, la plus importante, se retrouve dans la majorité présidentielle. Elle

apporte un soutien critique au gouvernement et critique ce même gouvernement parce qu'il n'attaque pas assez la droite. Du PCML à la LCR, c'est le même point de vue : soutien au gouvernement contre la droite.

C'est pourquoi ces mêmes organisations se sont retrouvées pour manifester « contre la droite » à Paris. Elles se félicitent des critiques de Mitterrand à Reagan, elles critiquent la politique anti-ouvrière du patronat en accusant seulement le gouvernement de céder aux pressions patronales, elles font des déclarations sur l'antiracisme sans jamais mettre en cause la politique gouvernementale contre les immigrés, etc.

En même temps, ce courant est absent des enjeux. Il ne fait rien pour s'opposer à la politique du gouvernement. Par exemple : aucune réaction à la tenue du sommet de l'Otan à Paris, mais par contre participation au 19 juin, sous la houlette du PC, soi-

Après-guerre, à Brême.





# Construire un courant de résistance



**A**UJOURD'HUI, LUTTER contre l'austérité et les attaques anti-immigrés signifie s'opposer aux lignes suivies par les grandes centrales syndicales. Mais, le choix de la structure où mener cette lutte est tactique. Cela peut être au sein d'une grande confédération, comme dans les syndicats « autonomes » de lutte de classe.

Aujourd'hui, les courants de résistance — quelle que soit la forme qu'ils prennent — sont attaqués par la répression parce qu'ils sont un obstacle à la mise en place du consensus :

- La répression qui s'est abattue sur la lutte des sidérurgistes de Vireux-Molhain par l'inculpation de nombreux sidérurgistes et l'occupation policière du village était destinée à écraser ceux qui s'opposaient frontalement à la restructuration par le Plan Acier.

- Chez Citroën-Aulnay, la lutte s'est terminée par quatorze procédures de licenciement et l'inculpation de responsables immigrés C.G.T. par le tribunal.

- A Alsthom-Atlantique, à Saint-Nazaire, suite à un débrayage des travailleurs pour défendre un cahier de revendications, il y a eu quatre licenciements d'ouvriers combattifs.

- A Renault-Flins, la lutte de janvier-février s'est terminée par trois procédures de licenciement de délégués qui se sont ensuite transformées en deux mises à pied et la mutation dans une autre usine d'un des délégués les plus actifs des immigrés.

Dans tous ces cas, les syndicats ont refusé de mobiliser les travailleurs et d'engager une riposte au niveau des attaques qui étaient menées :

- A Vireux-Molhain, les directions syndicales sont allées jusqu'à dénoncer les luttes des sidérurgistes.

- A Flins et Citroën, les syndicats ont isolé les luttes usine par usine, alors que presque toutes les usines automobiles parisiennes étaient touchées par des mouvements de grève et qu'il y avait des moyens de se battre ensemble. C'était d'autant plus important que par les déclarations racistes de Mauroy et d'Auroux, le gouvernement appelait directement le patronat à la répression.

- A Alsthom-Atlantique, les syndicats se sont opposés à toute mobilisation de l'entreprise contre les licenciements, allant jusqu'à empêcher un des représentants des licenciés de parler lors d'un meeting dans l'entreprise.

Parallèlement à ces attaques contre des mouvements de masse, on assiste à une politique systématique de répression visant à l'élimination des courants syndicaux de lutte constitués de façon autonome. Dans cette répression, la bourgeoisie a trouvé des alliés directs dans les représentants des grandes confédérations syndicales que la présence de tels courants dérange :

- A Usinor-Dunkerque, la direction a engagé, en juin 1982, une procédure de licenciement contre le secrétaire du *Syndicat de Lutte des Travailleurs* (S.L.T.) suite à l'accident mortel du travail dans lequel le S.L.T. avait mis en cause la responsabilité de deux dirigeants de l'usine. Pour obtenir ce licenciement, la direction a bénéficié d'un soutien syndical et gouvernemental.

- Depuis quelques mois, les militants du *Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs* (S.A.T.), au tri P.T.T. de Lyon, subissent une répression quasi-permanente sous la forme d'avertissements sous des prétextes tels que « distribution de tracts ».

- Le *Syndicat Démocratique des Banques* (S.D.B.), de la B.N.P. de Paris, est aussi attaqué. Après avoir engagé une procédure de licenciement contre un délégué du personnel du S.D.B., la direction a transformé cette procédure en blâme et 15 jours de mise à pied. D'autre part, elle a donné neuf sanctions à quatre délégués du S.D.B. qui avaient participé à une délégation de soutien au délégué menacé de licenciement. Ce qui résume le mieux la volonté de la direction est la déclaration de M. Lapomme, chef du personnel, qui demande au S.D.B. de « respecter le consensus social et le bon climat régissant les relations entre syndicats et direction ».

- A la Banque Scalbert-Dupont de Paris, un délégué connu comme militant combattif est en procédure de licenciement. Le motif invoqué : « est en désaccord avec la politique suivie depuis la nationalisation réalisée suite au 10 mai 1981 »...

La lutte contre ces cas de répression doit être nationale : il est décisif de se mobiliser pour défendre le droit à l'existence de ces courants de lutte !

## « Coup pour coup »

« Coup pour coup », journal de l'Organisation communiste Combat révolutionnaire, principalement présente dans les pôles industriels du Nord de la France, a déjà publié treize numéros. On peut se le procurer à l'adresse suivante : P.B. Boîte postale 111. 59110 La Madeleine.

disant pour la paix. Par exemple : aucune réaction à la politique d'austérité.

Aussi ce courant devient-il un appendice de l'Union de la Gauche et, dans ces conditions, il ne représente plus rien de façon autonome.

**L'autre partie** caractérise le gouvernement de gauche comme un gouvernement bourgeois mais, si cela est positif, malheureusement toutes les orientations qui s'y retrouvent arrivent à la même conclusion : on ne peut rien faire dans la classe ouvrière.

Ainsi, on retrouve les arguments suivants : il y a ceux qui disent qu'il faut s'appuyer sur les luttes du Tiers-Monde, ceux qui disent qu'il faut s'appuyer sur les immigrés (deuxième génération) et les « nouveaux jeunes prolétaires », ceux qui font l'apologie des Brigades rouges... On a vite fait le tour : pour eux, la classe ouvrière n'existe plus.

Dans ces conditions, ce courant n'a qu'une alternative : soit il n'a pas d'activité de masse, soit il se réfugie dans une pratique qui le conduit à l'isolement. Tout cela parce qu'il ne considère pas que l'affrontement principal aujourd'hui est l'attaque anti-ouvrière de la bourgeoisie et qu'il faut tout faire pour y résister.

## Développer des courants de lutte dans la classe ouvrière

Ce qui vient d'être dit fixe notre orientation. Dans la situation actuelle, il n'y a aucun intérêt à « discuter » avec des organisations, car cela ne débouchera pas sur une activité politique commune.

Par contre, tous ceux qui se posent le problème de résister concrètement à l'offensive de la bourgeoisie, même s'ils sont souvent très minoritaires, dans quelques structures qu'ils se situent, doivent recevoir tout notre appui. Sur tous les enjeux de la période, nous devons nous fixer comme tâche de développer la mobilisation, de clarifier les objectifs, en un mot de participer à renforcer le combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

A ces conditions, pourra se constituer un courant politique présent dans la classe ouvrière qui fera renaître les perspectives révolutionnaires en France.

## « Coup pour coup »



# Un même combat

**P**ublier un texte d'« *Action Directe* » n'est évidemment pas, aujourd'hui moins que jamais, un acte sans signification politique, qui se résumerait à de simples nécessités de contre-information. Les plus récents développements montrent sans équivoque où l'Etat situe lui-même le niveau des enjeux, un an et demi après la dissolution de cette organisation par le pouvoir socialiste.

L'objectif est clair : en commençant tout d'abord par « assécher le marais », comme l'on dit Outre-Rhin, en frappant sans discernement une sphère hâtivement baptisée « *mouvance* », en organisant de savantes « *fuites* » policières dans les colonnes complaisantes de la presse de régime, puis en continuant par l'organisation d'une grande « *traque* » contre certains militants d'A.D., laissant plus qu'ouverte la possibilité d'une issue sanglante, l'Etat socialdémocrate et ses sbires visent avant toute chose à **dépolitiser toute hypothèse communiste offensive** qui ne se plie pas aux règles de la soi-disante « *opposition démocratique* », de la régulation pacifiée de l'antagonisme de classe.

Après avoir été tout d'abord présentée comme une organisation composée de « *doux dingues* », puis comme des sous-fifres en intérim du « *terrorisme international* » lors de l'été 1982, voici qu'A.D. se serait recyclée dans un « *banditisme* » vaguement « *social* ». Pour la bourgeoisie, il s'agit d'enraciner par tous les moyens l'idée-force que s'organiser collectivement pour mener la guerre de classe, prendre les armes ici pour combattre la pacification socialdémocrate et la restructuration pour la guerre impérialiste, ne peut-être que la manifestation d'une « *déviance* », au mieux liée aux phénomènes de marginalisation sociale, au pire relevant de la « *pathologie* ».

Pour nous, qu'on le veuille ou non, que cela plaise ou non, *Action Directe* se trouve ainsi en première ligne du tir ennemi parce qu'elle constitue **la continuité d'un projet communiste** en France, parce qu'elle est le produit politique et organisationnel **actuellement possible et historiquement déterminé** de quinze ans d'expérience révolutionnaire dans notre pays. Cette affirmation ne suffit bien sûr pas à épuiser le nécessaire débat sur le parcours de cette organisation, sur lequel beaucoup reste à dire. Mais ce débat regarde les forces révolutionnaires, il se mène en leur sein et à travers la confrontation **pratique** des orientations.

Il est par contre décisif de ne pas laisser l'Etat et ses services de propagande et de désinformation s'insérer dans ce processus, comme cela a trop souvent été fait. La bourgeoisie a inévitablement besoin d'inventer un « *épouvantail* » pour tenter d'enrayer l'élargissement de la conscience de la possibilité et de la nécessité de combattre. Puisse cet « *épouvantail* » n'éveiller que la vocation ornithologique de ceux qu'effraie de toutes façons la lutte révolutionnaire pour le Communisme. A ceux-là, l'Etat tend une perche inespérée.

Quant aux autres, militants communistes organisés ou non, qu'ils continuent de mener sereinement le débat urgent sur la construction d'une force révolutionnaire qui soit en mesure de se situer au niveau des enjeux de la guerre de classe dans les métropoles : **combattre la restructuration pour la guerre impérialiste en organisant la libération prolétarienne.**

Dans ce sens, le texte qui suit constitue une contribution **collective et organisée** dont toute l'importance doit être mesurée. ■



Des communistes allemands en armes à Wessel, en 1920.



Un document d'Action Directe

# Le combat international, une tâche révolutionnaire

**I**l s'agit aujourd'hui de concevoir l'Europe occidentale comme un territoire homogène où la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire est possible. Cela signifie considérer le prolétariat de la métropole comme **une classe unique**, répartie sur des territoires différents, mais qui ont des caractéristiques fondamentalement semblables.

Concrètement, nous ne considérons pas la recomposition de l'ensemble des prolétaires européens en une fraction prolétaire unique comme une chose acquise. Mais, le terrain stratégique que nous choisissons dans la phase actuelle est celui de la construction de l'organisation internationale du prolétariat d'Europe de l'Ouest. Et nous cherchons à généraliser dans cette stratégie les particularités et les spécificités des différentes réalités des divers prolariats nationaux.

Considérer le prolétariat d'Europe de l'Ouest comme une réalité unique veut dire rendre dynamique ce que le Capital Multinational rend statique par la division formelle de l'Europe en divers

Etats nationaux. Alors que ce même territoire n'est, pour le Capital Multinational, qu'un espace stratégique avancé de marché et de production.

Il est le centre des conflits économiques et de pouvoir de toutes les multinationales mondiales (américaines, japonaises, allemandes, anglaises, françaises, italiennes). Et les gouvernements des différents Etats nationaux constituent de plus en plus les simples paravents des luttes internes au Capital Multinational, chacun d'entre eux constituant un terrain où coexistent et s'affrontent les intérêts des multinationales.

En Europe, si le Capital Multinational se présente divisé, au niveau du pouvoir et des rapports internes à chaque Etat, dans son rapport avec la classe, il n'en a pas moins un comportement unitaire dans l'exploitation et la répression du prolétariat.

L'Europe de l'Ouest, tant comme marché qu'au niveau de la production, constitue un territoire unique sur lequel le Capital Multinational projette, programme, réalise et impose sa logique de profit.

Toutes les structures de production et de marché d'Europe de l'Ouest sont en fait multinationalisées. Ce qui permet au Capital Multinational de jouer sur les divisions nationales du prolétariat, tant en termes d'exploitation que de répression. Et cela afin de gérer les conflits de classe qui explosent sur un territoire donné de façon spécifiquement régionale, en évitant ainsi la diffusion des conflits à l'échelle européenne.

Cette division du prolétariat européen permet au Capital Multinational d'intervenir avec le maximum de brutalité dans les territoires où l'intensité de la contradiction de classe empêche toute médiation. Dans le même temps, celui-ci peut maintenir dans les autres territoires d'amples rapports de médiation et de liberté formelle.

La régionalisation et la circonscription des conflits de classe dans un territoire défini laissent intactes les possibilités de pacification et de médiation dans les autres.

Au cours des trente dernières années, les crises cycliques qui sont intervenues dans toute l'Europe ont été résolues et

A la Fiat de Turin...





dispachées, à des moments et avec des moyens différents, sur l'ensemble des territoires, évitant ainsi la généralisation des conflits de classe que produisaient ces crises. Elles ont été le résultat d'un même cycle de restructuration qui a investi l'ensemble de l'Europe et a frappé les différents territoires nationaux, à commencer par les territoires les plus avancés, la France, la RFA et la Grande-Bretagne, suivis ensuite par l'Espagne, moins développée.

Ce processus a touché non seulement la structure productive, mais aussi la structure sociale et urbaine. Il a vu se développer une véritable **métropolisation des territoires**. Ce qui se traduit par le fait que le contrôle, la médiation, la décomposition et la différenciation du prolétariat se développent d'abord dans les secteurs nationaux les plus « avancés », pour être ensuite systématisés dans les autres secteurs présentant ces caractéristiques. Cette systématisation fut générale, rapide et efficace.

Le discours conceptuel fut rapidement stratifié, pacifié et redéfini selon les multiples changements qui intervenaient dans le cycle de crise du Capital Multinational. Il fut aussi marqué par le développement de la concurrence économique et de pouvoir en son propre sein.

L'homogénéisation de l'Europe de l'Ouest est déterminée tant par le niveau actuel de développement et de crise du Capital Multinational mondial que par la phase actuelle de tendance à la guerre.

Dans toute l'Europe, le cycle crise - restructuration - crise se développe simultanément. L'équilibre entre les territoires pacifiés et ceux qui le sont moins tend donc à se rompre, la crise et la tendance à la guerre contraignant de plus en plus le Capital à se situer dans un même rapport avec l'ensemble du prolétariat. Il doit alors rompre avec sa tactique de médiation pour imposer par la violence les restrictions économiques, un accroissement de l'exploitation et de la logique de guerre impérialiste.

La restructuration de la production (dans l'automobile, la chimie, dans le secteur énergétique) et la logique de guerre impérialiste prennent alors une dimension concrète immédiate : les licenciements massifs, la réduction généralisée des dépenses sociales et publiques au profit des dépenses militaires, l'installation des missiles nucléaires, la création de la Task force et le renforcement de la mission historique de l'Otan, afin de faire face aux éventualités que suscite cette tendance.

Apparaît alors pour le prolétariat métropolitain européen, une seule et unique réalité : celle de l'exploitation et



... à Renault-Flins...

de la répression brutale pour satisfaire les exigences que la crise impose au Capital Multinational. La réalité d'être condamné à devenir la « *chair à canon* » des prochains conflits, et en attendant, la « *chair à profit* » de l'impérialisme, en Afrique, au Moyen-Orient, etc.

Travailler à la recomposition révolutionnaire du prolétariat en Europe ne suffit donc pas. Mais cela devient possible. Parce que tout ce que nous construisons aujourd'hui, au sein de cette stratégie, comme développement, même minimal, de la conscience révolutionnaire par rapport à la crise et à la tendance à la guerre, avec toutes les conséquences possibles de l'ensemble des contradictions de classe, tout ce que nous construisons donc, même à une échelle minime, se développera et se multipliera demain, œuvrant ainsi à la construction de l'organisation de masse du prolétariat européen.

Travailler à une stratégie de libération communiste du prolétariat signifie regarder le présent avec le regard du futur, parce que la fonction historique des communistes, en tant que fraction et avant-garde organisée du prolétariat, est de comprendre le mouvement du Capital dans son ensemble, en lui permettant ainsi de détruire et de désarticuler ses projets d'exploitation et de mort, et de comprendre le mouvement de la classe, afin de déterminer, dans un rapport dialectique avec elle, le développement de la conscience révolutionnaire du prolétariat.

Dans la phase actuelle de crise générale du Capital et de la tendance à la guerre, tout ceci impose de travailler

à construire l'organisation internationale du prolétariat d'Europe de l'Ouest. Cela signifie concrètement travailler, dans chaque territoire, en partant de sa spécificité et de ses particularités, à favoriser le développement de la conscience prolétaire en termes internationaux.

Pour recomposer le prolétariat comme classe révolutionnaire, il faut favoriser la meilleure circulation des expériences de lutte prolétariennes et de l'expérience des organisations révolutionnaires, en rompant ainsi avec la différenciation entre territoires plus ou moins pacifiés, et cela afin de propager la conscience révolutionnaire dans l'ensemble du prolétariat.

Il est actuellement nécessaire de travailler dans les mouvements de masse qu'exprime ce prolétariat. Ces mouvements sont aujourd'hui extrêmement contradictoires parce qu'ils sont soit des mouvements partiels et spécifiques (territoriaux, liés à la réalité d'un territoire) contre les restructurations, les licenciements, la réduction des dépenses sociales, soit des mouvements généraux contre la guerre et la politique impérialistes qui ne réussissent pas à dépasser le discours défensif ou strictement pacifiste. La présence massive de la gauche institutionnelle dans ces mouvements tend pour l'heure à leur insuffler une ligne politique réformiste et révisionniste qui bloque toute perspective de développement de la conscience révolutionnaire.

Mais il y a, objectivement, dans la phase actuelle, une incapacité politique des révisionnistes et des réformistes à





... ou à Brixton, un même prolétariat pour un même combat international.

offrir des débouchés crédibles au mouvement des prolétaires. Avec la tendance à la guerre et le développement de la crise, toutes les potentialités de médiation sont rompues. A toute lutte ouvrière contre la restructuration et les licenciements, le Capital répond par de nouvelles restructurations et de nouveaux licenciements. Les partis « *de gauche* » et les syndicats se démasquent de plus en plus comme la représentation politique des multinationales au sein de la classe. A chaque manifestation contre la guerre, le Capital répond par l'implantation de nouveaux silos de missiles, par l'augmentation des dépenses militaires et par la préparation pratique à la guerre. Les gouvernements sociaux-démocrates se dévoilent de plus en plus clairement comme des gouvernements bellicistes à la solde de l'impérialisme multinational.

Les mouvements des masses prolétaires expriment actuellement de grandes contradictions, mais aussi de grandes potentialités. Il faut avoir présent à l'esprit que ces mouvements naissent d'un **prolétariat décomposé, différencié, parcellisé**. Les restructurations, l'informatisation sociale, la militarisation et la répression ont détruit sa mémoire historique révolutionnaire, telle qu'elle existait dans les années soixante et soixante-dix, alors que se développaient les luttes de la classe et de nouvelles générations prolétaires.

Ce n'est pas par hasard que nous parlons de prolétariat métropolitain. Car il se caractérise de manière contradictoire, à la fois par son haut

degré de décomposition et par un haut niveau d'antagonisme social et de refus du mode de vie capitaliste.

Nous disons donc que ces mouvements de masse sont à la recherche de débouchés de libération et de réalisation de leur propre richesse sociale. Mais cela ne peut passer que par la **destruction du capitalisme et la construction d'un parcours de libération communiste**.

Ces mouvements sont des terrains concrets de travail pour tous les mouvements révolutionnaires européens. Cela veut dire travailler à la démythification du discours révisionniste et réformiste, à la propagande constante dans ces mouvements autour des tactiques et des stratégies du mouvement révolutionnaire, de ses contenus, de ses instruments, de ses pratiques, à la construction de structures organisées d'information, de débat, de développement de la conscience de masse révolutionnaire, à la destruction de toutes les déterminations matérielles de la domination du Capital qui empêchent le libre développement du mouvement et à la destruction de toutes celles qui favorisent l'exploitation et la guerre.

Le mouvement révolutionnaire dispose de réels instruments pour développer son activité, tels que **l'analyse marxiste** pour comprendre la réalité, **la politique révolutionnaire** comme pratique pour la construction des organisations de masse et **la lutte armée** comme instrument de destruction matérielle du Capital.

Ce sont ces trois instruments stratégiques qui, dans leur rapport dialectique, développent réellement la dynamique construction/destruction. Construction de la libération communiste/destruction du Capital. La méthodologie marxiste sans la politique révolutionnaire et la lutte armée dégenère en théorisation statique de la réalité. La politique révolutionnaire sans les deux autres éléments s'abstrait du réel, tandis que la lutte armée seule sombre dans l'impasse militariste.

Pour toutes ces raisons, seul un rapport dialectique entre tous les instruments historiques de la lutte révolutionnaire permet la réalisation et la concrétisation des contenus de la libération communiste et de l'émancipation du prolétariat.

Et cela pour construire un système social basé sur le libre-développement de l'individu. Notre identité de communistes révolutionnaires est basée sur un rapport symbiotique et dialectique entre le contenu de libération et les instruments historiques nécessaire à sa réalisation. Dans la phase actuelle, l'identité communiste révolutionnaire retrouve d'énormes possibilités de développement concret dans le rapport dialectique entre organisation communiste révolutionnaire et mouvement de masse prolétarien, à l'intérieur de la stratégie de construction de l'organisation du prolétariat d'Europe de l'Ouest.

Le développement d'un parcours unitaire incluant les différentes expériences des organisations révolutionnaires d'Europe de l'Ouest pour la construction d'un **pôle révolutionnaire unitaire** constitue un **premier pas** vers la recomposition du prolétariat européen. Et cela ne signifie pas une somme figée de toutes les expériences, parce que chaque expérience s'est développée dans des conditions différentes et a eu des méthodes différentes en fonction des territoires où elle s'est développée. Toutes ces expériences, si elles avaient des caractéristiques similaires, avaient aussi des spécificités qui ont notablement influencé leur développement au cours des dernières années.

Un parcours unitaire signifie travailler à une stratégie internationale unitaire en Europe de l'Ouest et déterminer des étapes successives visant à créer, phase après phase, une unité politico-organisationnelle sur le terrain de la lutte contre le Capital, pour la recomposition du prolétariat métropolitain. Il ne s'agit pas de créer un rapport idéologique, mais un rapport unitaire de pratiques concrètes, de développement du mouvement révolutionnaire en Europe de l'Ouest.

Nous sommes convaincus que les différences qui existent actuellement



entre les diverses expériences révolutionnaires en Europe sont le produit d'une confusion politique que nous avons pu exprimer et des divers niveaux de mûrissement de toutes nos expériences. La stratégie de construction en Europe de l'organisation internationale du prolétariat est le terrain sur lequel il est possible de bâtir concrètement une clarification politique qui corresponde à la phase et qui permette une maturation d'ensemble de toutes les expériences révolutionnaires. Celles-ci trouvent, dans leurs propres maturations et dans leurs propres spécificités, un débouché concret à l'intérieur d'un rapport de pratique unitaire. Construire le mouvement révolutionnaire unitaire signifie développer les potentialités du prolétariat, parce qu'ainsi, à l'intérieur d'un rapport unitaire, se développe un niveau de maturation globale de tout le mouvement révolutionnaire. Et c'est dans une stratégie de recomposition du prolétariat en Europe que se développe son niveau global de conscience.

Pour le mouvement révolutionnaire, le terrain stratégique de l'initiative correspond à la possibilité pour le prolétariat de développer sa propre conscience, parce que le mouvement révolutionnaire est le premier embryon de l'organisation communiste de toute la classe.

La construction de l'organisation internationale du prolétariat n'est donc pas la stratégie d'une organisation, mais bien la stratégie de l'ensemble du mouvement révolutionnaire dans la phase de développement maximum et de crise du Capital Multinational et des tendances à la guerre. En tant que stratégie de phase, cette stratégie se veut une critique précise à toutes les stratégies mises en œuvre dans les phases précédentes de l'expérience révolutionnaire en Europe.

Les limites de la phase précédente se trouvent dans les conceptions à la fois du nationalisme et de l'internationalisme. Nous entendons par nationalisme les tendances qui veulent développer le mouvement révolutionnaire sur un territoire national, au-delà de toutes les partialités d'un tel déterminisme au niveau général. En particulier, ces expériences généralisent mécaniquement leur pratique au niveau de la pratique internationale.

Et, de fait, tout ceci détermine le fait que les pratiques internationales, quelles qu'elles soient, ne sont pas assumées, et aussi la prétention utopique de détacher « son » territoire de la chaîne impérialiste. Nous disons que cette conception est utopique car, dans la phase de crise et de tendance à la guerre, le Capital Multinational se

recompose dans ses territoires centraux contre toutes les contradictions de classe qui y apparaissent, et il jette toutes ses forces dans la bataille contre tout mouvement révolutionnaire qui peut se développer dans chaque territoire particulier.

Ce fut le cas complexe de l'Italie, qui est le territoire européen sur lequel s'est développé le mouvement révolutionnaire le plus fort au cours des dernières années. Mais, dans le tourbillon des quatre dernières années, celui-ci fut désarticulé non par la seule structure de l'Etat italien, mais bien par l'entière structure de l'impérialisme des multinationales. Ce mouvement vécut de plus une forte contradiction interne à travers l'absence d'un terrain de développement stratégique de sa force territoriale : il existait une force réelle en Italie, mais qui ne disposait pas de perspective internationale.

Concevoir la chaîne impérialiste dans un ensemble statique de maillons forts et de maillons faibles signifie ne rien comprendre à l'actuel niveau de développement de l'impérialisme qui, dans ses territoires centraux, tend toujours à homogénéiser ses forces structurelles internationales.

La seconde limite de la phase précédente de l'expérience révolutionnaire est constituée par l'« internationalisme ». Par internationalisme, nous entendons une pratique basée sur une unité générique, statique et de principe d'un internationalisme prolétarien déterminé à partir d'une analyse erronée et figée de l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat au niveau mondial.

C'est ainsi qu'en Europe de l'Ouest, des pratiques partielles se sont limitées au seul soutien aux luttes du prolétariat du tiers monde. De telles pratiques choisissent un développement limité du mouvement révolutionnaire dans les territoires centraux de l'impérialisme. Car ce développement n'est conçu qu'en termes de structures ayant une fonction d'arrière-garde par rapport à ce qui est considéré comme le front central, à savoir la contradiction entre impérialisme et prolétariat des pays de la périphérie.

Aujourd'hui plus que jamais, la contradiction centrale reste pour nous celle entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial. C'est elle qui détermine l'ensemble des aspects de la réalité impérialiste, au sein de laquelle la révolution prolétarienne connaît, dans chaque territoire contrôlé par l'impérialisme, un développement unique. La stratégie de construction de l'organisation du prolétariat métropolitain elle-même s'insère comme étape possible à l'intérieur de la perspective

globale de développement mondial du prolétariat métropolitain.

Dans cette phase, il n'y a pas de territoire plus ou moins important que d'autres. La simultanéité des développements est une nécessité. Avec la tendance à la guerre et au développement de la crise du Capital, tout territoire revêt une importance réelle, tant dans les rapports avec le bloc de l'Est que dans la gestion de ses contradictions internes.

Le problème d'une stratégie internationale est le problème de la construction d'un pôle révolutionnaire unitaire dans tous les territoires homogènes, du point de vue de la contradiction de classe et de la possibilité de développement révolutionnaire.

En plus de l'Europe de l'Ouest, il existe d'autres pôles potentiels, tels que l'Afrique ou l'Amérique latine. En effet, dès qu'une situation explosive se développe en Europe, en Afrique ou en Amérique latine, l'impérialisme entre en crise. Car, par delà les contradictions immédiates qu'il porte en son sein, la conscience et l'organisation révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat mondial constituerait l'élément capable de déclencher une crise irréversible de l'impérialisme, et un affaiblissement d'une telle ampleur se développerait alors de façon massive à l'échelle mondiale.

Développer des pôles révolutionnaires unitaires dans les territoires homogènes signifie construire des **points de référence concrets** pour l'organisation et la recomposition révolutionnaires du prolétariat mondial. La tendance à la guerre dans l'accentuation des contradictions de classe développe aussi l'homogénéisation de territoires extrêmement vastes et favorise objectivement la recomposition du prolétariat qui vit sur ces territoires. Ce n'est pas là un procès mécanique et spontané, mais la base objective sur laquelle le mouvement révolutionnaire bâtit la stratégie de libération du prolétariat. Aujourd'hui, pour tous les révolutionnaires, œuvrer dans cette direction stratégique, c'est contribuer concrètement à la transformation de la réalité prolétaire actuelle, pour la libération de la réalité prolétaire de demain.

Ce qui est en dernière analyse commun au nationalisme et à l'internationalisme, c'est la défiance envers les possibilités révolutionnaires de recomposition du prolétariat en Europe de l'Ouest. Et c'est là le résultat de l'absence totale de stratégie internationale de libération prolétaire. ■



# L'Automobile dans la crise

**L**e cycle de lutte qui, de l'automne 1981 à l'hiver 1982, a ébranlé les chaînes de l'industrie automobile française est indéniablement d'une portée qui va au-delà d'une simple vague revendicative. Toutes les grandes entreprises automobiles françaises ont été touchées par ce mouvement de lutte, indépendamment des importantes différences de situations qui y régnaient : de Renault, usine de l'intégration en douceur par le biais des organisations syndicales, où les conflits tiennent lieu de "soupapes", à Citroën ou Talbot, bastions de l'autoritarisme patronal, où les salaires sont inférieurs de 20 % à ceux de la Régie et où les grèves sont traquées...

Ces dix-huit mois qui ébranlèrent les chaînes ont définitivement fait justice des idéologies molles de la crise et de leurs élucubrations sur la société post-industrielle, la fin de la place centrale du travail ouvrier, *et patati et patata*... Les bagnes modernes et leurs cadences infernales ont de nouveau été placés sous le feu des projecteurs par les exigences ouvrières mille fois martelées : contre l'augmentation de la productivité, contre le travail parcellisé et répétitif, contre l'arbitraire des classifications "à la tête du client", pour des augmentations non-hiérarchisées,...

Mais surtout, la grande leçon de ce cycle de lutte consiste en ce que la véritable pointe combattante en furent les OS immigrés, qui entraînent derrière eux les ouvriers français et les OP. C'est leur révolte qui se transforma en une véritable contre-offensive contre le despotisme du patronat de choc et de ses syndicats jaunes. Il s'agissait de casser le pouvoir de la CSL et de la maîtrise dans les vieux bastions où ils imposaient leur terrorisme depuis des décennies. Et, nécessairement, une telle lutte exigeait l'apparition d'un **contre-pouvoir** qui dû être défendu et imposé quotidiennement.

Pour les révolutionnaires français, très faiblement présents dans ce cycle de lutte, comme du récent affrontement de Talbot, premier pas d'une longue bataille, déjà bradée par les pacificateurs syndicaux, il importe de chercher à en mûrir les principales leçons. Afin de ne pas se retrouver spectateurs impuissants des grandes vagues de luttes ouvrières, il faut chercher à comprendre les mécanismes qui rythment les restructurations dans les secteurs productifs les plus visés par l'offensive patronale. Il nous faut utiliser les bribes de connaissance déjà produites par les militants ouvriers communistes, organisés en collectifs ou isolés, afin de commencer à travailler à une **intelligence d'ensemble** des secteurs qui sont et seront les lieux d'affrontements centraux entre les exigences patronales de restructuration et le refus ouvrier de faire les frais de la crise. ■





# Quelques réflexions sur le marché mondial

**L**e document qui suit a été publié par la revue "Metroperao" (1) qui est animée par des ouvriers communistes révolutionnaires de l'Alfa Romeo de Milan. Ceux-ci entendent, entre autre par le biais de tels documents, intervenir dans la discussion en cours sur la lutte menée par les ouvriers de l'Alfa, non comme spécialistes, mais comme militants qui interviennent dans la lutte et pour qui la conflictualité et l'affrontement de classe est une pratique quotidienne.

Ce document qui fournit, aux dires mêmes des camarades de "Metroperao", une faible photographie du secteur automobile, était accompagné d'autres textes sur la bataille politique que mène actuellement le Comité des *cassaintegrati* de l'Alfa Romeo d'Arese que le manque d'espace ne nous permet malheureusement pas de publier. Nous n'en comptons pas moins revenir prochainement sur cette lutte riche d'enseignements.

Il n'en reste pas moins que cette contribution, malgré ses limites, constitue un premier point de départ pour une analyse plus approfondie du secteur automobile et des procès de transformation-restructuration qui s'y opèrent, analyse qui doit d'abord et avant tout être le fait des camarades qui y travaillent et y luttent. ■

(1) « Metroperao », c/o « Controinformazione » - Corso di Porta Ticinese, 87. 20123 Milano (Italia).

**S** I L'ON OBSERVE la stratégie du cycle de l'auto de l'intérieur et de manière superficielle, il ne semble pas qu'il y ait des différences notables. Mais, en l'observant de plus près, on peut découvrir des différences significatives dans la conception technologique des produits, dans la structure de la production et, en général, dans les stratégies des entreprises.

Il est nécessaire que les travailleurs des divers secteurs et de chaque établissement recueillent les informations pour mieux comprendre la stratégie de l'entreprise, tandis que dans une analyse effectuée de l'extérieur, on peut facilement commettre l'erreur de prendre les intentions déclarées de la direction pour une réalité future, sans prendre en considération les obstacles et les résistances.

La majorité des analyses effectuées jusque-là par l'industrie automobile se limite à la situation d'entreprise, à la situation sur les postes de travail : nous pensons qu'il n'est pas possible d'expliquer la crise en considérant seulement l'aspect du développement d'entreprise et du développement économique. Le cycle de l'auto (production et usage) investit les structures sociales sur de nombreux terrains, créant des problèmes et des conflits. C'est justement dans ce secteur que les stratégies syndicales ne doivent pas s'arrêter aux portes de l'usine.

## Les caractéristiques de la crise structurelle

La crise de l'industrie automobile peut être avant tout imputée à une crise de marché dans laquelle les structures restées stables durant des temps plus ou moins longs commencent à se transformer. De

nouvelles offres apparaissent sur les marchés internationaux, comme celles faites par les Japonais en particulier, qui entrent en concurrence avec les producteurs européens. Et ceci non seulement dans les marchés intérieurs, mais surtout dans l'important marché américain.

Ici, c'étaient les Européens qui avaient le monopole des voitures petites et économiques, sans cependant affaiblir sérieusement la production américaine.

Les voitures de grosse cylindrée à forte consommation qui étaient jusque-là la caractéristique de la production automobile américaine sont maintenant en train de perdre leur importance dans la politique américaine (il se peut que la réduction de la consommation de pétrole souhaitée par le gouvernement américain en soit un motif important). Plus importante devrait être l'intention des entreprises automobiles américaines de développer une politique productive unifiée à une échelle internationale. Les Japonais, au contraire, après avoir volontairement limité leurs activités sur le marché américain, se lancent avec fougue sur les marchés traditionnels des producteurs européens.

Les pays du « socialisme réel », d'autre part, veulent développer pour leur compte l'accumulation de capital dans leur industrie automobile.

Dans le tiers monde, il n'existe de marchés pour l'automobile que dans peu de pays caractérisés par un développement capitaliste dynamique comme le Mexique, le Brésil ou l'Afrique du Sud. Et, parce que l'on prévoit que la découverte de nouveaux marchés de masse ne se fera que lentement, la concurrence se fait plus âpre.

Cependant, en plus des crises sur les marchés de débouchés, il y a aussi un développement de la crise à l'intérieur. Il faut avant tout mentionner le problème du mas-

todonde : la concentration de capital a produit des industries géantes qui emploient de nombreuses centaines de milliers de travailleurs.

Il est vrai que la même chose s'est produite dans d'autres secteurs, comme par exemple l'industrie électrique. Mais, à la différence de cette dernière, l'industrie automobile produit essentiellement un seul produit, tous les procès productifs de chaque élément doivent être coordonnés et doivent pouvoir surtout être contrôlés par la direction.

Pour les producteurs américains et européens, la crise du marché du travail recouvre un rôle important. Jusque dans les années soixante, il était toujours possible de trouver de nouveaux Etats producteurs qui étaient disposés à travailler à des conditions prohibitives, même si celles-ci devaient être compensées par des salaires plus élevés que la moyenne locale. En plus des nombreuses grèves, les entrepreneurs avaient aussi à faire face à des problèmes comme l'absentéisme et le manque de discipline.

## Stratégies de l'Empire automobile

On peut établir quelques points d'orientation communs aux différentes stratégies des colosses de l'automobile.

Le mot d'ordre de « flexibilité » parcourt comme un fil rouge toutes les mesures de transformation projetées et effectuées dans l'industrie automobile, tant comme flexibilité aux mutations du marché que comme flexibilité des structures productives. Le deuxième objectif stratégique est de rendre les entreprises compétitives et opérationnelles avec opportunité et rapidité : tous considèrent cet élément comme décisif dans la seconde moitié des années quatre-vingts.

Ce moment est au contraire déterminé par le fait que le programme des investissements effectués par l'industrie américaine de l'auto commence à avoir des répercussions sur les marchés internationaux, même si les autres producteurs ont donné le feu vert à des programmes d'investissement semblables.

Nous verrons par la suite les nouvelles stratégies en quatre parties du procès industriel :

- développement de la production ;
- organisation de l'entreprise ;
- nouvelles technologies productives ;
- organisation du travail.

Une telle approche ne peut naturellement pas être complète. Nous devons nous baser sur les rapports publics et sur rela-



vement peu d'informations de l'intérieur des entreprises.

## Développement de la production

### a) La standardisation.

Il faut tout d'abord parler de la standardisation des produits et des composants de produits. Le développement et la construction ne sont plus effectués pour chaque véhicule spécifique, mais sont au contraire insérés dans le cadre d'un système à encastrement. **General Motors** et **Ford** arrivent à concevoir certains types de voitures comme « *automobile mondiale* », dans laquelle certains éléments centraux comme le moteur, la transmission, le châssis ou la carrosserie sont identiques.

Avec des pièces additionnelles, on peut construire des autos qui ont un aspect et un équipement diversifiés selon les exigences des différents marchés régionaux.

Cette standardisation est effectuée principalement afin de rendre la production plus économique : soit à travers de grandes séries d'agréats et de pièces qui amortissent plus rapidement les installations de production, soit avec l'acquisition de pièces fournies par d'autres firmes à des conditions favorables.

Ceci vaut en particulier pour des installations de production hautement automatisées ou à haut investissement de capital comme, par exemple, pour les moteurs ou les transmissions. Comme à **Opel**, où les moteurs à quatre cylindres et les moteurs à six cylindres sont préparés sur la même installation, et où l'on transfère ainsi à la **Volkswagen** les carrosseries brutes de la **Golf**.

Un troisième point est constitué par le fait que le développement du produit peut être encore plus discipliné. De nombreuses sources d'erreurs et de retards, qui provoquent des coûts considérables dans un état avancé de la planification de la production, sont maintenant éliminées avec la construction systématique.

### b) Les matériaux

Si l'on en croit la publicité, l'économie d'énergie est le principe roi. La construction d'autos légères diminue de manière insignifiante leurs frais de maintenance (dans des limites normales de vitesse), mais comporte de considérables économies en coûts de matériaux pour les usines.

Les équipements auxiliaires, comme le moteur diesel, le turboréacteur ou le turbo-compresseur conduisent à un produit de haute technologie et à une automobile qui puisse contenir l'augmentation du coût de l'essence, mais à des prix nettement plus élevés. Ceci étant, ce sera sûrement, dans le futur, l'un des points décisifs pour le maintien de sa propre position et pour s'affirmer sur les marchés.

Voyons maintenant l'usage des nouveaux matériaux de production comme, par exemple, la matière synthétique (plastique). La partie constituée de matière plastique dans l'équipement intérieur a été progressivement augmentée dans les vingt



Le montage de l'*Aronde* après-guerre.

dernières années, ce qui a amené d'importantes innovations pour la production. Un siège de plastique peut être produit automatiquement, alors que le montage conventionnel, avec le cadre et le rembourrage, est constitué d'innombrables pièces, ce qui implique de nombreuses opérations et un plus grand nombre de postes de travail. L'effet de rationalisation dû aux nouvelles technologies apparaît évident. Le fait que l'usage des matières plastiques ne s'est pas encore étendu aux structures de la carrosserie, particulièrement à la carrosserie extérieure, est dû à ce que l'une des caractéristiques les plus importantes de l'automobile est sa carrosserie extérieure lisse et brillante. Pour autant qu'il puisse être plus profitable à l'industrie automobile d'abolir les presses et les sections de soudure (qui comportent un haut niveau de pollution et donc impliquent des problèmes de travail), ceci n'entre pas dans l'actuel cycle d'investissement.

En premier lieu, du fait d'importants obstacles par rapport aux technologies de finition : l'absence de techniques de soudure adaptées aux parois de plastique et d'acier, l'absence de procédés de vernissage à basses températures de solidification ou l'absence de matières premières ou de produits semi-finis de l'industrie chimique qui soient adéquats. De plus, la plus grande partie de connaissances en matière de technologies dans l'industrie automobile est liée à la construction et à la production de carrosseries en tôle fine. L'augmenta-

tion de l'usage du plastique mènerait nécessairement à de nouveaux concepts et à de nouvelles méthodes de construction pour lesquels manquent les capacités humaines. Dans le domaine de la planification de la production et de la construction des équipements, la conversion au plastique créerait aussi d'importants problèmes de qualification des travailleurs.

### c) Les nouvelles énergies

L'usage des combustibles de substitution, comme l'alcool par exemple, provoquera de graves problèmes économiques et, donc, politiques. Ceci se voit aujourd'hui avec l'exemple du Brésil où la culture de la canne à sucre pour la production de combustibles a supplanté la culture d'aliments pour la population. Un tel changement ne peut être opéré par la seule industrie automobile. D'importants investissements sont nécessaires pour les infrastructures, qui devraient être effectués par d'autres secteurs industriels et par l'Etat.

La production électrique garantira à l'industrie automobile la survie à long terme à condition que l'industrie nucléaire puisse être imposée de manière moins problématique que jusque-là et à condition que la production de la turbine à gaz soit réalisée par la seule industrie automobile. Et puisqu'elle est composée de moins de pièces que le moteur à cylindre, on peut en attendre un remarquable effet de rationalisation dans la production.



Les problèmes qui se posent cependant sont les suivants : la turbine a une consommation de combustible très défavorable si l'on en n'exploite pas la pleine puissance et les techniques d'utilisation des matières céramiques ne sont pas encore au point.

## Le changement de la structure d'entreprise

Il faut tout d'abord parler de la centralisation des départements importants comme la recherche et le développement des produits (planification et organisation de la production) qui se trouvaient jusque-là dans les différentes entreprises. Aujourd'hui, de nouveaux développements de l'informatique comme le couplage d'ordinateurs décentralisés et la transmission de grandes quantités de données sur de grandes distances, par satellites, permettent de passer à une nouvelle étape dans la gestion d'entreprise et servent surtout à centraliser le contrôle sur les procès de travail à l'intérieur du procès global de centralisation de tous les départements. L'on peut observer, dans le même temps que la centralisation, une décentralisation des unités de production. Pour pouvoir bénéficier des avantages en termes de coût sur de grandes quantités, certains éléments ou agrégats sont produits en un lieu, puis transportés dans les différentes usines de montage : ainsi, en plus des raisons économiques de première importance, cela permet à la direction de contrôler plus facilement chaque unité productive.

Le type d'usine automobile qui regroupe tous les départements, de la production des pièces au montage final, et qui emploie donc environ 50 000 ouvriers, appartient désormais au passé. Des unités de production petites et décentralisées présentent de nombreux avantages pour l'industrie mondiale, et en particulier pour l'industrie automobile.

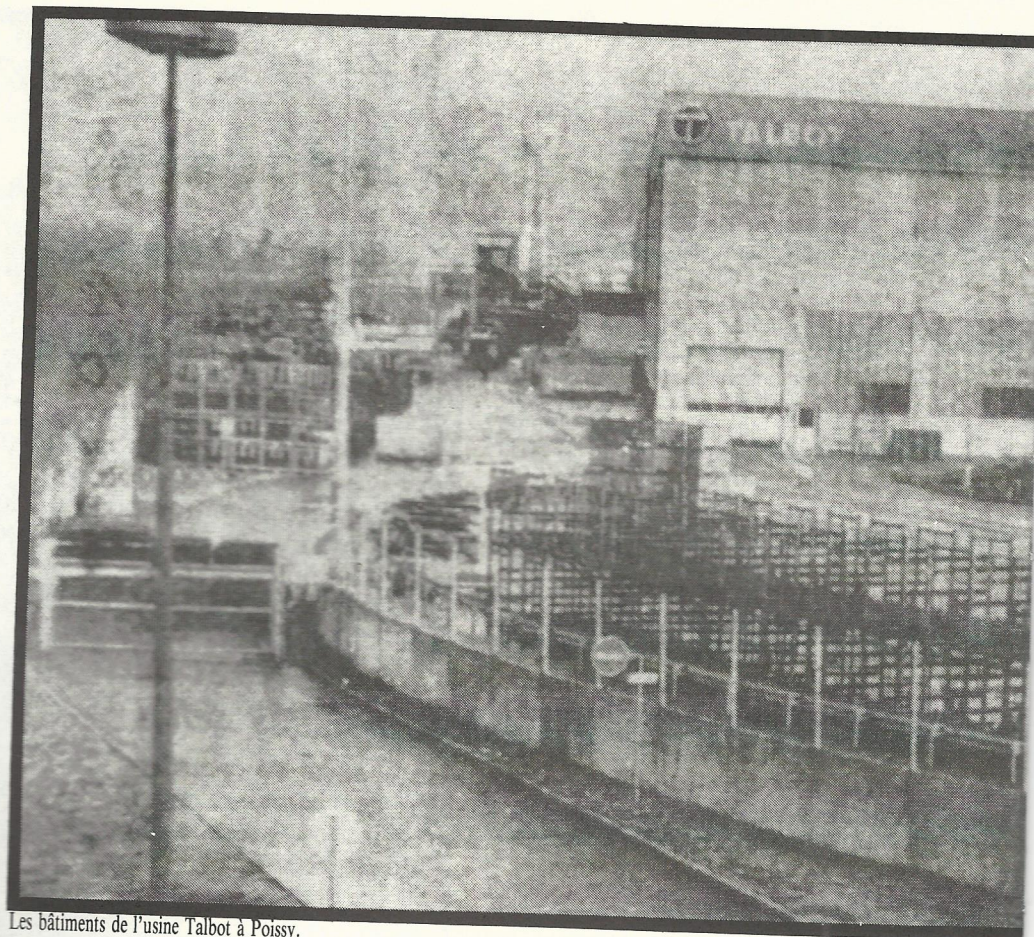
On peut ainsi introduire plus facilement de nouvelles technologies dans la construction d'une nouvelle entreprise, sans modifier les bâtiments existants.

Pour résumer, nous pouvons dire que le capital se restructure de manière à parvenir au maximum de contrôle centralisé avec le maximum de flexibilité.

Il y a cependant peu d'entreprises qui puissent réaliser ceci en se basant sur leurs propres forces. Nombreuses sont celles qui doivent développer et utiliser les produits en commun avec d'autres.

Ainsi **Volvo**, **Renault** et **Peugeot** ont développé un moteur à six cylindres qui a été produit dans un établissement commun : elles considèrent comme un moindre mal de devoir se partager le marché plutôt que d'y renoncer complètement. La subdivision des énormes coûts de développement et de production constitue cependant une autre raison.

La production d'une gamme unique de produits, et souvent même d'un élément seulement dans une gamme complète, constitue un handicap pour l'industrie automobile.



Les bâtiments de l'usine Talbot à Poissy.

**General Motors**, **Ford** et **Chrysler** sont aussi actifs dans des secteurs comme la construction de machines, l'électronique, la fuséonautique. D'autres, comme **Volvo**, **Fiat** ou **Renault** tirent une part considérable de leurs profits extérieurs à l'industrie automobile. Au contraire, les Allemands ont un retard décisif qui ne peut être rattrapé que sur le long terme, même si les activités de **Volkswagen** dans le secteur des robots industriels et dans l'électronique indiquent déjà clairement la direction à prendre.

## De nouvelles technologies de production

L'industrie de nouvelles technologies de production dépend beaucoup du niveau technologique des divers établissements. Il faut fondamentalement distinguer entre la modification rampante du cycle qui est opérée à petits pas sur les diverses machines et dans les divers départements, et la grande rationalisation, qui intervient dans le cas du changement d'un modèle, du déplacement ou de la reconstruction de départements extérieurs. Examinons maintenant chaque domaine de la production.

### Les presses

C'est le département à plus haut investissement de capital dans la production automobile, où l'on trouve encore de nombreux postes de travail à basse qualification et le travail en équipes.

Les ouvriers y exécutent le plus souvent des opérations d'insertion et de manipula-

tion. Les mécaniciens et/ou les employés à la manutention y sont relativement peu nombreux. Une plus haute automatisation à travers la *concaténation rigide* des différentes machines est limitée, puisque la diversité des types, la rapidité des presses, et surtout la réduction des dispositifs intermédiaires pour les éléments pressés rendent nécessaire une redistribution fréquente. Là, on s'offrirait l'introduction des robots industriels s'ils n'étaient pas trop lents.

Il semble donc que l'on aille pour le moment vers une standardisation des installations rigides de *concaténation* et des installations de boîtes de vitesse et d'outillage. Mais cette affirmation ne vaudra plus dès lors que seront disponibles des robots plus rapides et avec une précision plus élevée de mise en position.

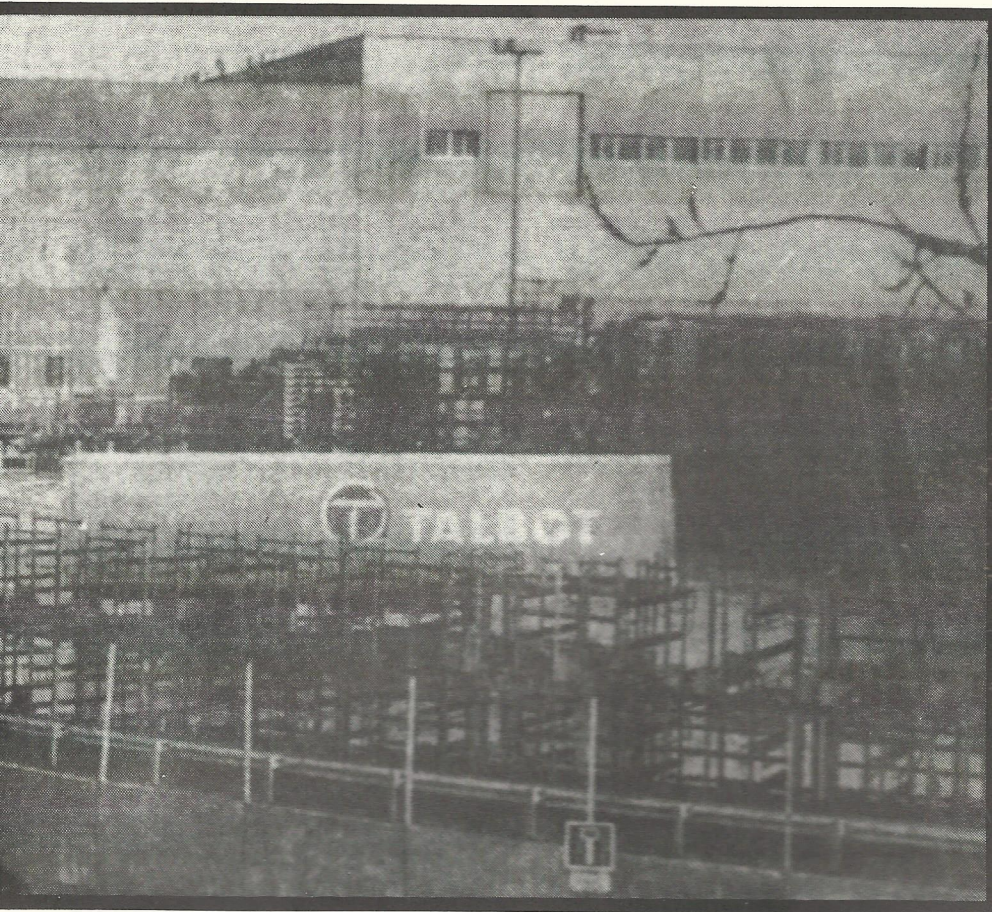
### La carrosserie

Dans la construction des carrosseries brutes, la substitution des tenailles de soudure guidées à la main par des robots industriels est en plein développement. Cette affirmation doit être limitée par le fait que ceci ne vaut que pour un nombre réduit de pièces. Pour les grandes quantités, des lignes transfert de soudure correspondant aux différents types doivent être construites. Mais, il faut s'attendre à une nouvelle avancée des robots dans le domaine de la manipulation des pièces.

### Le vernissage

Là aussi, les robots s'avancent. Les transformations décisives se réalisent cependant avec l'introduction de nouveaux





procédés de vernissage (*peinture au pistolet*). Ce sont surtout les postes de travail qualifiés du secteur des finitions sur les carrosseries peintes automatiquement qui sont menacés.

### Le montage

Dans ce secteur, on attend l'introduction de robots guidés par sensoriels. L'équipement interne et le montage final requièrent encore de nombreuses opérations qui dépassent la capacité des robots industriels intelligents. Il suffit de s'imaginer comment peuvent faire quatre robots pour fixer un toit en plastique à la carrosserie. C'est précisément sur ce terrain que se commet l'erreur de croire que l'on puisse réaliser immédiatement ce que les inventeurs de ces nouvelles technologies proclament théoriquement réalisable.

### Les activités indirectes

Il n'y a pas que dans la pure production que la mécanisation et l'automatisation recouvrent une importance croissante, mais aussi dans les activités productives indirectes. En plus de la manutention, le transport, la préparation du matériel, l'emménagement et le contrôle du déroulement de la production, contrôler en premier lieu afin de limiter au minimum la production sur la base des réserves, parce que la quantité de matériel accumulée dans les dépôts intermédiaires représente une importante dispersion de capital. Les moyens de transport sont graduellement modifiés de telle manière que les pièces puissent être séparé-

ment identifiées avec l'électronique et puissent être mises à la disposition des robots de maniement. Dans certaines parties du secteur, on arrivera même à une automatisation complète du transport, par des dépôts adéquats et des téléphériques ou des transporteurs informatisés (*carries*).

C'est là qu'intervient aussi l'application de l'informatique au secteur de la planification du personnel de l'emploi de main-d'œuvre. L'objectif de la direction est d'avoir une vision d'ensemble complète des postes vacants au début du tour et de les couvrir le plus rapidement possible avec les ouvriers adaptés au moyen d'un système d'information électronique sur le personnel. De la même manière, il faut s'attendre à l'emploi de l'informatique dans le secteur de la régulation de la manutention.

A part les répercussions immédiates qui frappent les ouvriers de ces départements et que l'on peut résumer par les mots licenciement, différenciation des qualifications et un plus grand contrôle sur le travail, les usines accumulent, avec l'aide de l'informatique, une masse infinie de données qui permettent à la direction de repérer les « *points faibles* » en vue d'une future rationalisation.

Des efforts importants des usines automobiles vont vers un développement et une planification du produit plus souple et plus efficace afin de pouvoir répondre à tout changement sur le marché avec des produits nouveaux ou modifiés. Il faut en premier lieu parler de la construction basée sur

des calculs électroniques (appuyée par des ordinateurs), dans laquelle le flux intégral d'information, de la première ébauche du *styling* jusqu'à la fabrication des outils de presse, ne se forme pas au moyen d'ébauches, de modèles, de schémas et de dessins, mais par l'intervention de l'informatique. Malgré les dépenses élevées de développement, l'introduction de ces technologies est à l'ordre du jour chez la plus grande partie des producteurs. Les répercussions les plus spectaculaires ne concernent toutefois pas les constructeurs, mais les techniciens dessinateurs et surtout de nombreuses professions qualifiées qui étaient jusque-là nécessaires au développement de l'automobile, comme par exemple les fabricants d'outils, de gabarits, de modèles et les ferblantiers/étameurs de carrosseries. Avec la construction basée sur les calculs électroniques, un plus grand nombre de machines-outils sera contrôlé numériquement dans la production expérimentale et dans la fabrication de prototypes. Dans certaines usines/trusts, on projette déjà d'introduire des systèmes de fabrication souples pour la construction des prototypes de moteurs et des agrégats qui sont composés par *NC-Maschinen* et assemblés par des robots industriels.

### L'organisation du travail

Il faut ici, avant tout, aborder les mesures économiques et d'organisation développées dans le cadre de la discussion sur l'« *humanisation du travail* ». L'objectif déclaré de ces mesures était d'éliminer les efforts « *inhumains* », et ceci surtout par l'usage de la technologie qui est économiquement liée à la distribution des postes de travail : des postes de travail plus humains par l'automatisation. Mais, même l'élimination de la *concaténation* plus rigide des postes de travail au moyen de la chaîne de montage ne doit pas être prise de manière trop euphorique. La direction tente d'exploiter le bouleversement de la production de manière à interdire que des troubles localisés — qu'ils soient dus à des défauts techniques, au manque de matériel, à l'absentéisme ou même à la postes de travail en groupes ou individuels.

Mais même dans d'autres départements, des changements ont été introduits, comme par exemple à la manutention où l'on a introduit une spécialisation qui en arrive à centraliser les travaux de manutention qualifiée et à ne faire effectuer aux travailleurs de la manutention que des changements de pièces de machines.

Il ne faut pas oublier de parler du secteur administratif qui est en train de croître rapidement et qui représente un champ ouvert aux mesures de rationalisation par les entrepreneurs.

Une analyse et une présentation plus amples ne sont pas possible dans le cadre de ce travail. Il s'agit surtout d'amorcer une discussion dans les recherches sur les établissements et les trusts. Car s'il est possible de comprendre les stratégies des trusts automobiles, il est aussi possible d'élaborer les mesures pour s'en défendre. ■



# Crise de l'automobile et restructuration

**L**ORSQUE LA crise de 1973/1974 rompt le cycle d'expansion productive des années de l'après-guerre, l'industrie automobile doit faire place à la surcapacité productive des autres secteurs les plus mûrs. La lutte acharnée que mènent les maisons productives pour la conquête des zones marginales du marché deviendra de plus en plus sauvage.

Cette guerre, qui voit en lice les plus importants colosses industriels et financiers, ne peut que pousser vers des procès de concentration par accords qui bouleverseront l'équilibre entre les forces.

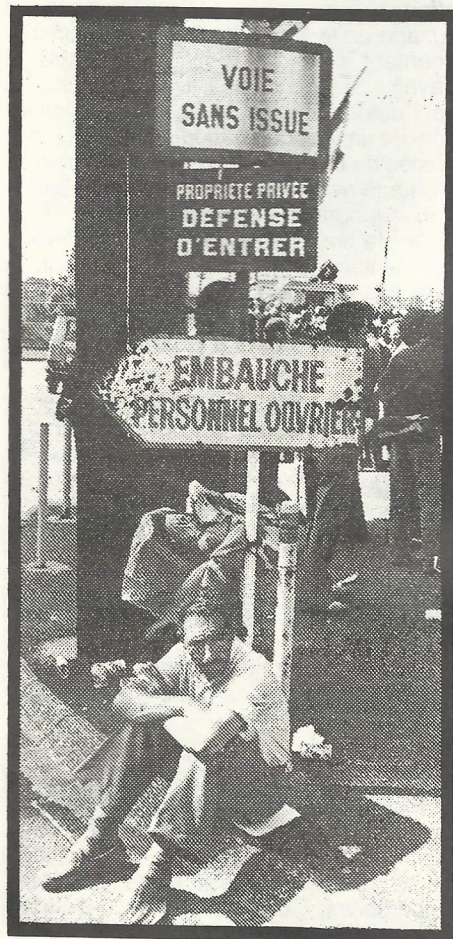
Si nous examinons, par exemple, les vingt dernières années, nous voyons comment les rapports de force ont changé en faveur des producteurs japonais (aux USA et en Europe, les ventes ont chuté de 20 %) :

## Répartition de la production mondiale (en %)

	1960	1970	1973	1980
U.S.A.	55,3	34,2	40,3	28,5
France	9,6	11,4	11,4	12,8
R.F.A	14,4	16,0	12,6	16,0
Royaume-Uni	12,7	8,7	6,2	4,7
Italie	4,5	7,7	6,2	6,5
Japon	3,5	22,6	22,6	31,5

Comme on le voit, le Japon a conquis des parts considérables du marché au détriment des USA et du Royaume Uni, en arrivant à la fin 1981 à dépasser avec une production de 11 180 000 véhicules les

mêmes USA qui produisent, dans la même période, 7 820 000 voitures, conquérant en peu d'années 21 % du marché américain et s'emparant en moins de dix ans d'une grande part du marché mondial.



## L'auto passe au jaune

(production et exportation de véhicules à moteur en 1981, en milliers d'unités)

### Production

Japon	11 180
Usa	7 820

### Principaux producteurs mondiaux

1. General Motors	7 820
2. Toyota Motor	3 220
3. Nissan Motor	2 548
4. Ford Motor	1 938

### Exportations du Japon

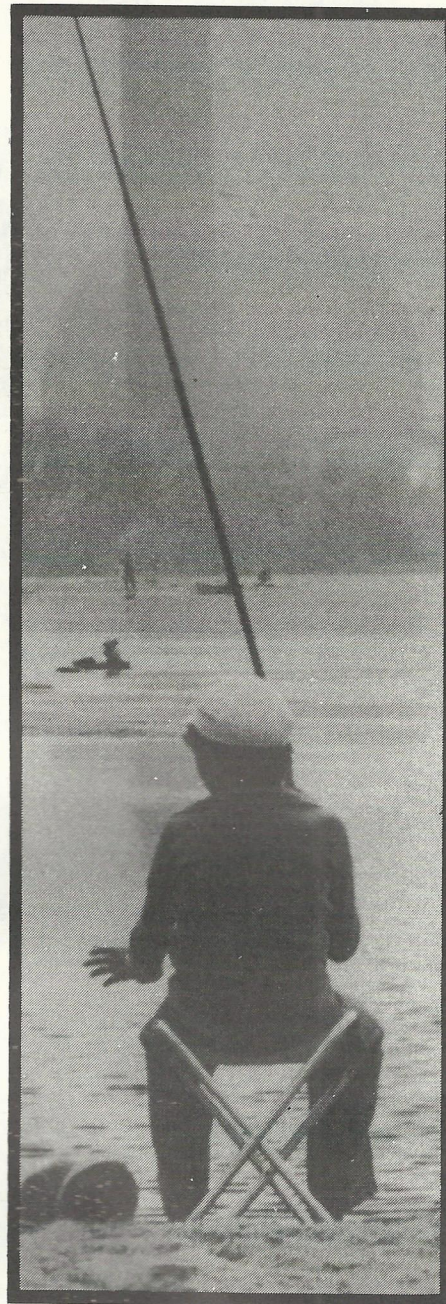
Total	6 048
dont Usa	2 305
Europe	1 189

Cette course concurrentielle dans la recherche du plus grand profit tend à rompre les équilibres de production et d'emploi en menant à une surproduction d'autos qui

met le capital international dans la nécessité d'une restructuration sans précédent dans les années précédentes.

## Capacité productive et demande d'automobiles (en milliers)

	1980			1985	
	capacité	production	demande	prev. capac.	demande
Europe occidentale	12 250	10 257	10 292	13 650	11 500
Amérique du Nord	10 500	7 250	9 900	10 500	12 200
Japon	7 500	7 250	2 800	8 600	3 400
Pays de l'Est	2 200	2 170	1 900	2 700	2 150
Amérique	1 500	1 362	1 340	2 000	1 700





Les USA, plus que les autres pays impérialistes, ont subi cette crise, pour la troisième année consécutive, en enregistrant le plus bas indice de production et de vente. L'automobile est descendue aux niveaux les plus bas enregistrés dans les années cinquante.

Les maisons automobiles américaines se sentent plus légères après avoir expulsé 200 000 travailleurs du cycle productif en 1979 (112 000 chez **General Motors**, 50 000 chez **Ford** et 48 000 chez **Crysler**). Elles ont été aidées dans cette opération par le syndicat lui-même. Le Secrétaire général du syndicat automobile, Douglas Fraser, soulignait dans une interview « *qu'en moyenne une auto japonaise coûte 25 % de moins qu'une auto américaine* ». Et donc que « *seule la réduction des coûts unitaires et la mobilité de la main-d'œuvre peuvent rendre l'industrie automobile américaine compétitive avec celle japonaise* ».

Les Américains se sont en effet engagés les premiers dans un procès de restructuration qui fera sentir ses effets sur la concurrence internationale vers la fin des années quatre-vingts. Lee Iacocca, dirigeant de **Crysler**, insiste sur le fait que « *la crise nous a servi pour restructurer l'industrie automobile, la reprise économique fera sûrement le reste* ». Et Alex Mair, vice-président de la **General Motors** ajoute que

le processus d'innovation sera entièrement centré sur le développement technologique et que « *nous serons en mesure, d'ici 1990, d'automatiser complètement la production* ». La GM s'emploie d'ailleurs à faire passer, dans la prochaine décennie, les robots de 1 400 à 14 000 environ.

Les grands complexes automobiles américains prévoient une nouvelle réduction de la main-d'œuvre employée dans le procès productif : estimée en 1978 à 900 000 unités, elle sera réduite en 1990 à 400 000/500 000 unités. Tous les secteurs qui y sont rattachés subiront aussi des coupes et il ne restera que 1 500 fournisseurs sur 2 000.

Les investissements, qui étaient de 40 milliards de dollars en 1982, seront doublés dans la période 1986-1990 et provoqueront sûrement d'illustres disparitions dans la famille du secteur automobile. L'industrie automobile aujourd'hui présente sur les marchés internationaux est constituée d'environ 30 entreprises qui descendront tendanciellement à environ 15/16 en l'an 2 000.

Face à la concurrence acharnée, les USA se sont non seulement situés dans l'optique de concentrer la production sur les moyennes cylindrées et sur une standardisation du produit (suivant en cela l'exemple japonais), mais ont aussi fixé par un accord une limite aux exportations de voitures ja-

ponaises. Cet accord aura pour conséquence de dérouter la production japonaise sur le marché européen, alors que dans le même temps **General Motors**, **Ford** et **Crysler** prépareront des modèles aptes à vaincre la concurrence sur tous les marchés.

Les entreprises automobiles européennes n'ont certainement pas résisté à la concurrence japonaise grâce à leur plus grande compétitivité, mais surtout du fait des protections douanières mises en œuvre sur leur marché. Du reste, la démonstration du degré supérieur de l'industrie japonaise sur la concurrence européenne est établie par leur plus grande agressivité sur les nouveaux marchés du « tiers monde ».

Alors qu'il s'agit pour l'industrie américaine d'investissements aptes à modifier les critères de planification, le problème le plus important pour l'industrie européenne est de transformer l'organisation du procès de production de manière à soutenir la concurrence japonaise aujourd'hui et américaine dans le proche futur.

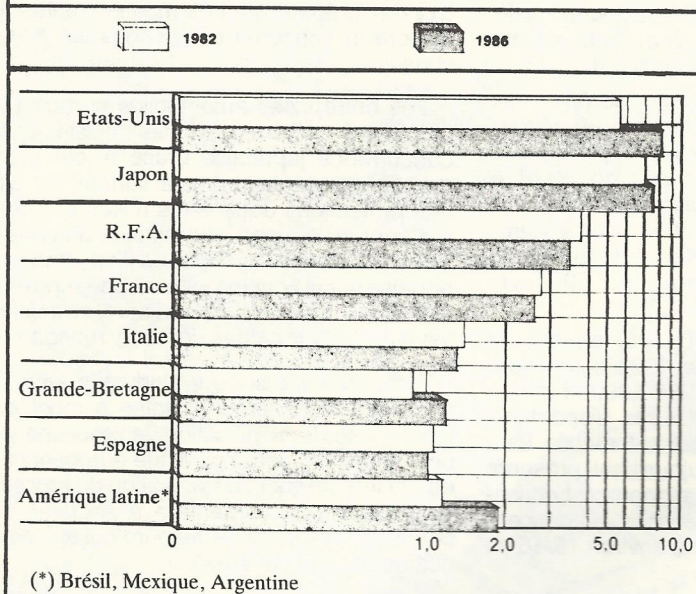
Une fois pratiquement faillie l'hypothèse d'une standardisation des composants au niveau européen, avec une spécialisation par pays, c'est une action tendant à une modification technologique des phases d'assemblage et de finition qui a fait son chemin. ■

Italie					France				
	1981	%	1980	%		1981	%	1980	%
Production intérieure	1.027.452	59,07	1.033.472	60,18	Production intérieure	1.319.390	71,9	1.444.630	77,1
Import	711.830	40,93	683.960	39,82	Import	514.852	28,1	428.516	22,9
Total	1.739.282	100,00	1.717.654	100,00	Total	1.834.242	100,0	1.873.146	100,0
Nationale					Nationale				
Fiat	779.984	44,85	766.397	44,62	Renault	712.954	38,9	759.312	40,5
Lancia Autobianchi	114.096	6,56	117.335	6,83	Peugeot	256.195	14	293.461	15,7
Alfa Romeo	112.544	6,47	120.000	6,99	Citroën	260.325	14,2	270.983	14,5
Nuova Innocenti	20.258	1,16	29.150	1,70	Talbot	39.916	4,9	120.874	6,4
					Total Peugeot	606.436	33,0	685.318	36,6
Extérieure					Extérieure				
Renault	176.721	10,16	180.672	10,52	Volkswagen	110.500	6,6	83.372	4,8
VW Audi	114.429	6,56	74.060	4,31	Ford	90.821	5,4	59.898	3,5
Ford	92.638	5,33	78.505	4,57	Fiat	74.917	4,5	62.416	3,6
Citroën	78.340	4,50	84.028	4,89					
Opel GM	60.412	3,47	61.464	3,58					
Talbot Simca	57.266	3,29	75.173	4,38					
Royaume-Uni					République Fédérale Allemande				
	1981	%	1980	%		1981	%	1980	%
Production intérieure	568.089	44,33	655.422	43,30	Production intérieure	1.697.377	72,8	1.745.875	72,0
Import	826.533	55,67	858.319	56,70	Import	632.978	27,2	680.312	28,0
Total	1.484.622	100,00	1.513.761	100,00	Total	2.330.355	100,0	2.426.187	100,0
Ford	459.365	30,94	464.706	30,70	Volkswagen Audi	708.307	30,4	736.109	30,3
BL	285.071	19,20	275.793	18,22	Opel	381.193	16,4	411.076	17,0
Vauxhall	107.572	7,24	109.218	7,21	Ford	273.174	11,7	252.044	10,4
Talbot	68.048	4,58	90.874	6,00	Daimler-Benz	245.927	10,6	249.249	10,3
					BMW	133.899	5,8	138.927	5,7
Extérieure					Extérieure				
Datsun	88.209	5,94	91.893	6,07	Renault	100.701	4,3	113.591	4,7
VW-Audi	80.221	5,40	68.285	4,51	Peugeot	99.964	4,3	115.655	4,8
Renault	72.041	4,85	88.343	5,84	Fiat	94.151	4,0	87.737	3,6
Fiat	61.977	4,17	51.299	3,39	Toyota	47.214	2,0	58.893	2,4
Volvo	44.558	3,00	38.283	2,53	Nissan-Datsun	44.722	1,9	51.503	2,1
Citroën	27.395	1,85	27.006	1,82					
Toyota	23.405	1,58	34.167	2,26					



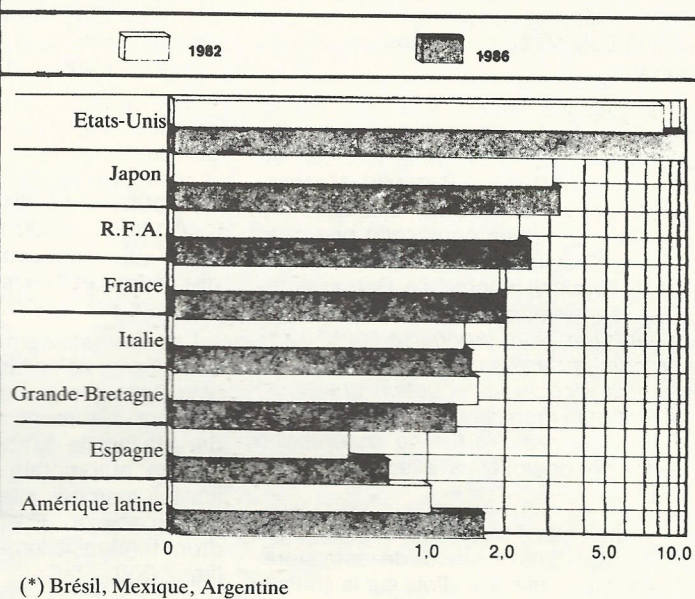
## Les grands producteurs...

(en millions de voitures à l'échelle logarithmique)

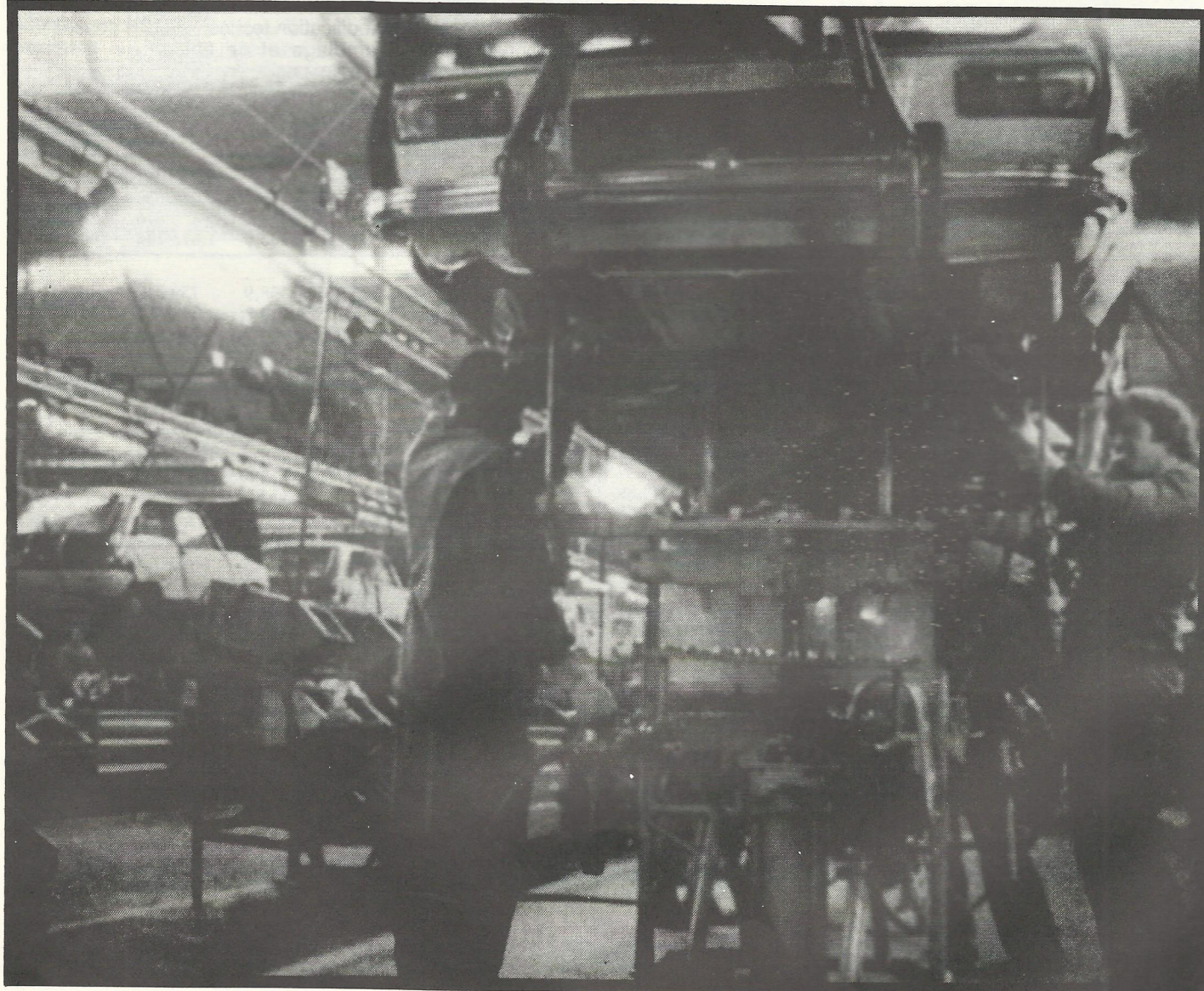


## ... et les principaux marchés

(en millions de voitures à l'échelle logarithmique)



Toutes les restructurations renforcent la même exploitation.





Le logement, ça se prend

# Lutter pour vaincre

L'urbanisme et la répartition de l'habitat constituent aussi l'un des moyens par lesquels la bourgeoisie exerce son contrôle sur la population. Et, en ce qu'elle est un moyen efficace de contraindre le prolétariat de se plier aux plans du capital, la politique du logement est fonctionnelle aux besoins de la restructuration d'ensemble.

Aujourd'hui, dans la région parisienne, les difficultés de trouver un logement, le prix à payer, l'ensemble des effets de la loi Quillot s'intègrent parfaitement au vaste projet que développe la bourgeoisie depuis bon nombre d'années : « assainir » le centre de décision que représente la capitale, la pacifier, y établir le contrôle total, éloigner tous les éléments « déstabilisateurs » de la concentration urbaine. Et cette destruction du tissu urbain est cohérente avec la destruction du tissu collectif sur les lieux de production : expulsion de la main-d'œuvre, décentralisation, parcellisation...

Si une résistance de fait se manifeste à cette attaque aux conditions de vie, par la diffusion massive des loyers impayés et, dans une moindre mesure, des squatts « privés », elle ne se situe que dans un cadre individuel, familial, qui lui ôte tout potentiel explosif.

C'est ce qui fait que les révolutionnaires se voient là, confrontés à une importante contradiction. En effet, si toute offensive développée sur ce terrain a un énorme pouvoir déstabilisateur, et si la réceptivité à une telle problématique est répandue parmi de larges secteurs populaires, l'éclatement, le cloisonnement, la variété des formes de lutte rendent toute intervention révolutionnaire cohérente et d'ensemble difficile. Ainsi l'expérience développée dans le quartier de la Goutte d'Or au cours de l'hiver 81/82, si elle visait au départ une large couche de travailleurs immigrés, s'est-elle conclue en une confrontation avec des composantes nationales fortement politisées (Turcs...). Tandis qu'à l'inverse, en son temps, l'important mouvement « On a raison d'occuper les maisons vides », développé par la défunte Gauche prolétarienne, connu un indéniable succès populaire, mais sombra vite dans un assistantisme des plus apolitiques.

Dans les squatts d'aujourd'hui, l'ensemble de ces facteurs et la faible présence des révolutionnaires font que la démarche est beaucoup plus empirique. Ce qui prime, c'est la volonté de gagner, et, dans cette logique, il semble que « tous les moyens sont bons ». C'est à cela que les Occupants-rénovateurs ont dû faire face, au travers de mille contradictions. Et toute la ruse et la ténacité qu'ils ont su déployer se sont brutalement heurtées à l'intransigeance du pouvoir : l'ensemble du réseau de logements, d'activités et d'associations qu'ils avaient patiemment mis en place est aujourd'hui détruit. Car les Occupants-rénovateurs ont parfaitement raison : c'est leur mauvais exemple qui les rend dangereux, au-delà de leur propre gestion de la lutte. En pratiquant directement et immédiatement le regroupement et la conscience collective contre la privatisation de la vie, ils constituaient un « foyer d'infection » que nos socialistes « associatifs » pouvaient difficilement digérer. *Gare à qui s'écarte du Grand Contrôle Total !*

Si nous avons décidé de maintenir la publication de cette interview, évidemment réalisée avant les expulsions définitives, c'est que l'activité développée dans le 19<sup>e</sup> arrondissement a ouvert une première sérieuse brèche dans les plans de la bourgeoisie en matière de logement, face auxquelles elle pensait ne rencontrer que résignation et démerde individuelle. Car c'est une lutte qui a tenté de se donner les moyens de vaincre réellement, qui a su éviter de se piéger dans la logique de sa propre autosurvivance de ghetto.

Cette interview constitue donc un bon point de départ à l'heure des bilans. Déjà, un certain nombre de points forts nous sautent aux yeux, qui nous semblent être ceux qui devraient être discutés en priorité. En effet, on ne peut mener de lutte efficace sur le terrain du logement en se situant sur le strict terrain... du logement, précisément ! Il s'agit là de la question globale des conditions de vie des couches populaires et de l'attaque d'ensemble qu'elles ont à subir actuellement au nom de la crise et de la restructuration impérialiste. C'est le refus global de faire les frais de la crise capitaliste qui fait que les prolétaires affirment leur droit au logement. Et c'est pour cela que toute l'intelligence et la persévérance des Occupants-rénovateurs n'y a pas suffi, en ce qu'ils n'avaient pas compris que l'enjeu était autrement plus élevé et exigeait un autre niveau d'affrontement et d'organisation.

Or, les camarades du 19<sup>e</sup> n'ont à aucun moment eu cette vue d'ensemble, et l'ont appris pas à pas, à chaque coup adverse, à chaque revers, à chaque riposte. C'est l'adversaire qui déterminait, à chaque instant, le lieu et le niveau de l'affrontement, et cela jusqu'à épuisement des O.R.

Il est donc important qu'un tel débat ait lieu, que les erreurs soient mûries, afin que la démoralisation cède la place à une lutte d'ensemble consciente de ses objectifs et des moyens d'organisation dont elle doit se doter. ■



Interview des Occupants-rénovateurs du XIX<sup>e</sup> arrondissement

# « C'est notre mauvais exemple qui nous rend dangereux »

**C**OMMENT ET SUR quoi s'est constitué le premier regroupement qui est à l'origine des « occupants-rénovateurs » ? En quoi s'agissait-il d'une rupture avec les expériences antérieures de squatt ?

Le premier squatt des occupants-rénovateurs, devenu par la suite le point de départ de plusieurs autres, a été ouvert en août 1981 par un groupe de copains habitant déjà le quartier. En plus du passé militant de chacun (l'insoumission, les radios libres, le mouvement des femmes), ils connaissaient les squatts parisiens comme ceux de Berlin et Amsterdam.

Il faut peut-être rappeler la situation politique en 1981, qui d'ailleurs dure encore maintenant. Les groupes à gauche de la gauche officielle, et même les formes de contestation plus diffuses, avaient à peu près disparu. Ceux qui voulaient remonter la pente ne pouvaient compter, donc, que sur très peu de monde. Dans ce contexte, il s'agissait de tirer un bilan non seulement de l'expérience antérieure du squatt, mais aussi un peu du militantisme traditionnel. Les deux idées de base, évidemment liées, étaient de développer un réseau plus large et plus souple qu'une organisation politique, et d'établir un rapport de force effectif.

A Berlin, nous avions constaté l'efficacité d'un réseau de bistrotts, d'ateliers, de groupes d'initiative divers, que ce soit pour une mobilisation rapide quand c'était nécessaire, ou pour le simple maintien des contacts et du moral en temps de reflux. Ça a conditionné notre décision d'ouvrir, dès que possible, un café squatté, qui dans un premier temps fonctionnait de façon semi-fermée, comme lieu de rencontre pour des copains déjà branchés. Au bout de quelques mois sur cette base, on l'a remplacé par un café public. Effectivement, ça nous a permis un contact un peu moins rébarbatif que dans les réunions politiques, et la possibilité de connaître des gens d'origines plus diverses.

## Une rupture avec le discours puriste

Pour créer un rapport de force, il fallait être prêt à se servir de tout. Et ça impliquait une rupture avec le discours puriste des anars, autonomes ou ultra-gauchistes, utile peut-être pour la défense de son honneur révolutionnaire vis-à-vis d'autres groupes, mais relativement inefficace pour la défense d'une lutte concrète.

Plus précisément, on en avait ras-le-bol de la frime autonome qui était très répandue dans les squatts parisiens. On dit

bien « frime », parce que la baston dont les squatters menaçaient le pouvoir en cas d'expulsion était beaucoup plus rare que les expulsions, et le plus souvent, trop mal organisée pour être un minimum efficace. En tout cas, c'est ridicule de croire qu'un trouble à l'ordre public, fait par quelques dizaines de personnes (pour être généreux), poserait un grand problème au pouvoir, à moins que ça ne soit relayé par un travail politique constant.

Mais il y avait une raison plus sérieuse à notre ras-le-bol. Le discours autonome de révolte primaire avait attiré des gens pour qui la « violence prolétarienne » pouvait se diriger tout aussi bien contre les copains que contre l'Etat (même plutôt, vu le rapport de force réel). Des comportements inacceptables et des rapports quasiment de bandes ont foutu en l'air plus d'un squatt à Paris.

A part la nécessité de rompre avec cette « image de marque » du squatt afin d'attirer des gens valables, nous-mêmes n'avions pas envie de recréer dans un squatt les mêmes rapports dégueulasses qu'on peut trouver dans le reste de la société !

## Quels sont vos rapports avec le quartier, et en particulier avec les autres squatts de l'arrondissement ?

Un aspect de notre stratégie est de pouvoir avancer l'argument que non seulement on résout notre problème de logement, mais aussi on rénove des vieilles maisons et on fait des activités ouvertes sur le quartier. Vu les travaux qu'on a entrepris et les activités qu'on a pu favoriser (atelier de mime, spectacles gratuits, permanence logement), cet argument a un certain impact positif sur nos rapports avec le voisinage. Si on ne compte pas sur les gens du quartier pour un soutien actif, ils sont quand même prêts à signer une pétition contre les expulsions et à gueuler un peu quand les flics interviennent contre nous.

Quant aux squatts « blacks » dans le 19<sup>e</sup>, un contact direct n'est guère possible. D'abord, on n'a rien à foutre avec les dealers qui se trouvent parmi eux ; mais même ceux qui semblent « corrects » placent trop pour s'intéresser à un quelconque travail politique. Ils veulent tout simplement qu'on leur foute la paix.

Malgré cela, on s'est toujours opposés à leur expulsion, quitte à être assimilés à eux. On dénonce le racisme et la persécution des marginalisés de la société qui se font sentir dans l'affaire.

« On n'est pas des enfants de cœur... »





### **Le squatt est-il une manière plus « subversive » de vivre ?**

C'est plus sympa, en tout cas ! Mais le sens politique du squatt dépend surtout de ce qu'on y fait. Pour notre part, si on n'attend pas du squatt la réalisation d'une utopie communautaire, on estime quand même que le fait d'habiter collectivement, d'avoir un lien plus étroit entre vie quotidienne et terrain de lutte, nous permet une plus grande efficacité politique et une meilleure « résistance » à la privatisation ambiante.

**Une critique vous est souvent faite, qui se confirme amplement à la lecture de vos tracts et déclarations publiques : vous avez longtemps ciblé vos attaques contre la Mairie de Paris et Chirac, en évitant précautionneusement de vous en prendre au PS et au gouvernement. Votre ton à ce propos n'a commencé à changer qu'après la répression de cet été contre vous. S'agit-il d'illusions d'au moins une partie d'entre vous à l'égard de la social-démocratie ou d'une tactique délibérée ?**

D'abord sur les détails. Pour être exact, notre première attaque frontale contre le gouvernement de gauche remonte à novembre 1982, date à laquelle on a occupé la permanence du député socialiste Escutia. Depuis ce moment-là, on pourrait presque affirmer le contraire, à savoir qu'on a ciblé la gauche bien plus souvent que la droite. Pour les municipales, on a fait une liste avec des écologistes indépendants pour coincer la gauche entre les deux tours (sur les questions des expulsions, bien entendu). Et on a été nombreux au meeting de la gauche de l'arrondissement, où il y a eu une échauffourée avec le service d'ordre, assuré par les soins du PC.

### **Aucunes illusions**

Quant au fond, il ne s'est jamais agi d'illusions dans la social-démocratie. En fait, on n'a jamais eu de divergences, ni même de débats là-dessus. On jugeait utile, dans un premier temps, de profiter des contradictions de la gauche au pouvoir (un discours sur la vie associative, le désir de se présenter comme étant plus progressiste et « moderne » que le gouvernement précédent). A notre avis, cette tactique nous a fait plus de bien que de mal ; et de toute façon, on pensait (et on le pense toujours) que ce n'était pas la peine de sortir un discours « hard » afin d'attirer une minorité radicale qui depuis pas mal de temps ne se manifeste plus.

Si on continue à profiter du besoin — si petit soit-il — qu'a le gouvernement d'une légitimation « de gauche », on ne mâche plus nos mots à son égard depuis l'expulsion du 10, rue Léon Giraud, en novembre dernier. En fait, déjà à une manif, le 15 octobre, on avait scandé : « Chirac, Def-ferre, même combat ! ».

Il faut dire tout de suite qu'on en est encore très loin ! C'est peut-être parce que l'enjeu n'est pas pareil dans les deux cas : alors que l'existence de radios « libres », qui, en tout cas, sera forcément réglée par l'Etat, ne menace pas trop le capitalisme avancé, la crise du logement est un point particulièrement sensible, lié entre autre à la crise économique qui s'aggrave. Comment donner sa bénédiction au non-paiement du loyer ? Ce n'est pas notre nombre qui nous rend « dangereux », c'est notre mauvais exemple.

**Ne craignez-vous pas qu'à jouer systématiquement sur le terrain strictement légal, vous ne favorisiez une normalisation des squatts à l'égal de celle qui a pu être opérée sur la bande FM avec la carotte de la dérogation ?**

Mais, à supposer que ça soit possible, qu'est-ce qu'on perdrait en acceptant un bail précaire ? Cela nous donnerait la possibilité de souffler un peu, d'occuper d'autres maisons, ou de nous investir dans d'autres domaines ! Enfin, il faut comprendre la différence entre jouer sur le terrain légal et se contenter de la légalité.

Tôt ou tard, tout militant se trouve face aux flics et à la justice. Se défendre sur le terrain juridique quand on y est attaqué n'a rien à voir avec une quelconque confiance dans la légalité. Il s'agit simplement d'empêcher l'adversaire de faire ce qu'il veut avec toi.

### **La guérilla juridique**

**Comment articulez-vous cette pratique de « guérilla juridique » et vos accrochages constants avec les flics ?**

Le bilan de cette guérilla juridique est loin d'être négligeable : des reports dans les procédures d'expulsion, une jurispru-

dence favorable que d'autres squatters ont déjà fait valoir (le droit des squatters à l'eau !), et surtout des occasions pour dénoncer l'ennemi publiquement.

Mais, justement parce qu'on ne croit pas à la justice, la lutte juridique ne peut être qu'un volet d'une stratégie globale comportant un travail de quartier, un contact régulier avec la presse, des liens avec d'autres groupes, des manif et des actions spectaculaires. Effectivement, on n'a fait référence à aucune loi pour occuper la préfecture administrative ou pour mettre des voitures en travers de la rue. Quand trois d'entre nous ont été mis en préventive (!) en décembre pour « bris de clôture » et « violation de domicile », notre riposte a été de forcer la même porte et de « violer » le même domicile, en masse, pour obtenir leur libération (ce qui a marché). Et ce n'était pas par « légalisme » qu'on a balancé un fumigène pendant une audience de tribunal.

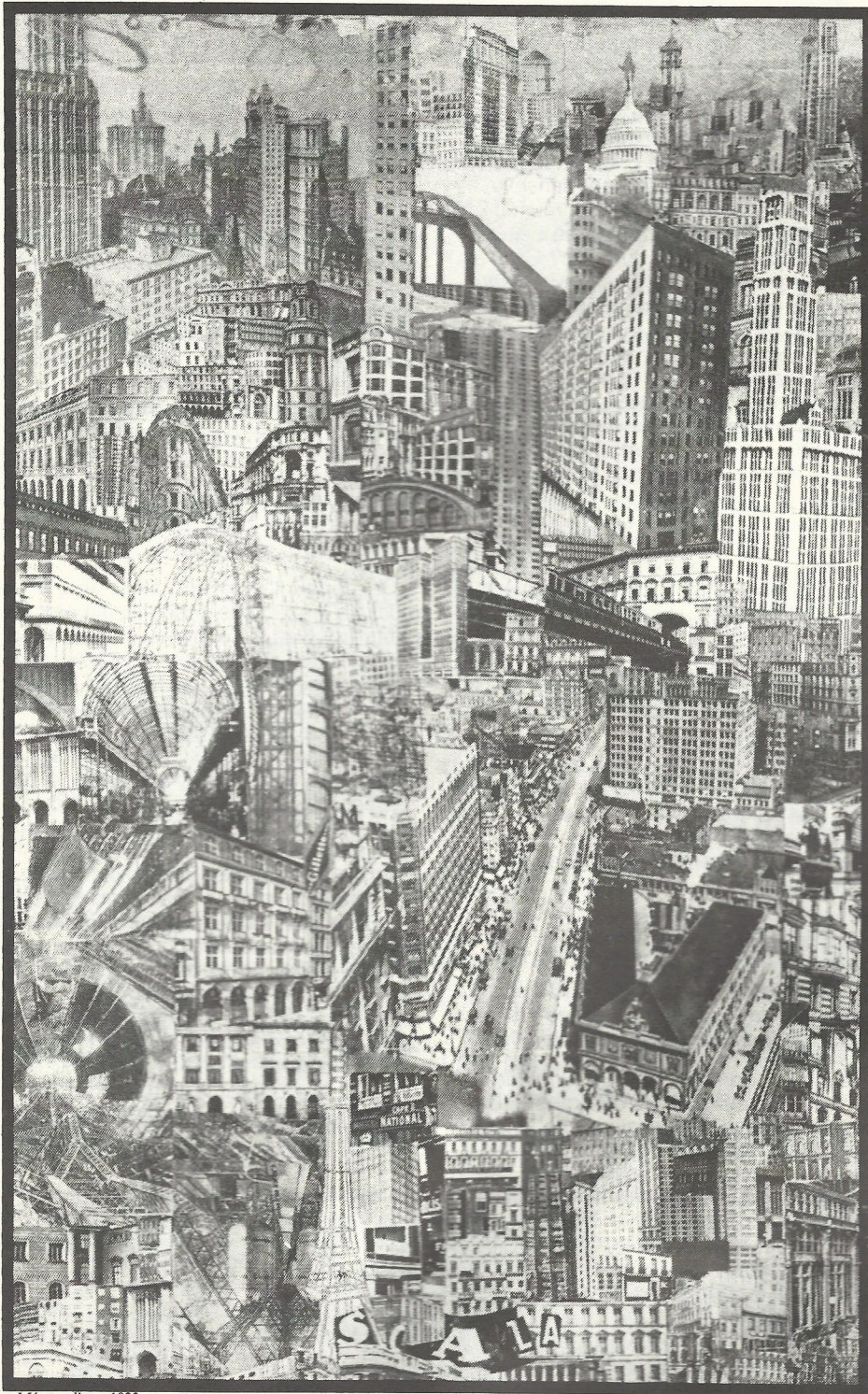
Or, depuis l'expulsion du 2 août, on a multiplié les actions spectaculaires et les petits troubles à l'ordre public, au cours desquels les flics nous ont embarqués entre quinze et vingt fois, jusqu'à présent sans inculpation, mais pas sans violence. Il paraît que des sympathisants de l'extérieur auraient même fait des actions plus pimentées. Mais tout ça ne nous a pas empêché de poursuivre la lutte juridique, qui reste complémentaire d'une pratique beaucoup moins respectueuse des institutions. Par exemple, notre plainte contre la Préfecture pour « expulsion illégale » est sur le plan strictement juridique plutôt ridicule ; elle n'acquiert un sens que dans le contexte d'une campagne d'agitation, relayée par les médias, où on peut discréditer un pouvoir qui de toute façon est obligé, pour se maintenir, de bafouer ses propres lois.

Ils savent qu'on n'est pas des enfants de chœur, mais grâce à un rapport de

« Empêcher l'adversaire de faire ce qu'il veut de toi... »







« Métropolis », 1923.

force **politique** (et pas « militaire », pour insister sur une évidence), ils n'ont pas réussi, jusqu'ici, à nous criminaliser ou à nous éliminer.

Enfin, le fait de connaître ses « droits » a permis à tous — même à ceux qui n'avaient pas un passé militant — de faire face aux flics, au juge d'instruction, au procureur, avec un peu moins de trouille et un peu plus d'assurance.

### D'autres terrains de lutte

**Votre opposition au PS et au gouvernement est-elle simplement liée**

**à la question du logement ou s'agit-il d'une rupture plus globale? Quelles sont vos relations à d'autres pratiques et espaces de lutte?**

On s'est spécialisé dans la question du logement surtout parce que c'était un terrain de lutte qui se présentait. En plus, ça implique une forme d'intervention moins ponctuelle et plus liée à notre vie quotidienne que dans d'autres luttes (le nucléaire, l'impérialisme, etc.). Mais en même temps, on a participé par petits groupes ou à titre individuel, à des initiatives diverses : la libération des prisonniers politiques, Chooz-Vireux, sur le chômage,

des interventions féministes, etc. L'exemple le plus important de notre activité dans un autre domaine a été la campagne en juillet pour la libération d'un copain squatter, arrêté pour insoumission/désertion.

En fait, on n'a fait qu'employer la même stratégie que dans les maisons : utilisation des médias (des émissions de radio), prises de contacts partout (des télégrammes au ministère de la Défense pleuvaient de tous côtés), action spectaculaire (manif à poil sur les Champs-Élysées — « *Non aux uniformes!* »), création et diffusion d'un journal, « *Va mourir, l'Armée!* », devant tous les bâtiments militaires de la région parisienne, des formes d'intervention plus directes (une tentative — échouée — de le libérer des gendarmes lors de son arrivée à la Gare de l'Est). Et au bout de dix jours, il a été réformé et mis en liberté provisoire, ce qui est très rare actuellement dans le cas d'un déserteur.

Nous, on aimerait croire que c'était grâce à l'application de cette stratégie et au cadre souple des squatts qu'on était capable d'une riposte rapide et efficace. Mais quoi qu'il en soit, il est très probable que l'expulsion, une semaine plus tard, du 182-184 rue de Crimée, où d'ailleurs habitait le copain insoumis, n'était pas sans rapport avec cette campagne : il fallait nous punir.

### On passera à autre chose

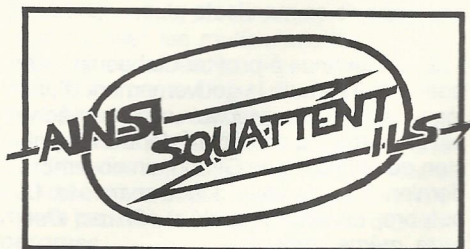
Voilà une partie de la réponse à votre question sur le potentiel « *subversif* » du squatt.

En ce qui concerne l'avenir, le jour où les squatts seront liquidés ou on n'en aura plus envie, on passera à autre chose, toujours sans doute dans l'optique de combattre le système sur un point concret.

**Entretenez-vous des liens, et de quel type, avec d'autres mouvements de lutte sur le logement en Europe?**

Si on a bien profité des expériences allemande, hollandaise et anglaise, les liens restent informels. Des rencontres internationales sont certainement utiles pour se tenir au courant les uns les autres. Mais, à part ça, l'essentiel est de pouvoir agir dans un contexte spécifique, qui varie beaucoup d'un pays à l'autre. Par contre, on commence à tisser des liens plus intéressants avec des squatters de province...

Paris,  
novembre 1983





Antilles, Corse, Liban, Tchad,...

# Le colonialisme français sur tous les fronts

Déjà, la solide filiation colonialiste de la socialdémocratie n'était plus à démontrer. En France, les opérations colonialistes les plus brutales de l'après-guerre à aujourd'hui ont toutes, pour l'essentiel, été gérées par les socialistes. Mais l'arrivée au pouvoir, tout d'abord en France de F. Mitterrand, puis en Espagne et en Italie de F. Gonzales et de B. Craxi, n'a pu que confirmer avec éclat que la socialdémocratie est intrinsèquement, fondamentalement, historiquement, **une force politique fonctionnelle de l'impérialisme**.

La plus récente actualité est riche de confirmations en la matière. Ainsi, l'opération menée par l'Etat socialiste français au Tchad est la sortie militaire de plus grande envergure qu'ait opérée la France depuis la fin de la guerre d'Algérie. Ainsi le zèle déployé par les troupes françaises au Liban pour affirmer l'Etat français comme l'un des gendarmes les plus actifs de la zone. Ainsi l'intégration accélérée et toujours plus servile dans le dispositif politico-militaire de domination de l'Alliance atlantique.

Mais, la ferveur colonialiste de la socialdémocratie française ne se limite pas au déploiement militaire à l'extérieur des frontières dites « *nationales* ». Elle se manifeste aussi par la **répression brutale de la lutte des peuples sous domination française pour leur libération** : des Antilles à la Guyane, d'Euskadi nord à la Corse...

Or, c'est paradoxalement sur ces luttes menées à l'intérieur du « *territoire national* » que les forces révolutionnaires françaises, promptes à réagir aux interventions « *extérieures* » de l'impérialisme français, sont le plus embarrassées. Comme si les guerres qu'il mène dans ces territoires étaient moins « *sales* » que ses opérations à N'Djamena ou à Beyrouth. Nombreux sont pourtant les camarades qui partagent l'avis que, où que sévissent le capital français et son Etat, les peuples qu'ils oppriment doivent trouver à leurs côtés les forces révolutionnaires françaises.

Ainsi, en Corse, l'année écoulée a vu se déchaîner une répression colonialiste socialdémocrate d'un niveau que n'avait pas atteint l'équipe politique au pouvoir précédente. Mitterrand s'est même permis ce que ni Thatcher ni Gonzales n'avaient osé envisager : dissoudre une organisation nationaliste légale. La presse de l'île est soumise à la botte policière, les films régulièrement saisis, les journalistes interpellés. La justice coloniale interdit toute activité politique à plusieurs militants nationalistes révolutionnaires corses. Et enfin, l'Etat français organise l'enlèvement, la torture et l'assassinat d'un militant du *Front de libération nationale de la Corse*. Et à tout cela, les forces révolutionnaires continentales semblent indifférentes.

Trop de balivernes et de mauvaise foi circulent encore parmi celles-ci sur le combat mené par le peuple corse et sur les organisations dont il s'est doté. Cela est, pour une large part, dû à la bonne conscience qui règne traditionnellement dans l'Empire sur ce type de questions. Il devrait être clair à tous que le silence sur la « *question corse* » ne saurait être toléré. S'il est indéniablement vrai que de nombreux aspects de cette lutte sont à débattre, voire à critiquer, parfois sévèrement, il n'en est pas moins vrai que les forces révolutionnaires continentales doivent adopter une position claire sur la lutte de libération qui se mène en Corse contre l'Etat français. Il n'est pas possible de tergiverser : nul révolutionnaire ne peut rester sur les gradins, à distribuer bons et mauvais points, au fil du combat, aux forces de libération et aux sbires continentaux.

Il est indéniable que les médias de régime, de gauche comme de droite, organisent **une vaste désinformation** sur le mouvement nationaliste révolutionnaire corse, comme l'a amplement démontré la tentative de « *gangsterisation* » de l'an dernier. C'est pour que le débat ait lieu à partir d'une connaissance plus réelle, plus directe, que nous avons commencé un premier travail de contreinformation sur la question. Après une première plaquette que nous avons réalisé l'an dernier, nous publions aujourd'hui de larges extraits d'une importante déclaration politique du Flnc. Nous comptons prochainement approfondir ce travail, afin que le débat sur le soutien à la lutte du mouvement nationaliste révolutionnaire corse contre l'Etat colonialiste français se mène au plus vite, et dans la clarté, parmi les forces révolutionnaires continentales. Afin que chacun en tire les conclusions politiques et pratiques. ■



Extraits de la conférence de presse d'octobre 1983

# La parole au FLNC

**N**OUS TENONS A rappeler que notre organisation est une organisation politico-militaire, ce qui veut bien dire que nous ne **faisons pas la guerre** à la France mais que nous menons un **combat politique**.

Toutes nos actions s'inscrivent dans des objectifs politiques démocratiquement définis au sein de notre organisation. Qu'il s'agisse de nos actions militaires ou des trêves que nous avons observées. Il en est de même de la réponse que nous avons donnée à l'affaire Orsoni.

Les intoxications et la propagande colonialiste concernant les prétendus « durs », les divisions, les tendances, l'anarchie des décisions et des actions

relèvent du **domaine de la guerre psychologique** que mènent contre nous la police, les services parallèles par médias interposées.

## Les exécutions de Massimi et Rosso

Il ne faut voir dans les exécutions de Massimi et Rosso aucune volonté délibérée d'escalade dans la violence de notre part, ni un quelconque changement de stratégie, mais simplement la réponse méritée à ceux qui ont commandité l'enlèvement, la torture, l'exécution et la disparition du corps de notre militant Guy Orsoni.

**Ceux qui ont pu penser un instant que nous allions laisser liquider nos militants sans réagir se trompent.**

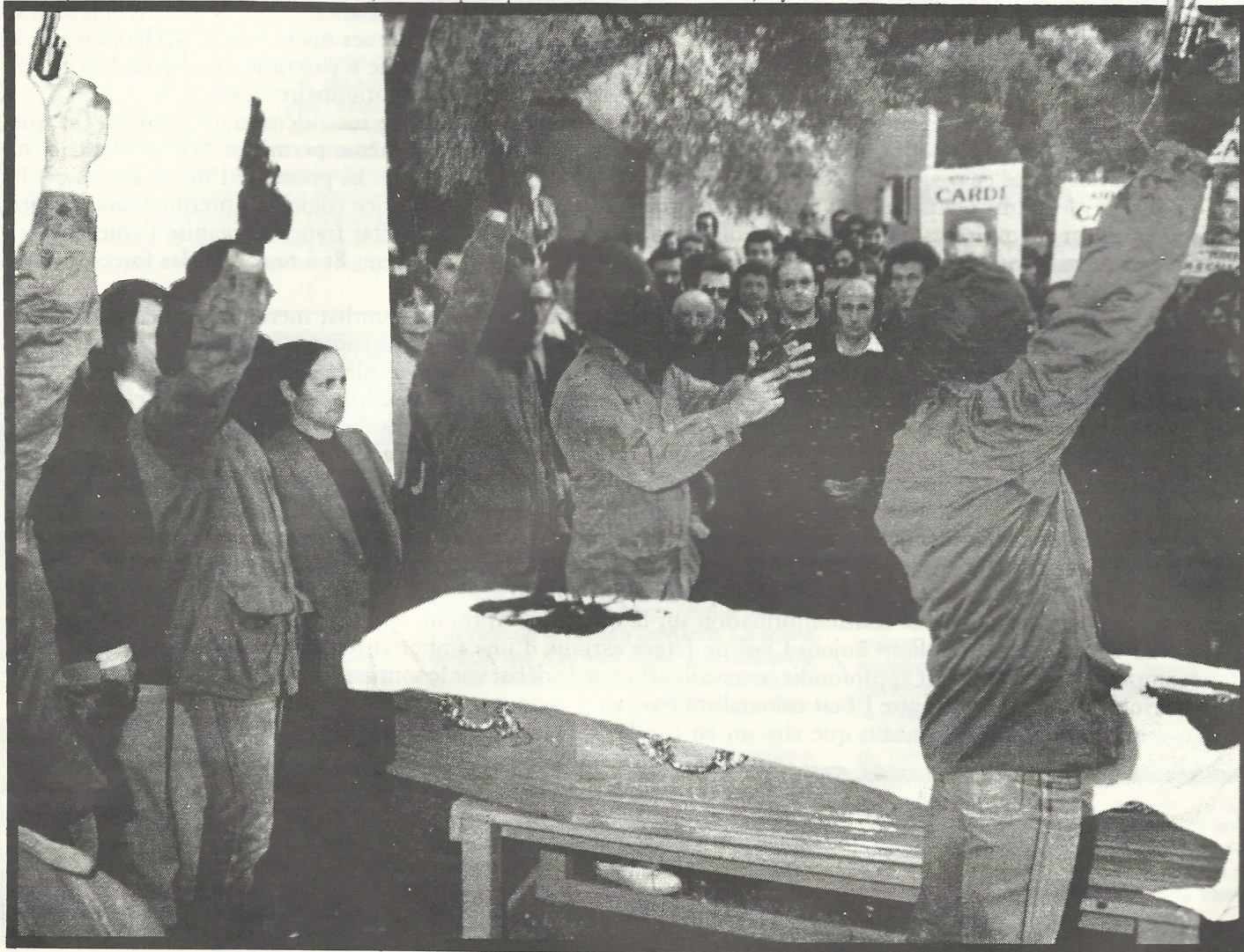
C'est mal connaître notre peuple et c'est mal connaître notre engagement. Notre peuple n'aurait pas compris et nous aurions perdu sa confiance en perdant notre dignité.

Cette décision, et nous en mesurons par avance toute la gravité, a été prise unanimement par l'ensemble de notre organisation dès la confirmation par nos informateurs d'un certain nombre d'éléments à ce sujet (...).

Nous avons décidé de répondre au niveau de l'agression, car il s'agissait bien de la mort de notre militant et vous savez dans quelles conditions (...).

Nous laissons notre peuple seul juge de nos actes, et nous sommes suffisamment à son écoute et dans ce peuple pour savoir que son verdict ne nous est pas défavorable, quoi qu'en disent les *Maffiosi* du clan.

L'hommage du Front lors des funérailles de Stefanu Cardì, militant tué par l'explosion d'une bombe lors d'un attentat, en janvier dernier.





En sept ans de lutte, nous avons scrupuleusement veillé à ce que nos actions ne fassent pas de victimes et cela aux dépens de la vie de nos militants qui pour cela doivent assumer des risques supplémentaires. Nos militants ne ripostent qu'en légitime défense. Nous avons toujours dit que ce combat était politique et qu'il ne s'agira jamais de faire la guerre à la France.

Mais cela n'exclut pas pour autant certaines actions ponctuelles en cas d'agression caractérisée contre notre peuple et nos militants. Prendre cela pour une faiblesse est une erreur grave et les apprentis sorciers du clan, de l'administration, du pouvoir, du milieu, de la police, doivent aujourd'hui mesurer leur irresponsabilité. Quant à ceux qui se préparent à agir contre nous (certains autres contrats auraient été passés) qu'ils sachent que, commanditaires ou exécutants, avec le temps qu'il faudra, nous remonterons jusqu'à eux. Nous leur conseillons de renoncer. Ceux qui pensaient s'attaquer dans l'impunité à la vie de nos militants se trompent.

Cela dit, l'Etat colonial français porte l'entière responsabilité des événements actuels.

En couvrant délibérément les agissements d'un ministre à la sécurité publique véreux, le pouvoir de gauche joue une carte dangereuse pour sa crédibilité à venir et offre à la droite un bâton dont elle sait se servir. La police en Corse connaissait les agissements des services secrets (Broussard a menacé plusieurs fois de démissionner), mais la raison d'Etat a primé.

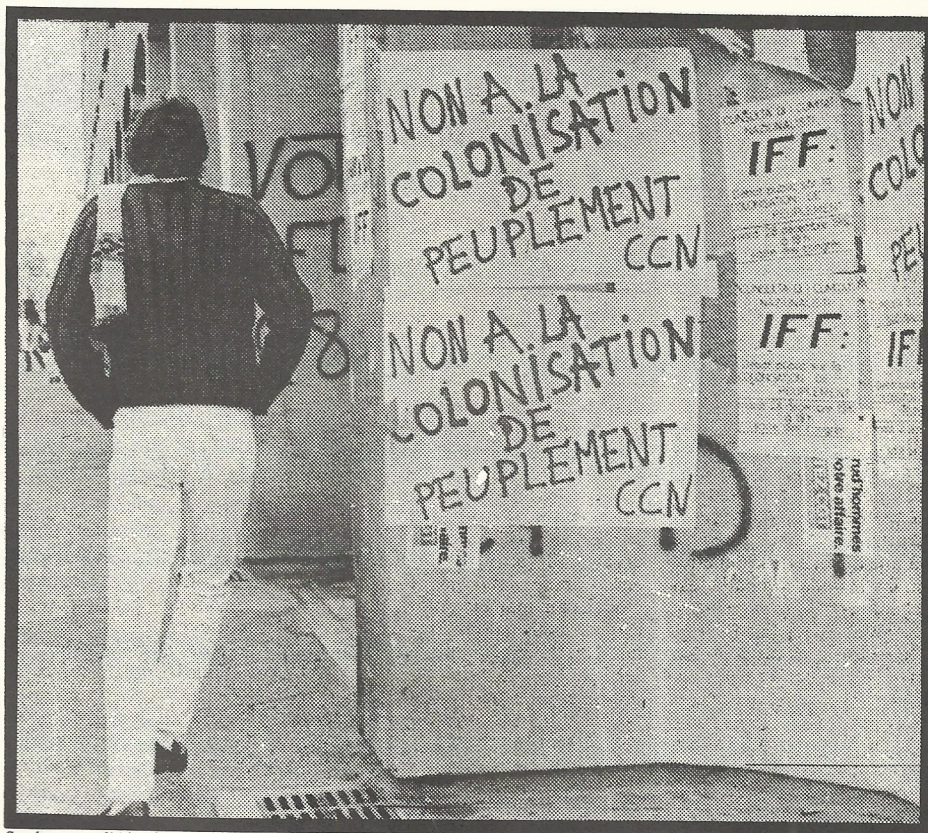
Heureusement, en la matière, la droite est mal placée pour jouer aux moralistes et nous n'avons pas, nous, la mémoire courte. Le peuple corse et les nationalistes corses savent ce qu'est la droite pour l'avoir combattue sur tous les terrains. Ils connaissent sa répression, ses barbouzes, ses provocations et savent la responsabilité écrasante qu'elle porte dans la situation catastrophique de notre pays.

## L'affrontement entre Corses

La stratégie Franceschi, s'appuyant sur quelques éléments du clan Giacobbi, joue en Corse dangereusement la carte de l'affrontement entre Corses.

L'appel à la guerre civile de Giacobbi est significatif et grave d'irresponsabilité. Le pouvoir en recevant les clans jette de l'huile sur le feu, leur redonne confiance. C'est encore une preuve d'irresponsabilité.

Le Front, fidèle à son comportement, ne tombera pas dans ce piège grossier. Nous affirmons qu'il ne peut y avoir d'affrontement entre Corses parce que notre combat se situe contre la politique coloniale et ses structures et dans l'intérêt collectif et historique de notre peuple. Alors que le soi-disant attachement à la France procède de l'assistanat, ce qui ne peut nullement impulser une idéologie.



Sur les murs d'Ajaccio.

C'est ce qui explique que le soi-disant mouvement pro-français n'a jamais dévoilé de patriotes français désintéressés, mais simplement de la barbouzerie et de petits mercenaires de tous ordres rémunérés par quelques intérêts liés à la situation coloniale (...).

Les intérêts de la droite et du clan de gauche se rejoignant dans la lutte antinationaliste en n'hésitant pas à tenter de provoquer un affrontement entre Corses dont seuls profiteraient les intérêts français.

## La dissolution de la CCN

La dissolution d'une organisation publique comme la CCN confirme, si besoin était, la logique coloniale, fût-elle de gauche, et l'instauration du délit d'opinion que nous n'avons cessé de dénoncer depuis les événements de Veru. De même pour « U Ribombu » (...).

Le pouvoir socialiste porte là à la démocratie un coup mortel en interdisant un mouvement nationaliste public, investi de la même légalité que tous les partis puisqu'il est présent aux municipales.

La CCN est simplement coupable du délit nationaliste. Son seul tort est en fait d'être la seule organisation politique qui reprenne nos positions pour un véritable début de solution politique du problème corse, et cela le pouvoir ne l'admet pas, car il n'a pour l'instant ni la volonté ni le courage politique de régler le problème politique, même si en Corse il se trouve en totale contradiction avec des idéaux qu'il défend ailleurs.

## Bastilles

### Vingt prisonniers corses dans les geôles colonialistes françaises

#### ● Ajaccio

Maison d'Arrêt 20000 AJACCIO

Casta Pierre-François

Ceccaldi Patrick

D'Amore Robert

Giocanti J.-Paul

Ucciani Michel

#### ● Bastia

Maison d'Arrêt 20200 BASTIA

Antonelli Jean

Bessier Barthélémy

Brunini Stéphane

Fabiani Jean-Claude

Pieri Charles (évadé)

Tomasi Félix

Magdeleine Bernard

Magdeleine Christian

Rogliano Roch

Guillaumin Michel

#### ● Paris

La Santé - 42, rue de la Santé  
75014 PARIS Cedex

Gaggini Francis 215100 /1 /96

Gladieu Jean Do 215101 /2 /39

Marcelli François 215103 /D /104

Perfettini Edmond 215104 /C/301

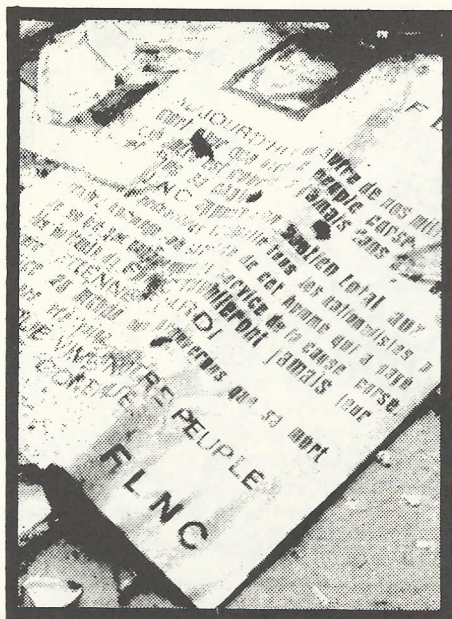
#### ● Fresnes

Av. de la Div. Leclerc

94261 FRESNES Cedex

Bustori Jean-Pierre 723485 /2 /94





Le Front revendique un attentat par un tract à l'effigie de Stefanu Cardì.

« La CCN est un refuge pour les militants du FLNC » prétexte le pouvoir colonial.

Alors nous ferons un aveu : **Il n'y a plus en Corse aucun parti, aucun syndicat, aucune administration, aucun secteur public où nous n'ayons des militants. La liste des organes à dissoudre serait longue et l'Etat français le sait.**

D'autre part, avec la dissolution de la CCN, l'Etat français a voulu mettre un terme à l'affaire Orsoni en cédant aux pressions de quelques chefs de clans, ce qui prouve une fois de plus la dimension politique de l'affaire Orsoni, et le refus de l'Etat français de s'engager dans une véritable solution politique du problème corse. Qu'il ne s'étonne pas alors de nous entendre crier plus que jamais : « L'Etat français assassin ».

La voie dans laquelle le pouvoir socialiste s'est engagé est porteuse d'autres

dramas, il en assumera l'entière responsabilité.

Quant à nous, qu'il n'attende pas de nous le moindre renoncement. Le Peuple corse doit retrouver ses droits.

## Un véritable processus de décolonisation

Pourtant, dans ce climat politique qui s'enlise de plus en plus, nous affirmons toujours, et affirmerons très fort, qu'il y a un moyen de désamorcer la situation, si l'Etat s'engage dans le véritable processus de décolonisation que nous proposons et qui doit prendre en compte le fait national corse.

Il est donc urgent que l'Etat français, les partis de gauche français, la classe politique corse de progrès se prononcent sur le principe du peuple corse historique comme seule communauté de droit en Corse (...).

Sur cette nouvelle base politique, application des différents points que nous préconisons :

- Une déclaration d'Etat reconnaissant le peuple corse historique comme seule communauté de droit sur la Corse.
- Une volonté d'Etat de stopper la colonisation de peuplement (priorité d'emploi aux Corses dans le secteur public).
- Charte de retour des Corses.
- Départ des fonctionnaires français.
- Incitation allant dans le même sens dans le privé.
- Enseignement obligatoire de la langue corse de la maternelle à l'Université.
- Une volonté d'Etat de briser le système clanique par l'envoi de commissions d'enquêtes dans les municipalités d'Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio, Venaco, Calvi, Ghisonaccia.
- Départ de la Légion et des forces de répression.
- Libération des prisonniers politiques.
- Dissolution de l'Assemblée, extension de ses pouvoirs et refonte totale des listes.

La dissolution du FLNC en janvier et aujourd'hui celle de la CCN ne gommeront pas le problème national corse.

La répression, la division, l'intox, les liquidations physiques non plus, nous en sommes plus que jamais convaincus. Seul ce processus de décolonisation peut désamorcer la situation politique corse, car il est de nature à prendre en compte la dimension nationale du problème corse et engager véritablement notre peuple sur la voie de la réappropriation de ses droits nationaux.

L'échec de l'Assemblée, « *sommet du bel édifice du changement* », fait rire toute la Corse. Les replâtrages, les marchandages, les alliances d'appareils ne servent qu'à prolonger l'échec de cette Assemblée croupion sans perspectives, sans pouvoirs, sans avenir.

Le Peuple corse a par rapport à la communauté française installé en Corse des droits inaliénables ; c'est là que réside le problème national corse.

**C'est notre combat.  
Vive le Peuple corse!  
Vive la Nation corse!**

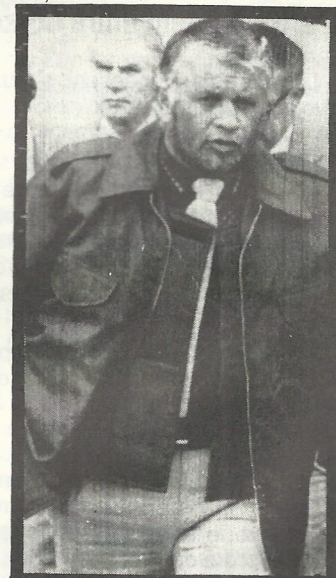
**Octobre 1983,  
Front de Libération Nationale  
de la Corse**

**Pour briser le mur de silence et de désinformation qui entoure, sur le continent plus qu'ailleurs, le mouvement nationaliste révolutionnaire corse, on peut écrire à U Ribombu, mensuel nationaliste qui publie l'essentiel des documents et informations sur la lutte anticolonialiste du Peuple corse : U Ribombu, BP 115, 20292 Bastia Cédex.**

**L'adresse du Movimentu Corsu per l'Autodeterminazione est : BP 57, 20250 Corti.**

A gauche et à droite : l'expert « antiterroriste » Pellegrini et le tristement fameux Broussard.

Au centre : l'exécution, en septembre dernier, de P.J. Massimi, Secrétaire général de la Haute-Corse et principal organisateur de l'enlèvement de Guy Orsoni, selon le Flnc.





# Appuyer la révolution en Irlande

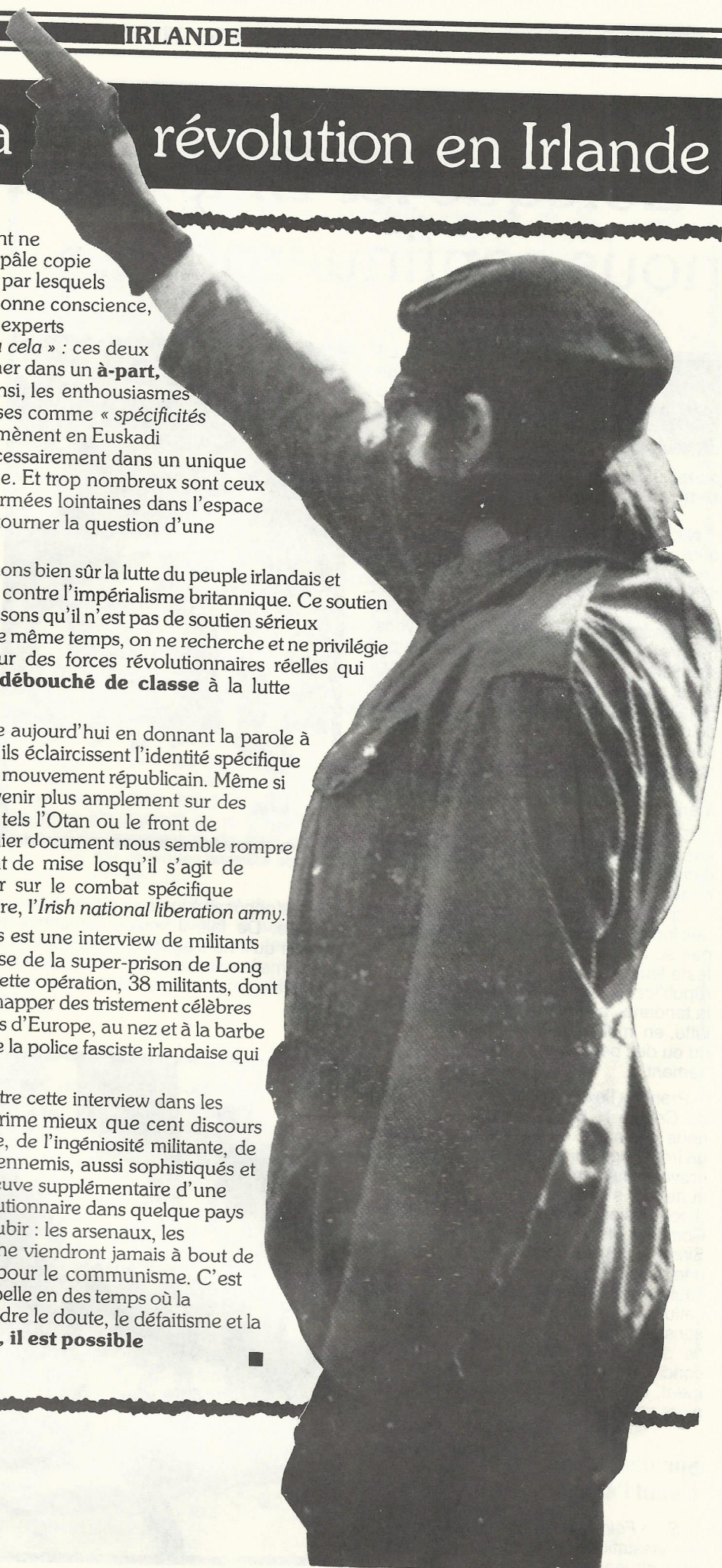
**D**isons-le tout net : les documents qui suivent ne veulent pas être une pâle copie des sempiternels « *Dossiers ceci ou cela* » par lesquels nombre de groupes s'acquittent de leur bonne conscience, ni se situer sur le terrain « *spécialisé* » des experts des non moins éternels « *Comités ceci ou cela* » : ces deux attitudes convergent dans le fait de confiner dans un **à-part**, toujours particulier, une lutte concrète. Ainsi, les enthousiasmes velléitaires pour de nombreuses luttes prises comme « *spécificités nationales* », alors que les combats qui se mènent en Euskadi ou en Irlande, par exemple, s'insèrent nécessairement dans un unique front continental de guerre à l'impérialisme. Et trop nombreux sont ceux qui ne se « *passionnent* » pour des luttes armées lointaines dans l'espace qu'autant qu'elles leur permettent de contourner la question d'une pratique offensive **ici**.

Notre propos est tout autre. Nous soutenons bien sûr la lutte du peuple irlandais et de **l'ensemble** du mouvement républicain contre l'impérialisme britannique. Ce soutien est total et ne se compte pas. Mais, nous pensons qu'il n'est pas de soutien sérieux et cohérent à la lutte d'un peuple, si, dans le même temps, on ne recherche et ne privilégie pas la confrontation et la propagande autour des forces révolutionnaires réelles qui œuvrent dans cette lutte afin d'offrir **un débouché de classe** à la lutte anti-impérialiste.

C'est ce que nous commençons de faire aujourd'hui en donnant la parole à des camarades de l'Irps de Belfast, afin qu'ils éclaircissent l'identité spécifique du courant socialiste révolutionnaire dans le mouvement républicain. Même si nous comptons par la suite, et ailleurs, revenir plus amplement sur des questions peu traitées dans cette interview, tels l'Otan ou le front de combat révolutionnaire européen, ce premier document nous semble rompre avec le prosélytisme bétifiant habituellement de mise lorsqu'il s'agit de l'Irlande. De même, nous devons revenir sur le combat spécifique mené par l'armée socialiste révolutionnaire, *l'Irish national liberation army*.

Le second document que nous publions est une interview de militants de l'Ira qui ont participé à l'évasion de masse de la super-prison de Long Kesh, le 25 septembre 1983. Au cours de cette opération, 38 militants, dont 19 sont encore en liberté, réussirent à s'échapper des tristement célèbres Blocks H, réputés l'une des plus sûres prisons d'Europe, au nez et à la barbe des troupes d'occupation britanniques et de la police fasciste irlandaise qui quadrillent les six Comtés.

Nous estimons important de faire connaître cette interview dans les minutieux détails qu'elle donne, car elle exprime mieux que cent discours toute la puissance de l'intelligence collective, de l'ingéniosité militante, de l'audace combattante, face aux dispositifs ennemis, aussi sophistiqués et redoutables soient-ils. Ce n'est là qu'une preuve supplémentaire d'une certitude qui doit animer tout militant révolutionnaire dans quelque pays qu'il se trouve et quelque revers qu'il doive subir : les arsenaux, les technologies, la brutalité de l'impérialisme ne viendront jamais à bout de la lutte des hommes pour leur libération et pour le communisme. C'est une vérité qu'il est utile que **la pratique** rappelle en des temps où la contreguérilla psychologique tente de répandre le doute, le défaitisme et la dissociation : **il est possible de combattre, il est possible de vaincre!**





Interview de militants de l'IRSP de Belfast

# « Lorsque les Brits partiront, nous continuerons... »

C

**LASH : APRES LA grève de la faim de 1981, beaucoup de choses ont changé ici. Deux ans plus tard,**

**pensez-vous que ce tournant ait représenté une défaite ou une victoire ?**

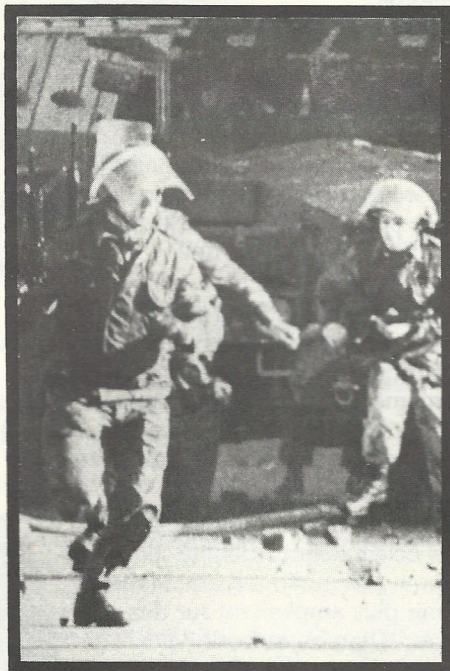
**Nicky :** Cela dépend du point de vue duquel on se situe. Il est évident que le gouvernement conservateur britannique et ses alliés dans les 26 Comtés (1) présentent la grève de la faim comme une défaite totale pour les forces de libération. Nous croyons, malgré que toutes les exigences des prisonniers n'aient pas été satisfaites, qu'il s'agit d'une victoire dans la mesure où les Britanniques ont échoué dans leur tentative de criminaliser les prisonniers. La mobilisation et le soutien massifs des gens ont démontré qu'il existait un soutien total à la lutte armée et aux forces de libération en Irlande.

Cependant, il y a beaucoup à apprendre des erreurs qui furent commises durant la campagne et de l'incapacité, ensuite, à réinvestir la mobilisation massive des gens. L'Irps n'a pas continué de travailler au sein des forces qu'il avait contribué à créer, il n'a pas su gagner les gens qui avaient manifesté leur rejet des Brits et leurs sentiments républicains. Nous n'avons pas su enrayer la tendance au soutien passif et verbal à la lutte, en impliquant les gens dans l'activité du ou des partis qui combattent quotidiennement.

Prenons l'exemple du Comité H Block et du Comité H Block-Armagh (2). A l'Irps, nous estimions qu'ils devaient constituer un front large qui s'occuperait d'abord de la grève de la faim, mais qui continuerait ensuite de s'occuper d'autres problèmes d'oppression. A cela s'opposait, dans le Comité H Block-Armagh, le point de vue de *Sinn Féin* (3) qui considérait que la campagne devait être menée sur une base humanitaire, en ne partant que des cinq revendications des prisonniers. Ces revendications étaient effectivement humanitaires en ce qu'elles demandaient de meilleures conditions de détention, mais, implicitement, elles exigeaient le statut de prisonniers politiques.

## Spontanément, c'était l'émeute

*Sinn Féin* pensait que la campagne, les manifestations, les actions de rue, devaient être menées de manière digne et respecta-



Les troupes britanniques...

ble et s'opposait à toute « perturbation » ou émeute. De fait, il voulait démontrer au monde qu'il ne s'agissait que d'obtenir du gouvernement britannique qu'il accède aux justes exigences humanitaires des prisonniers.

... à l'œuvre.



Pour notre part, nous pensons qu'on ne peut demander aux gens d'aller dans la rue et les empêcher d'agir. Leurs réactions étaient spontanées. Ils allaient dans la rue, voyaient l'ennemi, et, spontanément, c'était l'émeute. Ils se regroupaient par quartiers et les interdisaient aux Brits en s'y barricadant. Nous pensons que cela aurait dû être mieux organisé, c'est certain, mais on ne peut pas dire aux gens de rentrer chez eux.

Tout au long de la campagne, la position de l'Irps fut d'aller à l'affrontement dès que les gens étaient dans la rue, alors que celle de *Sinn Féin* fut de contrôler les émotions naturelles des gens et d'empêcher l'affrontement de rue avec l'ennemi, d'imposer un comportement « pacifique et digne », de ne pas répondre aux provocations, de ne pas utiliser la violence contre les Brits, de rentrer à la maison pour n'en ressortir qu'à l'appel, comme un troupeau, afin de démontrer aux médias et au monde que les Irlandais menaient une lutte humanitaire.

## Contribuer à organiser la résistance

Nous avions des vues totalement opposées à celles de *Sinn Féin* dans la mesure où nous pensions — et nous le croyons toujours — que les gens devaient organiser eux-mêmes leurs propres protestations et que nous ne devions pas essayer de les contrôler. **Notre intervention devait consister à contribuer à organiser la résistance de la meilleure façon.** Prenons le cas de la marche sur l'ambassade britannique à Dublin où les forces de l'Etat des 26 Comtés — qui ne diffèrent de celles du Nord que par l'uniforme — eurent le même comportement que les Britanniques. La colère des gens était très forte et ils voulaient, comme lors du *Bloody Sunday* (4), brûler l'ambassade. Le gouvernement des 26 Comtés a fait le boulot des Brits en interdisant aux gens de manifester et d'aller où ils le voulaient. Lorsque les forces de répression ont bouclé la rue et commencé de matraquer, nous nous sommes portés à l'avant de la manifestation nous battre avec les gens. C'est alors que *Sinn Féin* partit dans une autre direction, nous laissant nous faire violemment expulser de la rue.

A Belfast, nous participions à toutes les réactions spontanées contre la présence britannique dans la rue, et l'Inla (5), avec quatre ou cinq actions par jour, était à la pointe de l'activité militaire. Tandis que l'Ira, au lieu d'accroître ses actions durant la grève de la faim, les réduisit, au point que



de nombreux *volontaires*, écœurés, quittèrent l'Ira et rejoignirent l'Inla.

Tout cela montre bien toute la différence qu'il y avait entre nous et *Sinn Fein* durant la grève de la faim. D'un côté, il y a nous — socialistes-révolutionnaires — qui encourageons activement les gens à résister à l'oppression britannique, et de l'autre le mouvement républicain — *Sinn Fein* et Ira — qui ne voulaient pas que les gens manifestent ouvertement leur violence contre ce qui se passait à ce moment-là.

## Le piège de la politique institutionnelle

**Est-ce que la position adoptée par *Sinn Fein* durant la grève de la faim a eu des conséquences sur la mobilisation postérieure?**

**Nicky :** Ils ont continué sur la même ligne, celle de « *protestation digne* ». On peut maintenant dire qu'ils sont tombés dans le piège de la politique institutionnelle et parlementaire. Ils participent aux élections municipales et n'ont pas de stratégie. Depuis des générations, la ligne traditionnelle du mouvement républicain est abstentionniste. Il a toujours refusé de siéger, même lorsqu'il gagnait les élections. C'était pour les républicains une question de principe. Ils disaient qu'en acceptant de siéger, ils donneraient une certaine légitimité à la domination britannique sur l'Irlande.

Ils ont maintenant changé dans la mesure où, bien qu'ils contestent les élections municipales et parlementaires britanniques, ils siègent dans les municipalités. Ils n'ont toutefois pas encore accepté de siéger à Westminster (6) ou dans cette Assemblée du Stormont (7). Quant à nous, Irsp, nous n'avons jamais partagée la position de principe républicaine. Nous jugeons à chaque fois l'utilité de participer à telle ou telle élection. C'est une décision tactique qui se prend au niveau national.

**Peux-tu préciser quelles sont ces erreurs dont tu parlais au début de l'entretien?**

**Nicky :** Il est en effet très important d'analyser ces erreurs. La tentative de criminaliser les prisonniers de guerre de Long Kesh ne visait pas simplement à les présenter comme des criminels. Ces prisonniers de guerre représentent en effet un premier front dans la lutte et un droit indéfectible : **le fait qu'il est juste pour le peuple irlandais de mener la lutte armée contre les forces britanniques d'occupation.** Ce que visait la criminalisation était bien la lutte de libération nationale dans son ensemble. Vu ce que les prisonniers représentaient, si les gens acceptaient qu'ils soient criminalisés, cela aurait signifié dans leurs esprits que la lutte armée était injuste et qu'il était nécessaire de normaliser dans les termes britanniques la lutte politique en Irlande.

## Une lutte d'ensemble

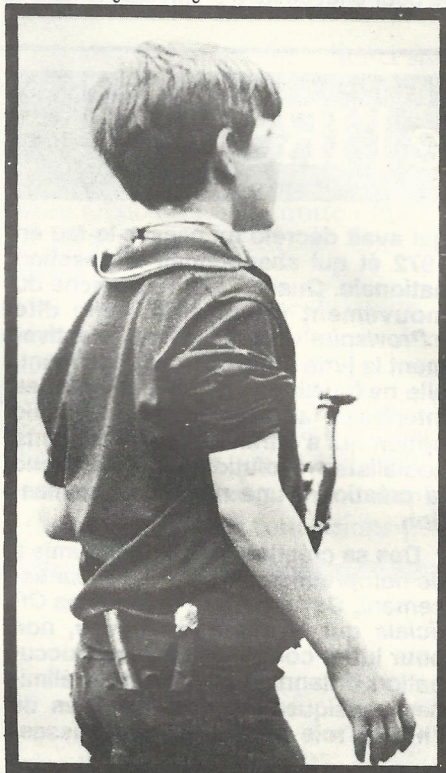
Ainsi, mener la grève de la faim sur des bases humanitaires a signifié qu'au lieu

d'organiser le soutien avec la base du mouvement syndical, les appels furent adressés à la direction syndicale qui est de droite, bureaucratique, contre la lutte de libération nationale dans son ensemble, et pas seulement contre les prisonniers et ce qu'ils représentent. De la même manière, des appels furent adressés aux intellectuels bien-pensants, aux libéraux, etc. Bien qu'il était important d'internationaliser la lutte et de faire connaître la grève de la faim, les cinq revendications devenaient une lutte spécifique. La grève de la faim n'était plus placée dans le contexte de l'ensemble de la présence britannique et du droit pour les Irlandais de déterminer leurs propres affaires. Cette contradiction avec le soutien de masse fit qu'au Sud, la campagne resta limitée.

La grève de la faim fut donc une victoire si l'on tient compte de ses limites et erreurs dans la campagne. Elle fut une victoire comme le furent les campagnes contre l'internement, contre Stormont, et d'autres qui furent menées sur des objectifs spécifiques. Le problème est que lorsque ces objectifs furent atteints, la Ruc (8) demeurait, l'Udr (9) était toujours là, les forces britanniques étaient toujours là. Lorsque l'on a cru que l'internement était progressivement aboli, les *Diplock Courts* furent instaurés (10). Le problème est que ces luttes ont été victorieuses parce qu'elles portaient sur un point singulier au lieu d'être considérées comme partie intégrante de l'ensemble de la lutte.

Je pense que c'est là le problème du développement de l'opposition à la présence britannique en Irlande depuis la fin de la grève de la faim, car nous voyons maintenant la nouvelle stratégie des *super-grasses* (11). Il est important d'analyser toutes les luttes depuis 1969, afin de voir

Nul n'est étranger à cette guerre.



quand elles ont échoué ou vaincu, et d'utiliser cette expérience pratique pour aller de l'avant.

## Chasser le capitalisme d'Irlande

**Vous êtes membres de l'Irsp, mais peut-être pouvez-vous dire quelques mots des différences politiques entre l'Ira et l'Inla? Ces différences jouent-elles sur la conception même de la lutte armée et sur la nécessité de poursuivre l'activité militaire quand les Brits seront partis?**

**Tom :** Tout d'abord, nous pensons que les volontaires de l'Ira et de l'Inla se considèrent comme des compagnons d'arme dont la tâche première et initiale en menant la lutte armée est d'obtenir le départ des Brits d'Irlande. Mais, c'est à partir de ce retrait que les divergences surgiront. L'Inla a en effet déclaré publiquement qu'elle est à la fois une armée de libération nationale et une armée socialiste révolutionnaire. Lorsque les Britanniques se retirent d'Irlande, il est possible que l'Ira cesse la guerre, alors que l'Inla s'est engagée à poursuivre le combat pour l'instauration du socialisme en Irlande.

On peut retrouver cela sur le terrain politique avec les différences entre Irsp et *Sinn Fein*. *Sinn Fein* se situe dans la ligne républicaine traditionnelle, il est un conglomérat de différentes classes, avec leurs propres alliances. Il est constitué de grands fermiers, de patrons de bars, de petits hommes d'affaires, etc., et du prolétariat ordinaire. Dans *Sinn Fein* lui-même, il y a des différences politiques. Dans les 6 Comtés, il a tendance à adopter un point de vue socialiste, alors que la majorité de *Sinn Fein* dans les 26 Comtés reste très nationaliste et conservatrice. Cela est apparu lors de leur congrès annuel, l'*Ard Fheis*, où la politique d'*Eire Nua* et du fédéralisme (12) fut défaite, à la grande consternation de la droite de *Sinn Fein* dans les 26 Comtés, grâce au débat impulsé par les *Sinn Feiners* des 6 Comtés.

Quant à nous, nous sommes un Parti exclusivement composé de la classe ouvrière et dirigé par elle. Lorsque les Brits partiront, nous n'accepterons pas, à la différence de *Sinn Fein*, d'entamer une politique constitutionnelle dans toute l'Irlande, avec le *Fannia Fail*, le *Fine Gael* et le Parti travailliste (13). Comme Parti socialiste révolutionnaire, nous continuerons la lutte pour un véritable socialisme en Irlande. Nous pensons, comme James Connolly (14), qu'il ne peut s'agir de jeter les troupes Brits hors d'Irlande, de virer l'impérialisme et les capitalistes britanniques pour les remplacer par le capitalisme irlandais, de sorte que la classe ouvrière irlandaise serait toujours exploitée, les exploiters ayant simplement changé de noms.

Mais, nos divergences avec *Sinn Fein* sont aussi immédiates. Ainsi, lors de la récente campagne contre l'introduction dans la Constitution d'un amendement interdisant l'avortement, nous avons, comme so-



cialistes, totalement soutenu le droit des femmes à décider elles-mêmes. Les femmes sont maîtresses de leur corps et elles seules peuvent décider ce qu'elles veulent en faire. *Sinn Fein* est toujours resté très ambigu sur cette question et n'a fait aucune déclaration à ce sujet.

**Avez-vous une conception différente de celle de Sinn Fein en ce qui concerne le soutien international à votre lutte, en particulier le soutien américain ?**

**Mickey :** Il y a une différence énorme dans la mesure où *Sinn Fein*, logiquement, accepte toutes sortes de soutien un peu partout. Aux Etats-Unis, il y a cette grande organisation, la Noraid. *Sinn Fein* accepte le soutien et l'argent de cette organisation, alors que nous, en tant que socialistes républicains, en toute honnêteté, ne le pourrions pas, car, d'un côté, ces gens pleurent sur la domination britannique en Irlande et, de l'autre, une large partie d'entre eux est raciste. Ainsi Flannery à qui, dans une interview à un journal, l'on posait la question de savoir quelle était la personne qu'il admirait le plus, a-t-il pu répondre : « Je pense qu'Adolf Hitler est l'homme le plus grand qu'il y ait eu ! »

## Un soutien internationaliste

Il y a l'oppression des vrais Américains, les Indiens d'Amérique, la discrimination contre les Noirs et les Portoricains. Une grande partie de cette oppression et de ce racisme est le fait de ces soi-disants Irlando-américains. Prenons aussi l'exemple des émeutes du début des années 60. Le gouvernement, afin de mettre en place des écoles multiraciales, envoyait les Noirs dans des écoles à prédominance blanche. A Boston, la communauté Irlando-américaine était à la tête de toutes les attaques raciales contre la communauté noire.

C'est pour cela que comme révolutionnaires, comme socialistes républicains, nous ne pouvons accepter le soutien, l'aide et l'argent d'organisations auxquelles nous sommes totalement opposés idéologiquement. Comme **Parti internationaliste**, nous recherchons et avons déjà des liens avec d'autres groupes révolutionnaires en Europe et dans le monde. Nous avons aussi des liens avec le mouvement indien d'Amérique et avec diverses organisations de Noirs aux Etats-Unis. Nous avons récemment organisé, ici au Nord, une visite d'un représentant du *Parti Socialiste du Peuple Africain*. Mais nos liens avec ces organisations ne sont pas, à la différence de ceux qu'entretient *Sinn Fein* avec la Noraid, des liens de strict soutien financier. Nos relations sont des relations de soutien fraternel et, comme socialistes révolutionnaires, nous apportons notre soutien aux luttes qui se mènent à travers le monde.

## 80 % de chômeurs

**Revenons maintenant à l'Irlande. Pouvez-vous expliquer comment se concrétise la domination impérialiste britannique sur l'économie irlandaise ?**

**Martin :** Le premier fait frappant, surtout dans les 6 Comtés, est le taux énorme de chômage, particulièrement dans des zones comme Ouest-Belfast. A Ballymurphy, il doit y avoir plus de 80 % de chômeurs, juste dans un quartier ouvrier. Dans d'autres zones, principalement nationalistes, comme Strabane, le taux de chômage dans la classe ouvrière est d'environ 23 %. Ces pourcentages ne font qu'augmenter avec les fermetures d'usines. Une usine a récemment fermé à Lurgan, causant la perte de plusieurs centaines d'emplois, ce qui a eu pour effet de faire progresser le taux de

chômage de 3 %. Dans les 26 Comtés, la situation est tout aussi mauvaise.

Pour bien comprendre la situation, il faut d'abord voir le type d'industries qui ont été la source traditionnelle d'emplois pour la classe ouvrière. Dans les 6 Comtés, il y a le problème particulier du sectarisme. La plupart des travailleurs loyalistes, la partie protestante de la classe ouvrière, sont hautement qualifiés dans l'ingénierie, la construction et l'industrie lourde, celle-ci étant la source d'emplois. Parmi la population nationaliste, en dehors du chômage, ceux qui réussissent à trouver un emploi sont en majorité sans spécialisation ou, s'ils sont spécialisés, c'est dans l'industrie du bâtiment, ce qui n'est pas sans conséquence sur la manière dont ils se sont organisés dans le mouvement syndical. Dans les six Comtés, le mouvement syndical est surtout implanté dans les secteurs spécialisés, particulièrement et historiquement parmi les techniciens.

La raison en est dans la nature coloniale de la relation entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. Il y avait un système d'exploitation établi dans le monde entier. Des usines construites pour fabriquer des machines pour le textile étaient envoyées en Grande-Bretagne même, les matériaux de base acheminés là étaient exportés comme produits finis. Ainsi l'impérialisme britannique contrôlait tout, depuis les ressources jusqu'à la manufacture et la vente des produits finis. Ces industries sont moribondes car nous nous trouvons dans une situation où l'électronique et les microprocesseurs acquièrent la place principale dans l'économie industrielle.

## Une base de l'Otan

Ceci nous amène aux intérêts stratégiques de la Grande-Bretagne en Irlande,

# Qu'est-ce que l'IRSP ?

**L**

*'Irish Republican Socialist Party, Parti Socialiste Républicain Irlandais, s'est formellement constitué le 8 décembre*

*1974, principalement à l'initiative d'anciens militants de l'aile dite « Officielle » du mouvement républicain. D'emblée, ses objectifs sont de mettre fin à la domination impérialiste en Irlande et d'établir une République Socialiste dans toute l'île, l'ensemble des moyens de production, de distribution et d'échange étant sous contrôle de la classe ouvrière.*

*L'IRSP se créa à partir du refus de l'orientation réformiste prise par le mouvement républicain « Officiel »,*

*qui avait décrété un cessez-le-feu en 1972 et qui abandonnait la question nationale. Quant à l'autre branche du mouvement républicain, l'aile dite « Provisoire », si elle menait effectivement la lutte armée contre l'occupant, elle ne basait pas sa politique sur les intérêts de la classe ouvrière. La seule option qui s'offrait alors aux militants socialistes révolutionnaires était donc la création d'une nouvelle organisation.*

*Dès sa création, l'IRSP fut soumis à de nombreuses tentatives d'anéantissement. Ce furent tout d'abord les Officiels qui reprirent les armes, non pour lutter contre les troupes d'occupation britanniques, mais pour éliminer physiquement des membres de l'IRSP. Trois d'entre eux furent assas-*

*sinés et quarante furent blessés. Il a fallu que le dirigeant de ce qui restait de la Brigade de Belfast de l'IRA officielle après la scission soit exécuté pour que les Officiels cessent le feu.*

*De son côté, l'Etat, au Nord comme au Sud, comprit rapidement le danger que représentait l'IRSP et sa ligne politique et déclencha la répression contre ses militants. Tout d'abord, les militants socialistes révolutionnaires emprisonnés au Nord ne purent bénéficier du statut politique alors en vigueur, qu'ils n'obtinrent qu'après de nombreuses luttes. Au Sud, après une période de silence destinée à occulter la naissance de l'IRSP, ce fut la répression directe. Il y eut d'abord la tentative de ternir l'image de la nouvelle organisation en accusant ses membres de crimes et de vols en tous genres. Puis, plusieurs de ses dirigeants furent arrêtés et torturés pour « vol ». Il s'agissait de pratiquer le vieil adage nazi : « mentons, mentons, il en restera toujours quelque chose... »*



intérêts soutenus par l'Otan qui ne veut pas de la neutralité de l'Irlande. A Belfast, la seule à faire d'énormes profits dans l'industrie technique est la firme aéronautique *Short*, tandis que la partie florissante de l'ensemble de l'industrie de pointe est la construction d'armements. Un exemple récent a été fourni par le missile « *Blowpipe* », utilisé lors de la guerre des Malouines. De même à Shannon, au Sud, on fabrique des composants électroniques pour les missiles nucléaires américains *Pershing II*, qui devront être basés à Newbury et Berkshire, en totale violation de la soi-disante neutralité de l'Irlande vis-à-vis de l'Otan et du Pacte de Varsovie.

Mais, la chose la plus importante est que les multinationales contrôlent l'économie irlandaise de la même façon qu'elles contrôlent l'économie de la Jamaïque. Lorsqu'une révolution fut tentée à la Jamaïque, elle échoua de n'avoir pas su organiser l'économie sans le soutien des multinationales. La situation est identique en Irlande. Dès 1958, la *Confédération de l'Industrie Irlandaise* (15) prit la décision d'encourager activement l'installation des multinationales.

Certains partis politiques, le *Workers Party* (16) principalement et, à un certain degré, le Parti travailliste, qui se proclament tous deux « socialistes », estiment qu'il est nécessaire que les multinationales s'implantent en Irlande, car cela crée des emplois, que si des emplois sont créés, il y a agitation, des syndicats sont constitués, etc. Et ainsi la classe ouvrière rejoindra la *Workers Party* qui aide à avoir des emplois.

Le problème est que les industries qui s'implantent en Irlande sont principalement des industries électroniques qui n'ont pas besoin de beaucoup de personnel. La classe ouvrière qui y est employée n'est pas très qualifiée, son travail se limitant à

l'assemblage final des pièces. Le matériel est ensuite vite expédié pour être vendu sur un marché plus juteux. Il n'y a donc jamais de rentrées d'argent, ni de système capitaliste bourgeois ordinaire.

### Une déqualification systématique

Le plus grave est qu'en plus d'être exploitée, la classe ouvrière irlandaise est expropriée de la spécialisation, de la technicité et des qualifications qui seront

nécessaires pour édifier une nouvelle économie dans une République Socialiste. Les jeunes, qui n'ont pas de travail, n'acquièrent plus aucune spécialisation. Les seules spécialisations qui existent encore sont celles du maçon et les quelques qualifications nécessaires pour jeter les fondations initiales d'une usine ou d'une structure particulière dont les multinationales pourraient avoir besoin.

De plus, les multinationales bénéficient d'avantages financiers pour l'obtention de locaux. Elles sont aussi autorisées à pos-

*The Battle of Bogside, août 1969.*



Le Président et le Secrétaire de l'IRSP furent arrêtés, l'éditeur du journal fut emprisonné. Le siège du Parti fut sequestré et les archives brûlées. Mais la tentative d'anéantissement ne s'arrêta pas là. En 1977, Seamus Costello, Président de l'IRSP, fut assassiné. Miriam Daly, qui le remplaça, fut elle aussi assassinée en 1980, de même que plusieurs autres membres du Parti.

Actuellement, plusieurs dirigeants et militants de la section de Belfast sont emprisonnés sur la foi des accusations d'un traître, soi-disant « terroriste repent ». Mais, ces attaques conjointes des Brits, de leurs laquais du Sud et de leurs hommes de main « *Officials* » n'ont pas réussi à empêcher l'affirmation irréversible d'un Parti socialiste révolutionnaire.

Parallèlement à la constitution de l'IRSP, une armée républicaine socialiste s'est créée, poursuivant les mê-

mes objectifs politiques : l'*Irish National Liberation Army* (INLA). Menant la lutte armée dans l'ensemble de l'île, elle s'attaque à l'ensemble des personnels, politiques et militaires, de l'impérialisme. C'est ainsi qu'elle exécuta le bras droit de Thatcher alors qu'il sortait de la Chambre des Communes à Londres, en 1979, ou bien, plus récemment, qu'elle détruisit complètement un pub où se recontraient les soldats britanniques à Ballykelly, au Nord, anéantissant nombre d'entre eux. Elle a aussi frappé un poste d'écoute de l'Otan en Irlande du Sud, mettant ainsi en lumière la vraie nature de la « neutralité » proclamée de celle-ci. Enfin, trois volontaires de l'INLA sont morts au cours d'une grève de la faim de 1981 pour l'obtention du statut politique...

Depuis la partition du pays, la domination loyaliste dans les six Comtés du Nord n'a été rendue possible que par une brutale répression, la coercition des travailleurs, l'absence des

droits les plus élémentaires pour la population des aires républicaines, hâtivement baptisées « *ghettos catholiques* » par les médias — sans citer, bien sûr, l'occupation militaire britannique.

La néo-colonie que forment les vingt-six Comtés du Sud n'en est pas moins, elle aussi, soumise à la domination impérialiste. La frontière qui sépare le Nord du Sud n'est que l'expression concrète de la négation du droit à l'autodétermination du peuple irlandais. Le gouvernement du Sud ne survit, lui aussi, que grâce à une brutale répression contre la classe ouvrière et les organisations républicaines et républicaines socialistes. C'est contre cela, contre cette partition en six et vingt-six Comtés, que lutte l'IRSP. Mais, la réunification du pays et le départ des troupes d'occupation ne saurait être son seul objectif. L'IRSP et l'INLA comptent bien entraîner la bourgeoisie irlandaise dans la chute de l'impérialisme britannique. ■



séder des actions jusque dans certains corps de l'Etat. L'économie irlandaise passe ainsi sous leur contrôle.

La question des multinationales est un révélateur important. Elle relie l'exploitation à la destruction des qualifications. Elle met en relief la dégénérescence du *Workers Party*, du Parti travailliste et de toutes les organisations qui se prétendent « socialistes ». Elle met entièrement à nu la collaboration de l'« *Etat libre* » avec les gouvernements britannique et américain. Elle éclaire aussi l'intention de la Grande-Bretagne d'utiliser l'Irlande comme base stratégique au service de l'Otan.

## Le sectarisme

A l'Irps, il est pour nous beaucoup plus difficile d'intervenir sur ce terrain au Nord, car il se pose le problème du sectarisme. Au Nord, il nous est totalement impossible d'organiser la classe ouvrière dans le mouvement syndical, principalement parce que dans les zones catholiques presque personne n'a de boulot et n'est donc pas organisé dans un syndicat. Et puis aussi, simplement, parce qu'on se ferait tirer dessus si nous essayons d'aller dans une usine où travaillent des loyalistes. Quand je travaillais chez Mackey's, mon syndicat local se trouvait dans un quartier fortement loyaliste, contrôlé par l'Uda et l'Uvf. Il m'était impossible d'y aller pour y développer mon point de vue.

## Les mouchards au service des Brits

**Les supergrasses sont devenus un pion important dans la stratégie des Brits pour anéantir les forces de libération nationale. Quelle importance leur accordez-vous et comment pensez-vous qu'ils doivent être combattus ?**

**Myriam :** Le soi-disant « système supergrasses » — nous préférons quant à nous le terme « mouchards » — n'est qu'une étape tactique dans la ligne constante d'anéantissement que les Ruc et les Brits ont toujours pratiqué ici. Il y eu tout d'abord l'internement. Puis, lorsque la mobilisation ici et les dénonciations mondiales le firent supprimer, les Britanniques ont introduit le système des *Diplock Courts*. Le principe selon lequel il fallait apporter les preuves de la culpabilité des inculpés a été aboli. Le nouveau système est donc dans la droite lignée de toutes ces tentatives de briser la lutte irlandaise.

Il faut d'ailleurs restituer la question de l'utilisation des mouchards dans un contexte européen et bien voir qu'il s'agit d'une tentative concertée de briser tout mouvement et toute lutte anti-impérialistes en Europe. Maintenant, bien que l'utilisation des *supergrasses* soit un phénomène nouveau sous ces formes, il y a déjà eu des mouchards et des parjures stipendiés en Irlande. Mais, c'est seulement depuis deux ans qu'ils sont systématiquement utilisés pour essayer de briser le mouvement républicain et de démoraliser les anti-impérialistes.

En 1982, plus de cent personnes ont été emprisonnées sur la foi de déclarations des *supergrasses*. Quelques parents de celles-ci se sont réunis et ont estimé qu'il fallait riposter à l'usage de ces mouchards. Ils ont constitué un Comité, les *Relatives for justice*. Ces *Relatives for justice*, qui regroupent les familles des prisonniers, ont pour principal objectif d'interdire l'utilisation des déclarations des mouchards comme preuves.

Il y a différents types de mouchards et de traîtres. Les Brits et les Ruc les présentent comme des mouchards « de conscience », qui se seraient rendus d'eux-mêmes et ne voudraient plus avoir de rapports avec les organisations militaires dont ils prétendent avoir été membres et, qu'ayant pris conscience de leurs « erreurs », ils souhaiteraient les réparer. Il y a tout d'abord les mouchards qui ne sont pas poursuivis. Prenons le cas d'une personne qui est emmenée à Castlereagh (17), qui y est peut-être torturée et fait des déclarations, s'accusant de différents « crimes ». La police lui fait alors une proposition : « *tu n'as pas besoin d'aller en prison, on te donne une grosse somme d'argent pour t'établir dans un autre pays si tu acceptes d'aller au Tribunal et d'y accuser des gens.* » Des gens qui sont depuis revenus sur leurs déclarations ont précisé qu'on leur avait même fourni une liste des personnes à incriminer. A quelqu'un qui ne dénonçait « que » six personnes, la police a indiqué qu'il fallait au moins vingt noms pour que le marché soit tenu. La personne répondit qu'elle ne connaissait que les gens de son quartier et ne savait vraiment pas qui accuser. Les flics lui rétorquèrent qu'ils se chargeaient de rédiger les déclarations et qu'elle n'avait qu'à signer.

## La « décence » de la justice britannique

Il s'agit donc bien d'incitation et de corruption. On voit donc mal comment un juge peut accepter les accusations d'une personne qui a été incitée, corrompue, et les établir comme « preuves » sans qu'elles aient été corroborées. En Angleterre, les informateurs, parjures et traîtres payés en tous genres furent massivement utilisés au début des années 70, mais cela suscita un tel tollé dans les milieux judiciaires qu'il fut publiquement reconnu que cela allait à l'encontre de la « décence » de la justice britannique. Depuis, les accusations non corroborées d'un informateur n'ont plus aucune valeur en Grande-Bretagne. Mais, en Irlande du Nord, il en va tout autrement.

Il y eut ainsi le cas Mc Cormac où un juge, le juge Kelly, refusa de condamner un policier accusé de plusieurs crimes par un informateur, sous prétexte que les accusations n'étaient pas corroborées. Récemment, le même juge condamna tous les accusés républicains sur la foi des accusations du *supergrass* Seamus Berret, alors même qu'il fut prouvé qu'il avait menti durant tout le procès. Récemment encore, dans un autre procès, le mouchard Christopher Black reconnut sous serment n'avoir

dit que des mensonges. Le juge dit qu'étant donné qu'il était son « meilleur témoin », il préférait croire ses accusations et condamna la plupart des inculpés...

L'utilisation des *supergrasses* est dans la continuité de la pratique des Ruc qui, en 1976, torturaient les prisonniers à Castle-reagh afin qu'ils signent des déclarations. Ces pratiques ont dû cesser après avoir été combattues et mises en lumière publiquement.

Cette nouvelle stratégie est la « *trouaille* » de Maurice Oldfield qui était chef des renseignements britanniques jusqu'à sa mort, il y a un an. Son idée était de trouver le moyen de faire emprisonner et condamner des gens sans avoir à s'embarasser de preuves formelles, et cela par le biais de parjures payés. Cette stratégie fut adoptée il y a un peu plus de deux ans et demi lors d'une réunion au sommet de représentants de la Ruc et du système judiciaire des 6 Comtés, de hauts fonctionnaires et du ministre de la Justice britannique, Sir Michael Havers. La présence de ce ministre était décisive pour légitimer une pratique qui est illégale en Angleterre même. Il s'agissait bien, comme au début des années 70, de criminaliser toute opposition.

Cela souligne un aspect important, et c'est contre ça qu'on doit se battre, c'est que sans le soutien du gouvernement britannique, de certains départements ministériels, du ministre de la Justice, le système des informateurs ne pourrait fonctionner, car la Ruc ne pourrait l'assumer seule.

Il y a ici une autre forme de collaboration qui est celle pratiquée par le gouvernement de coalition du Sud qui, par les procédures d'extradition, renvoie les républicains aux mains des Ruc. Il y a eu récemment le cas d'un jeune de Belfast qui a été extradé sur la foi des déclarations d'un mouchard du Nord, Kirkpatrick, alors qu'en termes légaux, ce dernier dépend de la juridiction des six Comtés.

## La pacification au service de l'Otan

Cette stratégie vise donc à briser la lutte de libération nationale, à anéantir tous ceux qui sont engagés dans le combat anti-impérialiste, afin de pacifier le pays en vue d'une solution anglo-irlandaise qui ferait de ce pays une base de l'Otan.

Nous, à l'Irps, avons grandement souffert de l'utilisation de ces traîtres, car le gouvernement britannique est parfaitement conscient du danger que représente notre organisation. Nous ne sommes pas une organisation qui se bat seulement pour le départ des soldats britanniques, mais aussi pour chasser les multinationales britanniques, américaines, japonaises, qui ont investi notre pays. Celles-ci nous craignent donc plus que la résistance nationaliste traditionnelle. C'est ainsi qu'une grande partie de notre direction de Belfast a été arrêtée et accusée de nombreux crimes. Je suis moi-même poursuivie sur dénonciation d'un *supergrass*.





Une patrouille de l'Inla à Belfast.

Mais tout cela ne vient pas seulement de la réunion entre Oldfield et les commis de l'Etat et est aussi dans la lignée des enseignements du stratège de l'Etat policier et militaire, Frank Kitson. L'une de ses idées est justement que la justice, qui est censée être un corps indépendant selon la loi britannique, doit passer totalement sous le contrôle de l'Etat et être utilisée afin d'éliminer tout opposant potentiel. Les Britanniques le justifient en expliquant qu'il s'agit d'une entorse nécessaire à la loi afin de se débarrasser de la résistance en Irlande. Mais, si c'est aujourd'hui la résistance qui est frappée, ce seront aussi demain les forces anti-impérialistes, les journalistes critiques, les syndicalistes, etc. Jusqu'à ce que la peur du mouchard soit telle que plus personne n'osera s'exprimer dans un Etat policier et fasciste où le contrôle serait total. **Si les gens ne mènent pas la lutte contre l'utilisation des mouchards pour emprisonner les activistes anti-impérialistes, lorsque la police enfonce leur porte pour les arrêter, il sera trop tard.**

**L'un des objectifs de la stratégie britannique avec les supergrasses est de semer la démoralisation et la défiance. Mais il y a quelques jours, nous avons pu voir la joie qu'a provoqué l'évasion des 38 prisonniers du Block H7 de Long Kesh. Alors, êtes-vous démoralisés ?**

**Nicky :** J'ai rejoint l'Irsp parce que j'ai de fortes convictions socialistes républicaines. Pour être membre de l'Irsp, comme de n'importe quelle autre organisation révolutionnaire, il faut être prêt d'abord à perdre du temps, puis sa liberté et enfin, parfois, sa vie. J'attends actuellement un procès, et si, d'ici là, l'utilisation des mouchards n'est pas défaite, moi et quarante autres camarades risquons de passer de très nombreuses années à Long Kesh.

### Nous ne pouvons être défaits

Tout cela, je le savais en rejoignant l'Irsp, je savais les risques que j'encourais en rejoignant une organisation révolutionnaire anti-impérialiste, je ne peux donc être démoralisé par les coups portés. Je peux bien sûr être mis en prison, comme beaucoup de mes camarades, il y aura toujours quelqu'un pour prendre notre place. Chaque dirigeant de notre mouvement qui a été assassiné a toujours été remplacé.

Les succès tactiques des Brits remportés grâce aux mouchards sont de courte durée (18). Ils savent qu'en définitive, ils ne peuvent défaire la lutte du peuple irlandais pour la liberté et le socialisme. La défaite de la Grande-Bretagne en Irlande sera, espérons-le, le début de la fin du capitalisme dans le monde. Nous ne pouvons être

défaits, nous ne pouvons donc être démoralisés. La victoire n'est qu'une question de temps.

Quant à l'évasion des « 38 », dont 19 sont maintenant en sécurité, elle a représenté un formidable coup de fouet au moral, non seulement des armées et partis de libération nationale, mais aussi de toute la communauté nationaliste. Elle a signifié que **la résistance républicaine et la résistance socialiste républicaine ne peuvent être détruites**. Il n'y a pas que nous qui ne soyons pas démoralisés. Il y a aussi les prisonniers, dont certains sont condamnés à la prison à vie, qui ne sont pas démoralisés : ils continuent l'agitation, font sortir des déclarations politiques, mènent des luttes et préparent et organisent des évactions.

Ce sont eux que les Brits présentent comme des « criminels » : des camarades qui, condamnés à de lourdes peines, s'évadent et rejoignent la lutte de libération. Pour nous, ce sont des héros. Ils se sont battus, ont été emprisonnés, se sont évadés et, maintenant, reprennent leurs postes de combat pour la libération irlandaise. Cela a fait un bien indiscible au moral de la population nationaliste. Mais, ça a aussi coulé le moral des Brits, car ils savent que le temps approche rapidement où ils seront obligés de quitter l'Irlande. ■

**Belfast,  
octobre 1983**

(1) Les Irlandais appellent ainsi l'Etat « libre » du Sud pour manifester leur refus de la partition, de même qu'ils appellent le Nord sous occupation britannique les « 6 Comtés ».

(2) Il s'agit des comités constitués pour appuyer les luttes des prisonniers républicains de Long Kesh et des prisonnières du camp d'Armagh.

(3) **Sinn Féin** est la représentation politique du courant « historique » du mouvement républicain irlandais, dont l'Ira provisoire est l'expression militaire.

(4) Le « **Dimanche Sanglant** » : le 30 janvier 1972, les paras britanniques ouvrent le feu sur une manifestation pacifique pour les droits civiques, à Derry, faisant 14 morts.

(5) **L'Irish National Liberation Army** est née en 1975 d'une scission de l'Ira officielle. Combattant pour la libération nationale et le socialisme, elle est l'expression militaire du mouvement républicain socialiste.

(6) Il s'agit du Parlement anglais de Londres.

(7) Lieu où siègeait le Parlement, près de Belfast et où se réunit la nouvelle Assemblée du Nord.

(8) La **Royal Ulster Constabulary** est la police fasciste du Nord, composée majoritairement d'extrémistes loyalistes.

(9) **L'Ulster Defence Regiment** est un corps supplétif de l'armée britannique, recruté au Nord.

(10) Les **Diplock Courts** siègent sans jury et les sentences sont rendues par un seul juge.

(11) « **Supergrasses** » est le terme utilisé par les flics anglais pour désigner les criminels londoniens. Mais les républicains socialistes lui préfèrent les qualificatifs de mouchards et de traîtres.

(12) Ce programme prévoyait une fédération de quatre provinces irlandaises, les Unionistes conservant la prédominance au Nord.

(13) Partis bourgeois du Sud. Le pouvoir est actuellement exercé par une coalition entre les sociaux-démocrates du **Parti travailliste** et **Fine Gaël**, qui est une sorte d'équivalent de l'UDF française.

(14) Dirigeant socialiste irlandais assassiné par les Britanniques après l'Insurrection de 1916 à Dublin.

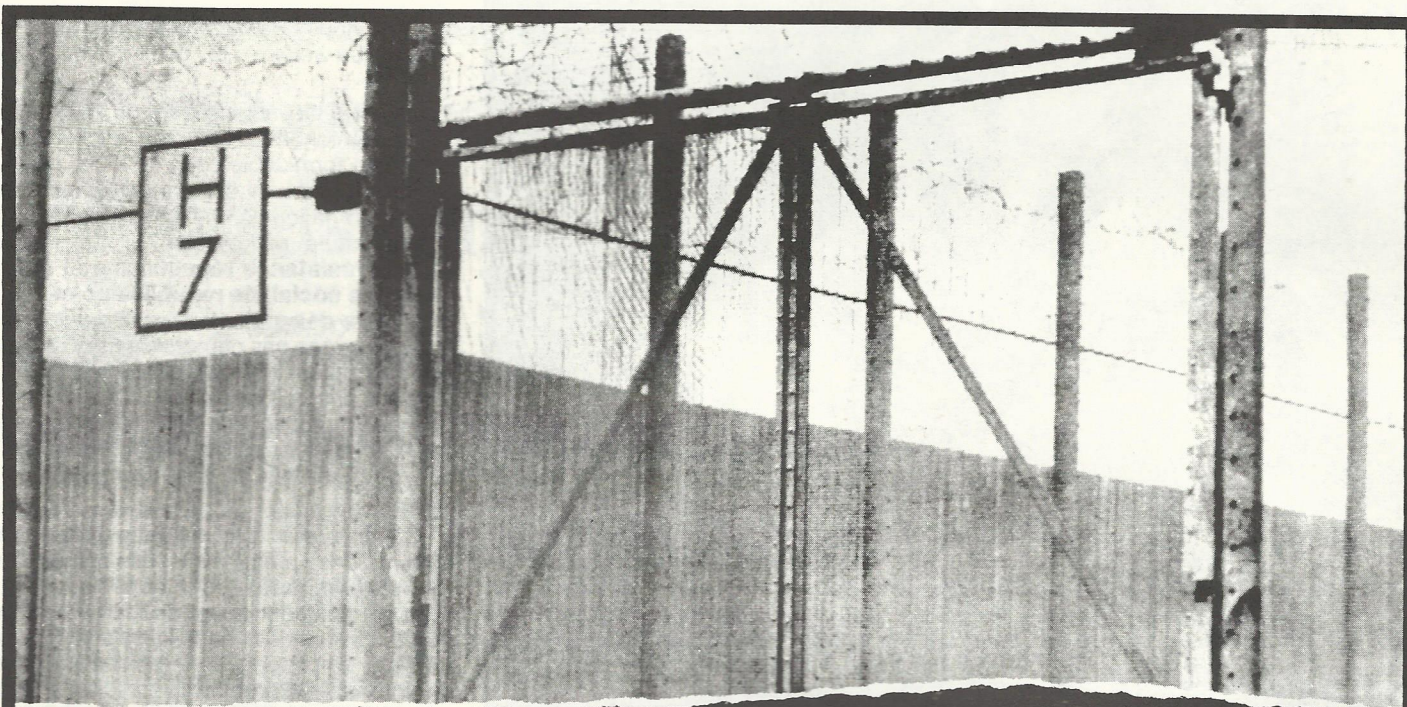
(15) Equivalent irlandais du CNPF.

(16) Le **Workers Party** regroupe les réformistes qui formaient la branche « officielle » du mouvement républicain.

(17) **Castlereagh** est un centre d'interrogatoire des Ruc à Belfast.

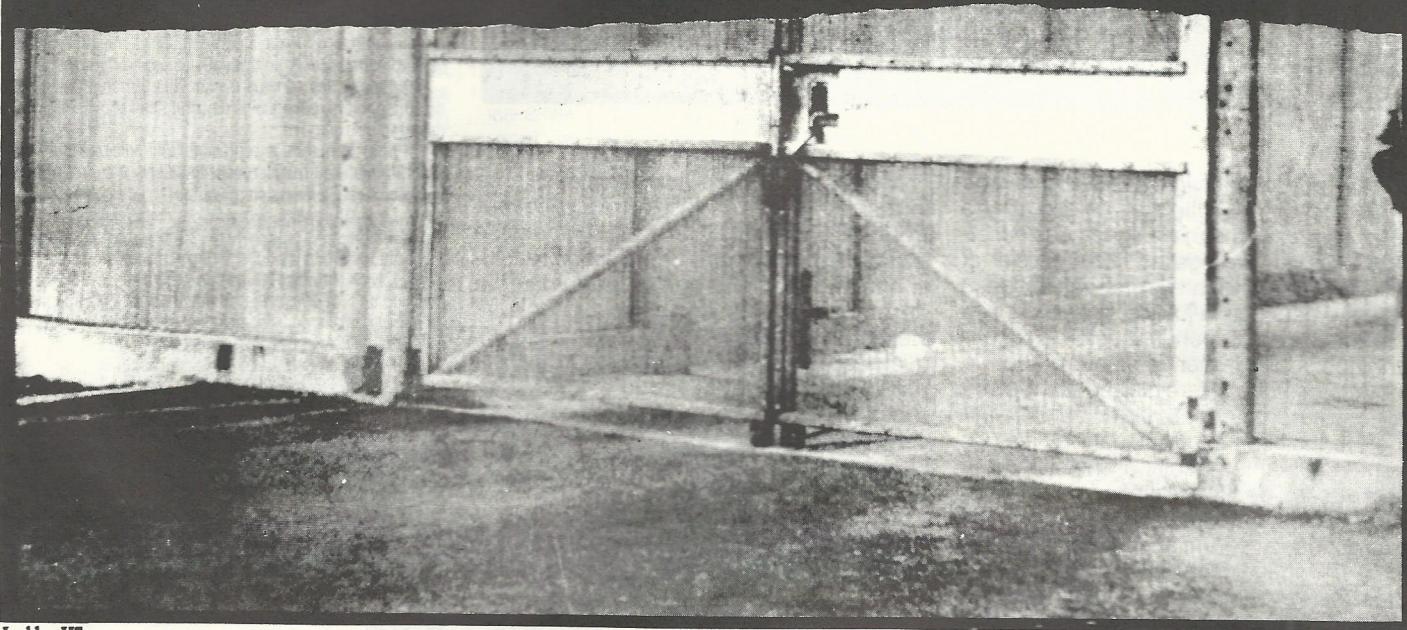
(18) Lors de cet entretien, la politique britannique en matière de mouchards n'avait pas encore connu les retentissantes déconvenues de ces dernières semaines.





Interview des évadés de Long Kesh

## “Comment nous avons fait”



Le bloc H7.

**Q**

**UESTION : QUEL fut le facteur essentiel au succès de votre évasion ?**

**Réponse :** Cette opération a été pensée comme une opération militaire du début à la fin. Cela n'aurait pu se faire autrement. L'unité des volontaires de l'Ira a été, tout au long de l'action, sous les ordres stricts d'un officier d'opération dont le jugement était décisif et dont chaque ordre de-

vait être obéi. Chaque volontaire avait une tâche précise.

**Les loyalistes ont prétendu que les changements opérés dans l'administration de la prison après la grève de la faim ont directement aidé à l'évasion. Est-ce vrai ?**

Pas vraiment. Dès que le nouveau régime s'est établi et que la routine s'est installée, nous avons commencé à exploiter le système. Les hommes envoyés à l'atelier

ou ailleurs ont amassé des informations sur la disposition du camp. Les matons ne nous regardaient plus comme hautement suspects. Nous avons utilisé le travail carcéral.

Nous avons, par exemple, établi des précédents en envoyant des volontaires nettoyer et balayer des endroits où ils n'auraient pas dû aller. Les matons se sont habitués à voir des hommes nettoyer le *circle* (pièce centrale du Block H, Ndt). C'est de cette façon que l'insistance des Brits pour que les prisonniers travaillent s'est retournée contre



eux. Nous étions sûrs de rompre le système de sécurité de la prison.

### **Quelles armes furent utilisées durant l'opération ?**

Nous avions six pistolets avec des silencieux pour les zones délicates où les coups de feu devaient être étouffés. Par exemple, pour maîtriser l'entrée et les portes du Block H 7 et, plus tard, les zones de contrôle.

### **Comment avez-vous procédé pour prendre le contrôle du Block H 7 ?**

A 14 h 15, trois volontaires secrètement armés se sont rendus dans le *circle*, où se trouve l'administration centrale du Block, sous prétexte de nettoyer le magasin et le bureau du docteur. Un maton les a laissé passer deux grilles verrouillées, puis la grille du *circle*. Pendant que les hommes maîtrisaient les matons dans les quatre ailes du bloc, nous devions nous assurer que nous pouvions empêcher un maton du *circle* d'actionner la sonnette d'alarme. Il y a quinze sonnettes dans chaque bloc, plus deux au dehors et une autre à la porte.

Il y a une alarme dans le bureau d'aide-sociale, plus un téléphone que les matons utilisent pour les appels personnels. Le dimanche, ils ne cessent d'y aller pour appeler leurs femmes ou leur fiancées. Nous devions donc répandre de l'eau sur le sol et commencer à le nettoyer pour les empêcher d'y aller.

Le magasin qui se trouve dans le *circle* était notre point de rendez-vous. A 14 h 30, selon nos montres qui furent introduites clandestinement — les prisonniers n'y ont pas droit — un autre volontaire est sorti de l'aile B en passant les deux grilles fermées et la grille du *circle*, sous prétexte d'aller chercher du matériel au magasin. A un signal, les ailes A, B, C et D devaient passer à l'action. L'un des volontaires, à l'intérieur du *circle*, devait demander une cireuse électrique. Il l'a demandé en criant aux ailes A et B. Un homme de l'aile A, en l'entendant, devait chronométrer trois minutes et un autre devait répondre « non, elle n'est pas ici ». Le volontaire devait alors faire la même demande aux ailes C et D.

Un volontaire armé de l'aile C a répondu qu'il l'avait et allait l'amener. Un autre volontaire, dans l'aile D, devait chronométrer une minute et demie. Le volontaire l'amena en passant les trois grilles et arriva dans le magasin. Il y avait désormais cinq volontaires armés dans le *circle* qui pouvaient maîtriser la plupart des matons, à l'exception de celui qui se trouvait derrière une grille de fer dans la pièce de contrôle, qui aurait dû être verrouillée, mais n'était que fermée. L'empêcher physiquement de presser le bouton d'alarme eut été impossible et nous allions avoir à utiliser la force ou la raison. Il y avait donc dans cette zone : un maton surveillant le *circle*, deux officiers matons dans le bureau des surveillants, le docteur dans son bureau et cinq ou six matons devant du thé au mess.

Lorsque les trois premières minutes se furent écoulées, un prisonnier de l'aile A

ramena les plateaux du repas de midi, cachant sur lui un burin. Il franchit ainsi les trois grilles. Un autre volontaire armé, de l'aile D, usa le même stratagème pour atteindre la porte de devant. Les deux hommes revinrent ensuite lentement sur leurs pas. Ils passèrent la première grille, mais traînèrent dans le couloir, l'un entre les ailes A et B, l'autre entre les ailes C et D. Ceci devait leur permettre de maîtriser les deux matons qui étaient près de l'alarme et qui détenaient les clés des grilles des couloirs.

Brendan « Bic » Mc Farlane, dont les corvées comprenaient le balayage de la cour qui était présent dans le *circle*, fut autorisé à passer par les deux grilles fermées. Il avait un balai, une pelle, une cuvette d'eau et, bien entendu, un pistolet. Il devait arrêter le maton qui était dans le hall sans être vu de celui qui était à la porte principale.

### **Quel fut le signal ?**

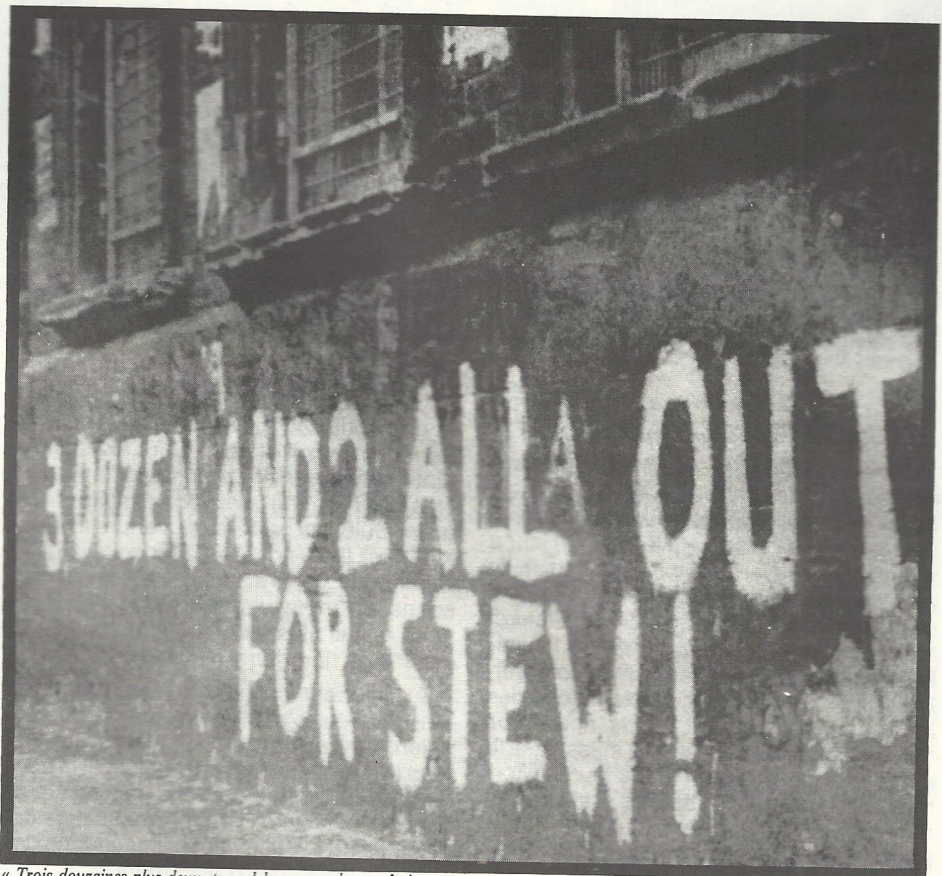
Quand tout le monde fut en position, l'un des prisonniers du *circle* signala à un maton qu'une tasse de thé l'attendait. Lorsque

Dans le *circle*, le bureau du chef-maton et du docteur fut pris avec succès. Mais, comme prévu, ce fut dans la salle de contrôle que les difficultés surgirent.

### **Que s'est-il passé ?**

Le volontaire qui devait la neutraliser avait de strictes instructions et les a suivies. Il ordonna au maton de ne pas bouger. Il n'était là qu'à quelques centimètres de l'alarme, et à sa droite se trouvait l'interphone le reliant au bureau central de sécurité. Un autre encore le reliait à la porte du bloc H 7 et, enfin, il avait un téléphone sur son bureau. Le volontaire le tenant en joue l'a informé que le bloc H 7 était sous le contrôle de l'Armée Républicaine Irlandaise et qu'aucun mal ne lui serait fait s'il faisait ce qu'on lui demandait. Mais, au lieu de se coucher à terre, il fit un mouvement vers l'alarme. Il reçut immédiatement deux balles dans la tête.

Le bruit sourd des détonations attira l'attention du maton qui était à l'extérieur. « Bic » surgit et maîtrisa celui-ci.



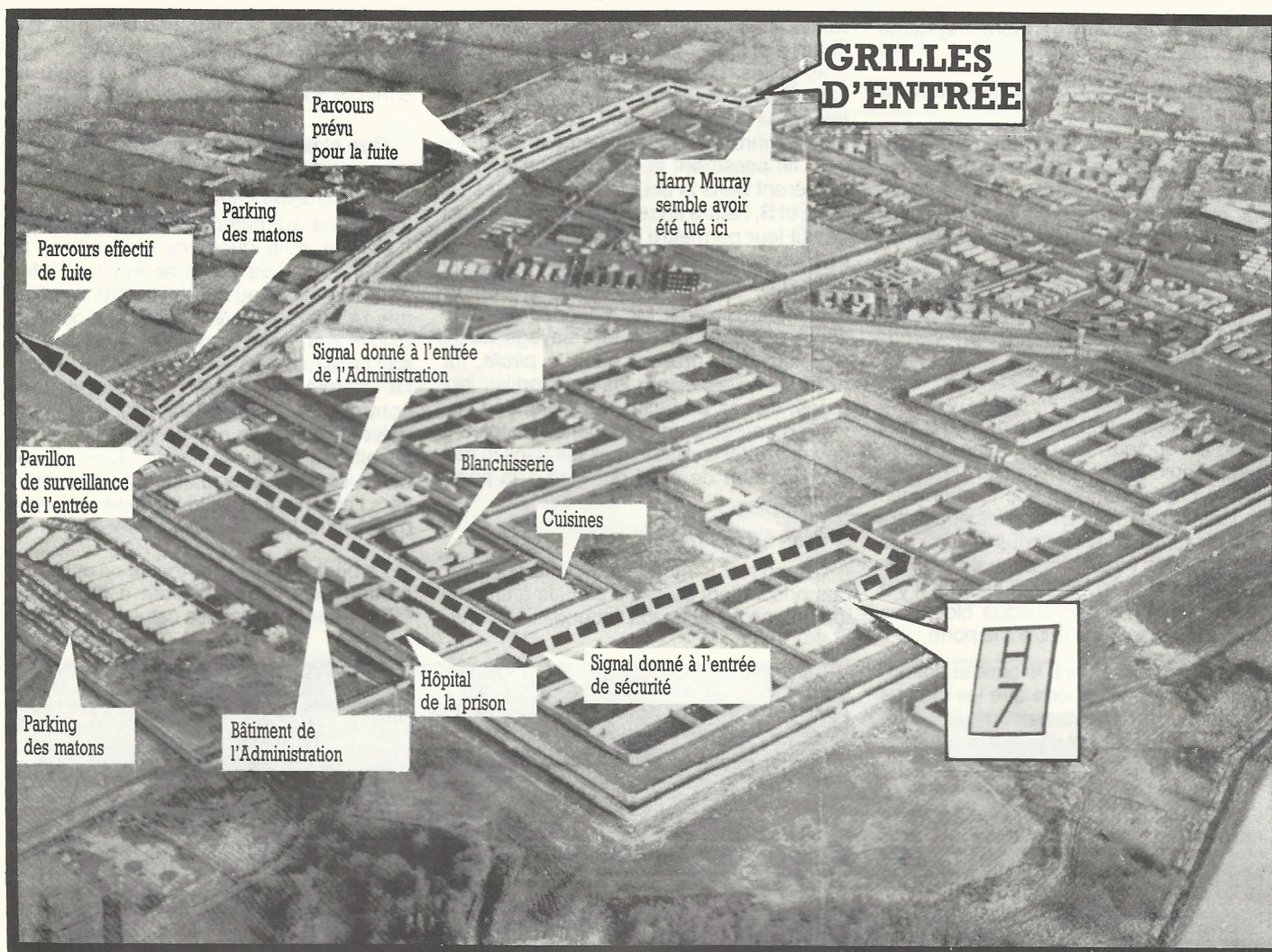
« Trois douzaines plus deux, tous dehors pour le ragoût ! »

celui-ci se rendit vers le mess, deux volontaires le suivirent et le bloquèrent avec une arme. Il en fut de même pour une demi-douzaine de matons qui se rafraîchissaient.

Les deux prisonniers qui traînaient dans les couloirs entre chacune des deux ailes arrêtaient les deux matons qui étaient là. D'autres prisonniers armés de marteaux et de burins, placés aux endroits stratégiques, maîtrisèrent ceux des cantines et des ailes, à peu près trois ou quatre dans chaque aile.

Il ouvrit la première grille avec les clés du maton. Ayant déjà ouvert la deuxième, nous les avons laissés entrer. Nous avons alors amené le médecin qui pouvait disposer de tous les médicaments dont il avait besoin. Les consignes étaient très strictes. Aucun volontaire ne devait humilier, maltraiter ou blesser un maton, sauf en cas d'absolue nécessité. Aucune de leurs affaires personnelles ne devaient être touchées.





« Comment nous avons fait... »

### Où les avez-vous tous gardés ?

Dans les blocs, les matons ont été emmenés dans des cellules doubles. On les a fait se déshabiller et on les a attachés l'un à l'autre, les mains derrière le dos. On leur a donné des couvertures pour se couvrir et afin de conserver leur dignité. Certains d'entre nous étant d'anciens « *Blanket men* », nous avons conscience de l'humiliation que constituent les fouilles corporelles et les miroirs. Lorsque les matons des blocs furent solidement ligotés, nous nous sommes occupés de ceux du mess dans le *circle*. Eux aussi durent retirer leurs uniformes. Nous les avons attachés et transférés dans les salles de cours. Ils avaient les pieds libres et étaient confortablement installés sur des chaises et des bancs.

### Comment avez-vous passé les grilles ?

Deux volontaires déguisés en gardiens, dont un portait une couverture, sortirent dans le hall. « *Bic* » Mc Farlane recommandait à balayer. Aucun volontaire n'est autorisé à approcher la grille sans être accompagné d'un maton, aussi leur présence était-elle normale.

Nous étions étonnés de la transformation que nos uniformes permettaient. Il était vraiment difficile de reconnaître nos camarades ! « *Bic* » s'approcha donc de la grille

et demanda s'il pouvait balayer l'enceinte. Le maton ouvrit la grille et fut alors immédiatement saisi et raccompagné au H 7. Nos hommes sont maintenant maîtres de la grille. Celui qui porte la couverture la laisse tomber à terre pour regarder sous la grille. Cela nous confirmait qu'il n'y avait personne en mouvement hors du H 7. Il ne nous restait plus qu'à attendre l'arrivée du camion de nourriture.

A l'intérieur du bloc, d'autres hommes qui devaient s'habiller en maton choisissaient leur uniforme. On demanda aux matons la marque, l'immatriculation, et la position de leur voiture dans les parkings et où étaient leurs clés. D'autres volontaires devaient, eux, lire et évaluer l'importance des dossiers de sécurité concernant les prisonniers et détruire ceux qui leur semblaient permettre une identification rapide des fugitifs, 38 en tout. Ils devaient aussi emporter toute information écrite susceptible d'intéresser le service de renseignements de l'IRA.

Nous avions besoin d'une voiture pour les cinq derniers à sortir. Ils devaient prendre et tenir le poste de contrôle jusqu'à ce que le camion de nourriture soit suffisamment loin. La plupart des voitures de matons était cependant près du terrain de foot et donc peu accessibles.

### Que serait-il arrivé s'il y avait eu un appel de l'extérieur dans le bloc pendant que tout cela se passait ?

Si un appel parvenait à la salle de contrôle, un des matons qui se trouvaient étendus à terre devait répondre. Si un maton était demandé précisément, celui qui répondait devait faire patienter l'appelleur. Nous aurions été chercher le maton en question en menaçant d'exécuter son collègue avec lequel il était attaché, et qui avait un revolver muni d'un silencieux dans la bouche, s'il commettait la moindre erreur. Lui-même aurait été exécuté s'il ne modifiait pas ses propos. A ce stade, personne n'est assez fou pour demander à voir pour croire. Mais, heureusement, il n'y a eu aucun appel.

### Et les autres prisonniers ?

L'officier des opérations fit alors un examen de toutes les positions et vérifia que toutes les tâches aient été accomplies. La situation évaluée, nous avons rassemblé tous les prisonniers dans leurs cantines respectives et lu une déclaration déjà préparée qui expliquait qu'une opération militaire de l'IRA était en cours et que les prisonniers qui n'avaient pas reçu d'ordres et qui n'étaient pas impliqués, devaient retourner dans leurs cellules afin de présen-



ver leur propre sécurité. Ils devaient fermer leur porte et mettre leur radio.

### Que s'est-il passé avec le camion de nourriture?

Le camion de nourriture arriva et les deux volontaires qui se trouvaient aux grilles lui firent signe de passer. Il y avait à l'intérieur un maton et son aide, un condamné. Celui-ci, nous l'avons appris plus tard, eut les dents de devant cassées par les matons en guise de représailles.

Le camion recula jusqu'à la porte et, quand le maton sortit, les volontaires l'arrêtèrent. Il eut d'abord une réaction d'incrédulité, mais la vue d'autres matons ligotés lui fut d'un effet salutaire. Lui et son collègue furent emmenés et allongés dans le bureau du médecin.

### Comment les 38 ont-ils quitté le bloc?

Un volontaire en uniforme de maton s'allongea sur le sol dans la cabine du camion en pointant son pistolet sur le maton. Celui-ci savait que, condamné à perpétuité, le volontaire n'avait rien à perdre, il savait aussi qu'une bombe était posée sous son siège. De plus, sa porte fut attachée pour l'empêcher de s'enfuir. Le maton dû s'asseoir comme si tout était normal et les 37 autres hommes, dont 9 étaient en uniformes, prirent place dans le fourgon qui avait été vidé. La bâche fut alors rabattue.

Le camion démarra. Nous sommes passés à travers les 2 grilles du H 7 et nous avons tourné à gauche, laissant derrière nous deux volontaires en tenue de prison. Ils faisaient partie de l'arrière garde qui devait protéger le bloc. Le camion passa encore les grilles du H 6, la seule chose inhabituelle étant que la bâche était rabattue : les matons étant par nature des feignants, ils la laissent d'habitude ouverte.

Il fut ordonné au conducteur de conduire très lentement en passant près des cuisines et son aide qui normalement n'allait pas plus loin fut plaqué au sol. Nous sommes alors passés devant l'hôpital où nos camarades sont morts en grève de la faim il y a deux ans.

### Quelle ambiance régnait-il?

Evidemment, tout le monde était très tendu dans le camion pendant ce long voyage. Deux minutes qui s'éternisèrent. Puis, nous avons passé la réception et on nous a fait signe de passer par le bloc administratif.

### Que se serait-il passé si l'on vous avait interpellé à ces grilles?

Nous avions prévu d'arrêter tout maton qui poserait des problèmes et de le remplacer par certains de nos hommes. Mais rien de tout cela ne s'est produit.

Le camion est entré dans un entrepôt dans lequel étaient garés environ 15 camions et des bus de liaison. C'était près du poste de contrôle qui était notre prochain objectif. Après un rapide contrôle de la situation, nous nous sommes garés hors de vue du poste de garde de l'Armée britannique. Une section en uniforme de l'Unité

d'Active est descendue (11 hommes en tout). C'est ici que les choses ont mal tournées.

### Qu'était-il prévu?

Le conducteur devait prendre le camion et sortir de l'entrepôt pour aller vers la « zone de passage », (le sas d'entrée), juste devant le poste de contrôle.

Il y a là deux grilles de passage, dont celle qui se trouve le plus à l'extérieur, avec deux énormes battants en métal, et qui fonctionne par un système hydraulique. Ces portes-là mènent à la route qui entoure tout le camp carcéral. Là, deux volontaires devaient arrêter le maton lorsqu'il sortait pour ouvrir la grille. D'autres devaient arrêter leur surveillant chef et les matons qui se trouvaient dans le poste de contrôle. D'autres encore étaient chargés de maintenir une surveillance derrière le tourniquet. Deux autres enfin devaient aller jusqu'au chemin de ronde et maîtriser le maton qui avait sous ses yeux les caméras de surveillance. Au moindre problème, nous devions tirer sur les matons qui résistaient avec un pistolet muni d'un silencieux, car nous n'étions qu'à quinze mètres d'un Britannique installé dans le poste d'observation.

Un autre volontaire devait contrôler la zone de passage et arrêter systématiquement tous les matons qui s'y présentaient.

## la presse du mouvement républicain



« The Starry Plough » est le mensuel de l'Irish Republican Socialist Party. On peut se le procurer en écrivant aux sièges de l'Irps dans trois villes :

- An Runai. 34 Upper Gardiner St. Dublin 1.
- 392 Falls Road, Belfast. Irlande du Nord.
- 8 Chamberlain St. Derry. Irlande du Nord.



« An Phoblacht, Republican News » est, quant à lui, l'hebdomadaire de l'aile « provisoire » du mouvement républicain. On le trouve principalement à deux adresses :

- 44 Parnell Square. Dublin 1.
- 51/53 Falls Road. Belfast. Irlande du Nord.

raient. Une fois la prise du poste de contrôle assurée, nous aurions attaché le chauffeur du camion et son aide dans le poste de contrôle. Tous les volontaires, en dehors des cinq qui devaient rester en arrière pendant dix minutes, montaient dans le camion pour passer la porte hydraulique et s'engager vers la zone de contrôle principale à environ trois cents mètres de là, à la hauteur d'un autre poste de contrôle et de la dernière grille avant la liberté.

Celle-ci était contrôlée par un maton et par un Brit. Là, si un maton insistait pour fouiller l'arrière du camion, nous devions le laisser venir jusqu'à un angle mort par rapport à la grille. Une fois neutralisé, il aurait été mené jusqu'au poste de contrôle où les trois ou quatre matons présents auraient été arrêtés par deux hommes. Les volontaires qui se trouvaient dans le camion auraient alors reçu des laissez-passer en blanc et une carte qui est régulièrement changée pour des raisons de sécurité. Le camion aurait alors pu franchir la dernière grille après avoir été vérifié par le maton et le Brit.

A ce moment, les cinq hommes se trouvant dans le petit poste de contrôle à l'intérieur du camp devaient prendre l'une des voitures de matons ou forcer l'un d'eux à amener son véhicule. Après les avoir tous attachés, nos hommes devaient évacuer le poste. Les cinq volontaires, dont l'un devait s'allonger au sol de la voiture, devaient se diriger vers le périmètre de sécurité qui était encore sous le contrôle de deux volontaires. Un volontaire déguisé devait alors arrêter le véhicule, le fouiller, et les passagers visibles devaient entrer dans le poste afin d'obtenir leurs laissez-passer. Les deux hommes les plus petits participant à l'opération devaient monter dans le coffre, la voiture pouvant alors aller vers la grille.

### Quatre matons dans une seule voiture n'auraient-ils pas pu sembler suspects?

Non, pas du tout. Du fait de la réduction du remboursement de leurs frais de transports et à la suite d'actions revendicatives, ils ne se déplaçaient plus récemment qu'à trois ou quatre par voiture. Ils se plaignaient constamment du prix de l'essence. Nous avions vraiment tout prévu.

Dès lors que nous aurions été hors du camp, il ne se serait écoulé que quelques minutes avant que quelqu'un ne passe dans la zone où nous avions laissé des prisonniers ligotés. Dès que cette agitation aurait été remarquée, et alors que nous aurions rejoints nos planques — car il y avait un fort appui de l'extérieur — l'Armée Républicaine Irlandaise devait immédiatement faire une déclaration annonçant l'évasion, avant que Stormont Castle n'ait eu le temps de s'y préparer et n'en ait même entendu parler. Cela pouvait faire tomber Prior.

### Mais que s'est-il passé en fait au poste de contrôle?

Il y avait beaucoup trop de matons qui prenaient ou quittaient leur service, ce qui fait qu'au lieu d'en arrêter six, nous en avions vingt ou trente allongés dans le poste. En fait, nous commençons à res-



sembler aux matons avec nos prisonniers du H 7 et ceux-ci en plus. Bien que la plupart d'entre eux coopérait, un ou deux n'arrêtaient pas de craquer et tentaient d'attaquer nos volontaires.

Nous avions un plan d'urgence en cas d'encombrement dans cette zone qui empêchait une évacuation totale, et qui consistait en ce qu'un certain nombre de volontaires, préalablement choisis, devaient sacrifier leur liberté et rester en arrière afin de couvrir le camion qui devait prioritairement s'évader.

Certains volontaires se chargeaient particulièrement des bagarres sporadiques, mais il faut tenir compte du fait que les vingt-six habillés en civil dans le camion n'étaient pas visibles et que les matons ne mesuraient pas encore l'ampleur de l'évacuation. Trois matons attaquèrent un volontaire qui gardait, seul, une alarme. Ils furent contraints de reculer sous la menace d'un pistolet, mais ils continuaient d'hurler. Un autre maton refusa d'entrer dans le poste de contrôle et s'enfuit vers le bloc administratif en utilisant son sifflet.

Sur les caméras vidéos, nous pouvions voir six matons qui venaient prendre leur service et six autres qui le quittaient. L'offi-

cier des opérations prit alors la décision de faire rester la section préalablement choisie afin de contrôler la zone et le feu vert fut donné au camion.

Mais, d'autres matons qui arrivaient se sont rendus compte de ce qui se passait et nous ont résisté. Le téléphone se mit à sonner sans arrêt et nous comprîmes que l'alarme avait été donnée. Au moment où le camion passa la grille, deux matons précipitèrent leurs voitures devant lui afin de le bloquer. Une bataille rangée s'engagea alors avec les matons qui avaient sorti leurs matraques. Dans le poste de contrôle, les matons prisonniers se sentirent plus sûrs d'eux et commencèrent à proférer des menaces.

Nous aurions probablement pu percuter les deux voitures, mais le camion aurait alors dû passer devant quatre autres postes de sentinelles, et les Brits, alors au courant, l'aurait criblé de balles, ce qui aurait coûté la vie de plusieurs volontaires. Big Bobby Storey cria alors que c'était foutu. Nous semblions nous rendre, mais ce n'était que du bluff. Une sérieuse bagarre a alors éclaté et de nombreux matons furent poignardés. A ce point, Bobby a demandé à l'officier, qui était en tête, de sortir du poste et de calmer les esprits en expliquant que

c'était gagné. Celui-ci a calmé nos hommes et lorsque les vingt-six sont descendus du camion, les matons ont vu à combien d'hommes ils devaient faire face, ce qui provoqua un flottement dans leurs rangs.

C'est à ce moment que le grand Bobby cria « *en avant!* ». Tout le monde se précipita à travers les champs, en piétinant les barbelés, et quelques coups de fusils et de pistolets raisonnèrent. Les Brits ne parvenaient plus à discerner qui était qui, car quelques matons étaient habillés en ouvriers ou en civils, tandis que certains d'entre nous étaient habillés en matons.

Il semble que quelques hommes ont réquisitionné une voiture de maton et se sont dirigés vers la porte du périmètre de sécurité. Nous pensons que c'est là qu'on a abattu Harry Murray et que la photographie d'une voiture en travers de la grille que l'on a vu dans les journaux était celle où il se trouvait, à moins que ce ne soit celle d'un maton qui lui bloquait la sortie.

Une fois sur la route, des voitures furent arrêtées et réquisitionnées, et quelques volontaires réussirent à passer le cordon que la Ruc installa immédiatement autour de la prison. Mais, les dix-neuf d'entre nous qui réussirent à quitter l'endroit sont maintenant sains et saufs. ■

« Ouvrir les portes de Long Kesh, transport de viande pour 38. »





Les mouchards au service de l'impérialisme britannique

# La lutte contre les «supergrasses»

**I**L NE S'AGIT PAS ici de revenir sur le sens politique de l'utilisation de la délation par les Brits ni sur l'analyse des plans de la contreguérilla en Irlande. Mais comme le soulignent les camarades de l'Irps dans l'interview que nous publions dans ces colonnes, c'est à un niveau européen qu'a été lancé et expérimenté l'usage des « *repentis* » comme méthode de destruction politique et psychologique de la guérilla. C'est en cela, et malgré les spécificités de la situation irlandaise, qu'il nous semble important d'examiner comment le mouvement républicain a jusqu'ici combattu — et quasiment fait échouer — l'opération politique que tentait l'impérialisme britannique à travers la campagne des « *supergrasses* ».

La première riposte à cette attaque fut, tout d'abord, la création des comités de « *Relatives for justice* », composés des parents et amis de militants républicains poursuivis et emprisonnés sur la foi des déclarations de mouchards. Ces comités ont impulsé une campagne de masse d'information et de dénonciation sur cette question, et ont assuré le suivi des procès et la liaison avec les prisonniers. Outre leur indéniable efficacité pratique, ces comités, par leur travail constant, ont permis d'éviter que l'usage des traîtres n'instaure la défiance dans le tissu communautaire républicain et n'isole les organisations clandestines.

En effet, l'offensive britannique visait l'ensemble de la communauté républicaine. La riposte ne pouvait venir que d'une mobilisation massive de la population des aires « *catholiques* », car une réponse strictement militaire n'aurait pu se situer au niveau de l'attaque et aurait engendré un cercle vicieux trahison-punition-défiance.

Et, de fait, en Irlande du Nord sous occupation britannique, le tissu communautaire dans les quartiers républicains est trop dense et compact, la nécessité de la lutte armée contre les Brits est trop évidente à chacun, pour que le discours porté par les mouchards et leurs maîtres sur l'inutilité du combat ou sur une éventuelle amnistie ait un quelconque écho. C'est pourquoi, à la différence d'autres pays européens, la dimension de corruption et de marchandage individuel, visant à porter des coups répressifs ponctuels, l'emporte sur l'efficacité hypothétique d'une opération idéologique globale.

L'objectif est bien sûr de démoraliser le mouvement républicain, mais, pour être

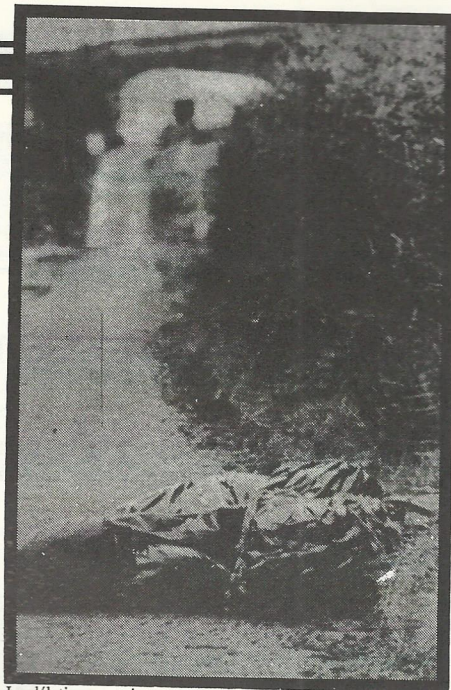
atteint, il nécessite qu'un nombre important de militants soit emprisonné sur la base de dénonciations. Mais il est indéniable que cette nouvelle arme de l'impérialisme britannique n'a en rien entamé la cohésion et la détermination de la communauté républicaine.

Parallèlement à cette mobilisation large, les organisations clandestines ont aussi développé un niveau de riposte militaire, en enlevant des proches ou des parents des mouchards — comme ce fut le cas de la femme de Kirkpatrick, ancien militant républicain socialiste de Belfast vendu à l'ennemi, qui fut longuement détenue par l'Inla — afin de contraindre les traîtres à se rétracter.

Ces actions s'inséraient bien sûr dans la campagne d'ensemble contre les « *supergrasses* », par rapport à laquelle elles n'étaient ni étrangères, ni parachutées. Le sentiment unanime dans la communauté était que les délateurs manifestaient un tel degré de renoncement de leur identité politique et humaine que la mort d'un proche ne pouvait les émouvoir. Ils se trouvaient même des habitants des quartiers « *catholiques* » qui reprochèrent aux organisations clandestines leurs scrupules et demandèrent l'aggravation des représailles.

C'est donc toutefois l'ensemble de la communauté qui discuta, et en définitive accepta, le niveau de riposte militaire. Les actions ne furent ainsi jamais perçues comme de simples règlements de compte internes aux organisations clandestines, mais bien comme relevant de la responsabilité de l'ensemble du mouvement républicain. Mais il s'agissait plus d'apporter une réponse frontale au problème que de réagir cas par cas à chaque extorsion d'informations.

C'est alors qu'intervint la retentissante évasion des 38 prisonniers républicains de Long Kesh, prison « *modèle* » et réputée l'une des plus « *sûres* » d'Europe. Si cette opération a représenté une formidable prouesse technico-militaire, elle a surtout constitué une cinglante victoire sur la campagne de démoralisation tentée par l'impérialisme britannique. Elle a clairement signifié aux yeux de tous que l'occupant pouvait avoir recours à des méthodes de répression les plus sophistiquées et y investir des milliards de livres sterling, il n'en était pas pour autant invincible. S'il tente d'organiser des fuites d'informations au sein du mouvement républicain, il n'en a pas moins dû encaisser la plus superbe fuite de son système de contrôle et d'enfermement.



La délation ne paie pas...

A l'arbitraire de l'emprisonnement ennemi, les « *fugitifs* » ont répondu par une leçon d'humanité combattante : pour permettre aux prisonniers purgeant les plus longues peines de partir, certains prisonniers républicains ont choisi de rester afin de couvrir l'évasion. Et, le soir même, la confirmation de la portée de la victoire se lisait sur les visages déconfits des laquais de Thatcher, Paisley, Prior et consorts...

A ce stade, l'opération politique tentée par l'impérialisme britannique était déjà sévèrement compromise. Il ne lui restait plus que les coups portés à un niveau strictement policier, par les nombreuses arrestations sans preuves que permettaient les déclarations des mouchards. Mais, là aussi, il dut essayer de sérieux revers.

L'un des plus fameux « *supergrasses* », Robert Lean, se rétracta de manière particulièrement retentissante. Ayant échappé aux flics, il tint une conférence de presse télévisée dans les locaux de *Sinn Féin* à Belfast, au cours de laquelle il expliqua comment ses déclarations lui avaient été arrachées par les Brits. Non seulement la justice d'occupation fut une nouvelle fois ridiculisée, mais elle vit de plus se retourner contre elle l'arme dont elle s'était dotée. Car si un militant peut être emprisonné à vie sur la foi des déclarations d'un délateur, la simple rétractation de ce dernier le remet automatiquement en liberté. Et c'est ainsi qu'au lendemain de la conférence de presse, onze militants républicains sortirent de prison.

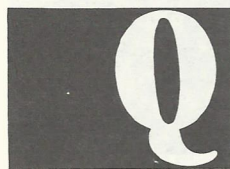
Depuis, d'autres mouchards se sont eux aussi rétractés sans que la police britannique ne puisse leur faire payer cet affront. En effet, comme délateurs, ils ont bénéficié des « *faveurs* » de la justice, et celle-ci ne peut les rejurer et les condamner sur des actes pour lesquels elle les a préalablement innocentés.

Ainsi, même les résultats strictement policiers de l'opération « *supergrasses* » sont eux aussi de plus en plus grignotés. La baudruche s'est dégonflée jusqu'à n'être plus qu'une peau de chagrin. Et l'ensemble de l'opération politique que tentait l'impérialisme britannique a été mise en échec comme rarement...



Interview des Commandos Autonomes Anticapitalistes

# «Créer un esprit d'autodéfense populaire hors des hiérarchies»



**QUESTION. —**  
**Pourriez-vous commencer par un peu d'histoire?**

**Réponse. —** Notre apparition peut être située vers la fin de l'année 1977, en plein essor des luttes radicales et assembléistes. Un tas de groupes assembléistes pululait à cette époque, participant à toutes les luttes et leur imprimant un caractère autonome et de classe. Il faut dire que ces secteurs avaient alors une importance sociale énorme et leur dynamique assembléiste prévalut dans toutes les luttes importantes qui se déroulèrent ces années-là : Vitoria, Renteria, luttes d'usine...

## Passer à l'action directe

Groupes de jeunes provenant de ces secteurs, nous vîmes la nécessité de passer à l'action directe, de défendre par les armes ce pour quoi nous luttons. C'est ainsi que nous décidâmes de former une organisation à caractère autonome, indépendantiste et anticapitaliste, notre objectif étant de créer un esprit d'autodéfense populaire hors des hiérarchies militaires qui, comme ETA, luttent également les armes à la main.

**Mais cette situation que vous venez de décrire a changé aujourd'hui.**

C'est évident. Avec la légalisation des partis politiques et des centrales syndicales, l'Etat commença à réaliser un processus de concession de libertés afin de fermer la voie à d'autres formes d'organisation qui mettaient en avant des revendications beaucoup plus dangereuses. Avant la mise en place de la réforme, en Euskadi, il existait un mouvement autonome, assembléiste, voulant réaliser un pouvoir ouvrier alternatif, qui mettait en avant l'auto-organisation et l'autogestion comme alternatives au capitalisme.

## Un mouvement ouvrier domestiqué

Aujourd'hui, ce qui prédomine, c'est un mouvement ouvrier domestiqué, sauf d'heureuses exceptions, qui ne réclame que plus de salaire et plus d'améliorations et qui accepte la situation actuelle. Pour nous, ce changement ne s'est pas opéré par hasard, il est bien plutôt le fruit d'un

pacte entre le capitalisme et le système des partis pour maintenir le mouvement ouvrier bien discipliné.

Dans cette transformation de la classe ouvrière, les syndicats ont eu une responsabilité historique. Depuis leur légalisation, les centrales syndicales ont mené une politique très concrète, se présentant comme les seuls représentants valables des travailleurs, marginalisant ceux qui croient en des positions d'auto-organisation de tout procès de négociation de convention, etc., criminalisant l'assemblée et lançant la répression patronale contre tous ceux qui n'entrent pas dans les cadres de lutte établis par eux.

Tout cela, dans le contexte de chômage, de crise et de répression existant, a eu comme conséquence que de larges secteurs de travailleurs, surtout les moins combattifs, se défont de l'autonomie ouvrière comme pratique de classe et délèguent toute leur confiance aux partis et aux syndicats ouvriers.

**Que pensez-vous de la situation politique actuelle : les dernières élections, la**

**LOAPA (loi sur les autonomies régionales, Ndt), etc.**

La victoire socialiste du 28 octobre était tout à fait prévisible. La social-démocratie est parvenue au pouvoir afin de tenter de mener à bien le processus de « démocratisation », que nous appelons procès de contrôle social, que n'a pas pu mener l'UCD (1).

Leur politique apparaît clairement : agir fermement contre les secteurs qui n'ont pas avalé la réforme pour gagner ainsi la confiance de l'armée et de l'oligarchie espagnole, véritables piliers du pouvoir établi. Tandis qu'en appliquant de petites réformes, comme l'expropriation de Rumasa (2) ou la loi sur le cumul des fonctions, ils essaient de maintenir et d'améliorer leur image dans leur électoralat.

Le plan Zen (3), les reconversions industrielles qu'ils sont en train de mener à bien, montrent dans la pratique le véritable caractère du gouvernement social-démocrate et en disent par ailleurs suffisamment sur l'incapacité des institutions autonomes à répondre à ces attaques du gouvernement central.

Affrontements à Bayonne après l'assassinat d'un réfugié, en décembre dernier.





**Quelle analyse faites-vous des secteurs qui ont appuyé la réforme en Euskadi?**

## Le conglomérat rupturiste

Je crois que tu te réfères au secteur *rupturiste*. Il faudrait, là, faire une différenciation. Le secteur *rupturiste* est un énorme conglomérat dans lequel il y a de tout. Depuis ceux qui rejettent seulement l'actuel cadre institutionnel jusqu'à ceux, dont nous sommes, qui mettent en question toute forme de pouvoir et de participation aux institutions bourgeoises.

**Où situez-vous Herri Batasuna (4) dans la différenciation que vous venez de signaler?**

Bien qu'il y ait actuellement un débat à ce propos dans HB, ils se situent pour nous dans le premier groupe. C'est-à-dire qu'ils mettent aujourd'hui en question le fait d'être dans les institutions parce qu'elles émanent d'une Constitution rejetée, mais ils ne mettent pas en question le fait d'être présents dans les institutions en tant que telles. Autrement dit, si demain le rapport de forces changeait, nous ne croyons pas qu'HB verrait d'inconvénients à se présenter.

De plus, il ne faut pas oublier qu'HB participe aux municipalités, qui sont pour nous un maillon du système capitaliste, une institution de plus, contrastant avec la pratique de contre-pouvoir populaire dont nous sommes partisans.

## Une vision dirigiste des luttes

Un autre aspect d'HB qu'il faut signaler est leur vision dirigiste des luttes et le modèle hiérarchique, bien que non traditionnel, qu'ils utilisent. Il existe dans cette coalition, bien que l'on y parle d'auto-organisation et d'assemblées, des dirigeants que l'on mythifie et que l'on désigne comme des guides dans le processus révolutionnaire. Il convient enfin de signaler également leur position ambiguë face à la lutte de classe et leur politique résolument électoraliste.

Malgré tout cela, HB a réussi à rassembler la majorité des groupes *rupturistes* en Euskadi. Mais nous ne devons pas oublier qu'il reste encore beaucoup de luttes et de terrains précis, comme l'usine, l'anticléaire et les mouvements marginaux, les chômeurs, etc., où la lutte se pose en termes globaux.

**Et que pensez-vous du problème national?**

Pour nous, ce problème est relié au problème de classe. Il ne peut y avoir de solutions différenciées. Nous nous déclarons indépendantistes. Nous sommes Basques, nous appartenons à un peuple très différent des autres, tant sur les plans culturel, ethnique que linguistique.

En tant qu'autonomes, nous assumons la lutte pour l'indépendance comme rupture avec tout type de dépendance natio-



Manifestation à Saint-Jean de Luz en janvier.

nale, économique, écologique, etc., au travers de l'autogestion généralisée, garantie d'une réelle indépendance, solidaire des autres nations et communautés.

**Quel rôle joue l'euskera (la langue basque, Ndt) dans ce processus?**

Un rôle primordial. La langue conduit le procès des peuples. L'*euskera* n'est pas seulement un moyen de communication, elle est enracinée dans l'histoire de notre peuple, dans notre être et dans notre sensibilité. Il est réellement absurde de penser à une Euskadi sans *euskera*.

## L'auto-organisation

**Qu'est-ce qui vous différencie d'ETA (militaire)?**

Bon, pour sérieux, nous pourrions établir deux groupes de différences : d'un côté les différences organisationnelles, de l'autre les différences idéologiques, bien qu'il soit clair que les unes sont les conséquences des autres. Sur le plan organisationnel, nous voyons ETA comme une organisation fortement hiérarchisée. Pour nous, c'est une grave contradiction. Notre organisation rejette le contrôle des uns sur les autres. Tout le pouvoir de décision réside dans l'assemblée où chaque groupe de base a une complète autonomie. Nous nous basons sur l'auto-organisation comme forme organisationnelle et sur l'action directe comme méthode de lutte.

Sur le plan idéologique, les différences sont radicales. ETA prétend diriger le processus révolutionnaire en Euskadi vers l'alternative KAS (5) et, pour ce faire, elle se base sur les partis qui appuient et luttent pour cette alternative : ANV, HASI, JARRAI... Pour nous, les partis et les syndicats sont des organes de contrôle social. Bien que ces partis se proclament révolutionnaires, il est utopique de vouloir les réformer, de dire qu'ils sont « nouveaux » ou plus révolutionnaires, parce qu'avec le temps, ils auraient la même fonction : diriger et contrôler les luttes.

Il nous est impossible de concevoir qu'une organisation militaire dirige un pro-

cessus révolutionnaire. Nous concevons la lutte armée comme un moyen de développer une conscience d'autodéfense populaire, qui engendre une offensive populaire pour la destruction du système.

Jusqu'à maintenant, notre pratique a également établi ces différences. ETA pratique une lutte armée centrée principalement sur le terrain antirépressif. Nous, nous développons une lutte armée plus globale, où le terrain antirépressif est un terrain de plus, mais pas le seul. Les syndicats, les conflits du travail, les capitalistes, etc., sont des terrains où nous sommes intervenus puisque c'est également là que le capitalisme tente de se trouver des issues.

**Et avec ETA (politico-militaire)?**

Pourquoi parler d'ETA (pm)? Mise à part leur composition hiérarchique, leur compromis avec la réforme les a menés à la quasi-désintégration. De toute manière, nous voulons que cette interview serve à éclaircir des positions parmi tous ceux qui luttent contre le système, et ETA (pm) s'est plutôt distinguée en le renforçant.

## Bloquer l'offensive de répression patronale

**Au cas où le gouvernement négocierait l'alternative KAS, pensez-vous continuer de pratiquer la lutte armée?**

Il n'y a pas de doute qu'aujourd'hui, au moins de notre point de vue, les conditions pour développer la lutte armée existent. Ce qu'il faudrait voir, c'est si les points de l'alternative KAS seraient suffisants pour mettre à bas les conditions qui existent aujourd'hui : répression sur tous les terrains, négation de la nation basque, politique de restructuration et licenciements. A notre avis, des points comme « des améliorations pour la classe ouvrière » ou « substitution des corps répressifs par d'autres au service du peuple » sont très ambigus, et nous verrons si leur développement empêche l'offensive de répression patronale que mène le capital, ou si la « basquisation » de la police sert le peuple



ou le réprime comme nous avons déjà eu l'occasion de le vérifier.

De toute façon, nous croyons que la forme et le caractère qu'acquiescerait la résistance armée dans le contexte de l'alternative KAS seraient très différents de ce qui se pratique aujourd'hui, puisque le cadre des libertés serait plus ample, et nous entrerais dans un autre processus auquel il faudrait adapter les formes d'action, s'il y avait lieu, bien entendu.

### Comment concevez-vous l'issue à la situation actuelle?

Pour commencer, il faut prendre conscience du fait que les transformations du capitalisme et la dégénérescence du mouvement ouvrier ont abouti à ce que les formes d'organisation, les formes d'action, les idées et jusqu'au vocabulaire traditionnels n'ont plus aucun sens. Conjointement à cette banqueroute des formes traditionnelles d'organisation, nous assistons à la renaissance ou à la reprise d'autres formes qui, pour nous, indiquent l'orientation du processus révolutionnaire : les luttes marginales, antimilitaristes, écologistes, contre le travail salarié, et toutes celles que le système et ses chiens de garde, les bureaucraties partitistes, ne sont pas disposés à assumer, puisqu'elles les mettent véritablement en question.

### Une lutte de longue durée

Pour nous, l'issue passe par l'impulsion de ce type de luttes, en prenant conscience et en nous préparant à une lutte de longue durée, en ayant présent à l'esprit que les méthodes et les formes d'organisation de ces luttes seront celles qui détermineront le type de société pour lequel nous luttons.

### Voulez-vous ajouter quelque chose pour conclure?

Ce que nous avons dit dans cette interview ne prétend pas être une recette. C'est une analyse différente, croyons-nous, de celles qui ont été faites jusqu'à maintenant.

Ce que nous voulons, c'est que les gens se rendent compte que personne ne va résoudre leurs problèmes, ni nous, ni d'autres. L'issue à la situation actuelle viendra lorsque les gens commenceront à être protagonistes, sans déléguer leur avenir à qui que ce soit, en ayant la conviction que sans auto-organisation, nous allons de nouveau être vendus.

**Euskadi,  
août 1983**

(1) **Union du Centre Démocratique** : conglomérat néo-franquiste de circonstance, constitué pour réaliser la transition du franquisme à la démocratie. Aujourd'hui éclaté, un parti ayant rejoint la social-démocratie, l'autre, la droite ultraconservatrice de Fraga Iribarne.

(2) **Trust** dont les magouilles étaient trop voyantes...

(3) **Zone Spéciale Nord** : plan de quadrillage militaire policier du Pays Basque.

(4) **Herri Batasuna** : Peuple Uni, coalition électorale sur des bases nationalistes radicales, regroupant diverses organisations, elle est de fait le relai politique et institutionnel (dans les mairies) d'ETA (m).

(5) **Alternative KAS** : plateforme-programme de transition présentée par la coalition de partis nationalistes radicaux. Elle est soutenue par ETA (militaire).

# Ateka, un mensuel pour la gauche abertzale

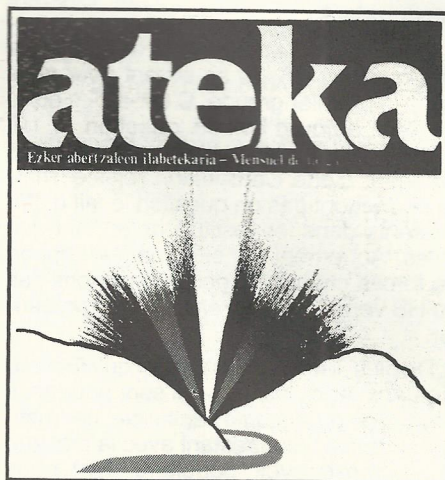
Ateka est un projet de mensuel abertzale bilingue en euskara et en français. Les camarades qui l'impulsent ne l'ont publié qu'après avoir atteint un plafond de 700 abonnements, qui leur assurera de durer. L'abonnement annuel minimum est fixé à 100 francs, mais il n'est pas interdit d'augmenter la somme. Pour mieux s'informer sur ce projet ou pour s'abonner, écrire à *Mintza* : 5, rue des Visitandines, 64100 Bayonne.

## L'écrit d'un peuple

**L**A PRATIQUE MILITANTE quotidienne n'a de sens que si elle est intégrée dans un projet politique général qui en

explique les buts et prévient les déviations. L'action et la réflexion sont les deux règles du combat des idées. Les luttes d'Euskadi Nord et les événements parfois violents ou tragiques, témoignent de la réalité et de la détermination du mouvement abertzale. Mais pour survivre, un mouvement politique doit aussi savoir exprimer ses analyses, rendre ses arguments convaincants, donner à ses slogans tout le poids qu'ils peuvent avoir. Sinon, il disparaît dans un isolement qui tôt ou tard lui est fatal. Notre démarche ne demande pas davantage d'explications et cet éditorial n'en fournira pas d'autres.

L'œil du lecteur restera donc chargé d'interrogations après ces quelques lignes et même quand il arrivera à la dernière page, il n'aura pas trouvé les réponses à toutes les questions que lui inspire ce mensuel. C'est seulement numéro après numéro, mois après mois que nous pourrions expliquer nos idées, nos revendications et les chemins que nous voulons emprunter, la durée, sur laquelle nous comptons, nous aidera à nous affirmer. Il est toutefois un point qu'il convient d'éclaircir dès aujourd'hui, celui de notre provenance : l'équipe de base qui lance cette revue appartient, il faut le dire, aux différentes sensibilités qui composent la gauche de l'échiquier politique d'Euskadi Nord. Notre revue n'en sera pas pour autant un pamphlet destiné à une seule poignée de militants convaincus, le sommaire sera vaste comme l'est l'actualité, car l'attention des abertzales n'est pas uniquement attirée par les ikastolas, les réfugiés ou quelque autre sujet précis. Les initiatives culturelles, les luttes syndicales, les événements politiques nous interpellent souvent et trouveront naturellement leur place dans nos colonnes. Il n'y aura plus de cris étouffés, ni de colleurs d'affiches issus de « cercles éternellement confinés dans l'anonymat », ni de militant à exclure de quelque débat radiophonique. Ce nouveau mensuel est une démarche originale qui redistribue bien des cartes, redessine bien des schémas et bouscule bien des habitudes.



Sans rien ignorer des expériences précédentes, sans se cacher non plus les difficultés futures que cet acte suppose, en lançant *Ateka*, la gauche abertzale se dote aujourd'hui de l'instrument de lutte qui lui faisait le plus cruellement défaut.

L'évolution du mouvement abertzale depuis 25 ans a fait que cette gauche existe, mais pour qu'elle aille de l'avant, il fallait qu'elle résiste à la tentation du repli sur elle-même, qu'elle évite le piège fatal de la marginalité. A ceux qui attendaient qu'elle s'y prennent, *Ateka* est sa réponse.

Aucun parti au monde, aucun mouvement politique ne passe un quart de siècle sans se modifier. L'échiquier Basque n'a pas échappé à cette règle et ni le Nord ni le Sud n'ont renoncé à l'enrichissement apporté par les luttes et par une réflexion murie avec le temps. Le mouvement abertzale est aujourd'hui idéologiquement pluraliste, il est fait de sensibilités et d'appréciations différentes. Le nier serait à la fois inutile et suicidaire. Dans le domaine des idées, y compris celui de leur diffusion, tout monopole nuit, fut-il le fruit d'un militantisme hebdomadaire, souvent exemplaire, dont nous avons beaucoup appris. La confrontation des thèses, au contraire, enrichit le débat.

Notre revue n'est un défi qu'à nos ennemis, les autres, ceux qui pensent que notre expression est un droit, ne doivent voir dans ces quelques pages rien de plus mais rien de moins que la preuve écrite de notre existence.

**Ateka**



Frontières...

# Un document de camarades italiens à Paris

**L**e 18 janvier 1983, se tenait à Paris une Assemblée de discussion franco-italienne. Celle-ci fut l'occasion, s'il en était encore besoin, de vérifier ce qu'est la réalité de ce que l'on appelle couramment "les réfugiés italiens". Car ceux-ci sont loin de constituer une entité, un tout unique et uniforme. Cette Assemblée fut donc l'occasion de déterminer qui se rangeait sous la bannière honteuse de la reddition — qu'elle se pare des beaux habits de l'"amnistie" ou de la "solution politique" ou qu'elle soit effrontée — et qui s'y opposait, œuvrant à défendre et préserver le patrimoine d'expérience révolutionnaire du mouvement communiste italien.

On le sait depuis que les divers Pace, Scalzone et autres avocats, architectes et professeurs d'Université ont constitué une Association croupion du gouvernement, qui mendie quelques précaires permis de séjour pour ces Messieurs en échange d'un travail de contrôle et de délation des communistes qui n'abjurent pas par leur identité : tous les militants italiens réfugiés en France ne sont pas de simples "victimes de la répression" qu'il s'agirait de couvrir et de préserver de mauvais coups. Il y a parmi eux, comme en Italie, des traîtres, vendus, repentis, dissociés en tous genres. Il y a aussi, comme en Italie, des militants révolutionnaires.

Et l'on retrouve ici intactes, et même parfois exacerbées, les mêmes frontières politiques, sociales, éthiques, culturelles qui sont en vigueur dans les rangs du mouvement révolutionnaire italien. De profondes divergences, d'importants débats animent les nombreux militants italiens qui se trouvent en France. Partie intégrante du mouvement de classe italien, au même titre que les camarades prisonniers, ces camarades ne se perçoivent pas tous comme "en congé", comme l'atteste la récente exécution du camarade **Ciro Rizzato**, militant communiste italien, à la suite d'une expropriation à Paris.

Dans le document qui suit, certains d'entre eux abordent la question de la méthode dans ces débats et critiquent vivement ceux qui les vivent dans leurs cercles élitaires, loin des masses, confondant l'élaboration politique révolutionnaire avec le bachotage universitaire. C'est aussi une interrogation qui doit parcourir et transformer, non les objectifs, mais la nature et la forme du travail de contre-information internationale effectué par *Clash*.

## « Nous voulons la clarté... »

**I**NFORMER LA classe, communiquer les expériences, les choix tactiques, politiques, l'histoire du mouvement révolutionnaire italien, par-delà les frontières, à travers des revues, des brochures et des plaquettes les plus diverses, est sans l'ombre d'un doute une chose importante et, tous comptes faits, extrêmement positive. Ce qui, à notre avis, n'est pas positif est l'absence de globalité du discours développé.

Selon nous, les camarades qui sont engagés dans ce processus de communication développent un travail d'information et dans le même temps de contre-information, mais sans aucune confrontation, sans dialogue et, pour le moins, sans aucun débat, en se limitant seulement et uniquement à la traduction de matériel historique de propagande du mouvement révolutionnaire italien.

Ce comportement nous fait venir le doute que ces camarades ne veuillent développer qu'un pur et simple travail journalistique. Faire de la politique, de la politique sérieuse (que l'on se comprenne), ne signifie pas seulement écrivasser. Nous estimons surtout que la confrontation peut servir, par exemple, à une plus ample analyse historique et il faut donc éviter que les

divers rédacteurs de brochures hégémonisent le dialogue en le trafiquant en une vérité unique.

En outre, nous voulons dire à ces camarades que les expériences, qui sont nom-

breuses et diverses dans notre histoire révolutionnaire, restent telles et dignes d'attention. Nous voulons encore nous arrêter sur un autre point (et qui a des oreilles pour entendre entendra). Malgré dix ans d'erreurs, vous avez oublié que même en étant deux choses différentes, la théorie et la pratique ne peuvent être considérées séparément. Ne vous semble-t-il pas un peu fort de prétendre que les classes exploitées donnent une juste interprétation de ce que l'on veut dire, se fiant seulement et exclusivement à des manuscrits, qui sont de plus écrits de manière difficile et le plus souvent incompréhensible ?

Il est certain qu'en se limitant qu'à la phase théorique dans un processus révolutionnaire, on ne peut aboutir qu'à un mouvement communiste fait à moitié, fait seulement de théorie ou de lottarmatisme détaché de toute réalité sociale, d'exaltation absurde à la guerre civile.

Nous voulons alors, une fois pour toutes, balayer les antiques tabous d'avant-garde, nous voulons descendre des piedestals en or, sur lesquels nous sommes trop longtemps restés commodément perchés à attendre que les masses comprennent nos bafouillages linguistiques pleins de sigles et de sous-sigles. Nous avons frappé, nous avons détruit, avec l'espoir, ou mieux la prétention, que tous comprendraient.





Mais que devaient-ils comprendre, alors que même de nombreux camarades ne comprenaient pas ce qui était en train de se dire ou de se faire? Si les causes d'une aussi radicale défaite peuvent être nombreuses, beaucoup est dû à l'incommunicabilité du langage utilisé : **presqu'un langage de race supérieure.** Ce n'est pas ce que nous voulions. Disons-le franchement, les objectifs que nous nous étions fixés étaient tout autres et bien plus splendides.

Le pouvoir utilise une technique martelante pour propager ses théories, basées sur le concept du travail, sur la crise, etc. Et, aujourd'hui, la tâche est pour nous encore plus difficile. Notre manière de communiquer est constamment mise en crise par la réalité que nous avons vécue jusqu'à maintenant, convaincus que nous étions que le militarisme, l'absence de dialogue, étaient plus que suffisants pour conquérir le ciel.

Mais, Messieurs les Intellectuels, vous rendez-vous compte qu'aujourd'hui, dans une situation où, sous la poussée toujours plus pressante du pouvoir qui réclame des "sacrifices", les masses descendent spontanément dans la rue (1), elles n'ont pas besoin de discours bien sonnants ni d'avant-gardes super-cultivées? Cette spontanéité n'est pas une chose nouvelle et ne l'a jamais été dans l'absolu. Cela devrait nous apprendre que la rébellion peut aussi naître des seules nécessités et des contradictions que le pouvoir crée lui-même.

Il se peut que ces masses qui sont dans la rue ne soient pas politisées, il se peut que la flamme de la rébellion s'éteigne à peine le pouvoir et les syndicats auront-ils commencé leur sinistre travail de pompiers. Les ruptures et les contradictions que les masses vivent dans leur propre chair restent cependant, et nous n'en sommes qu'au début.

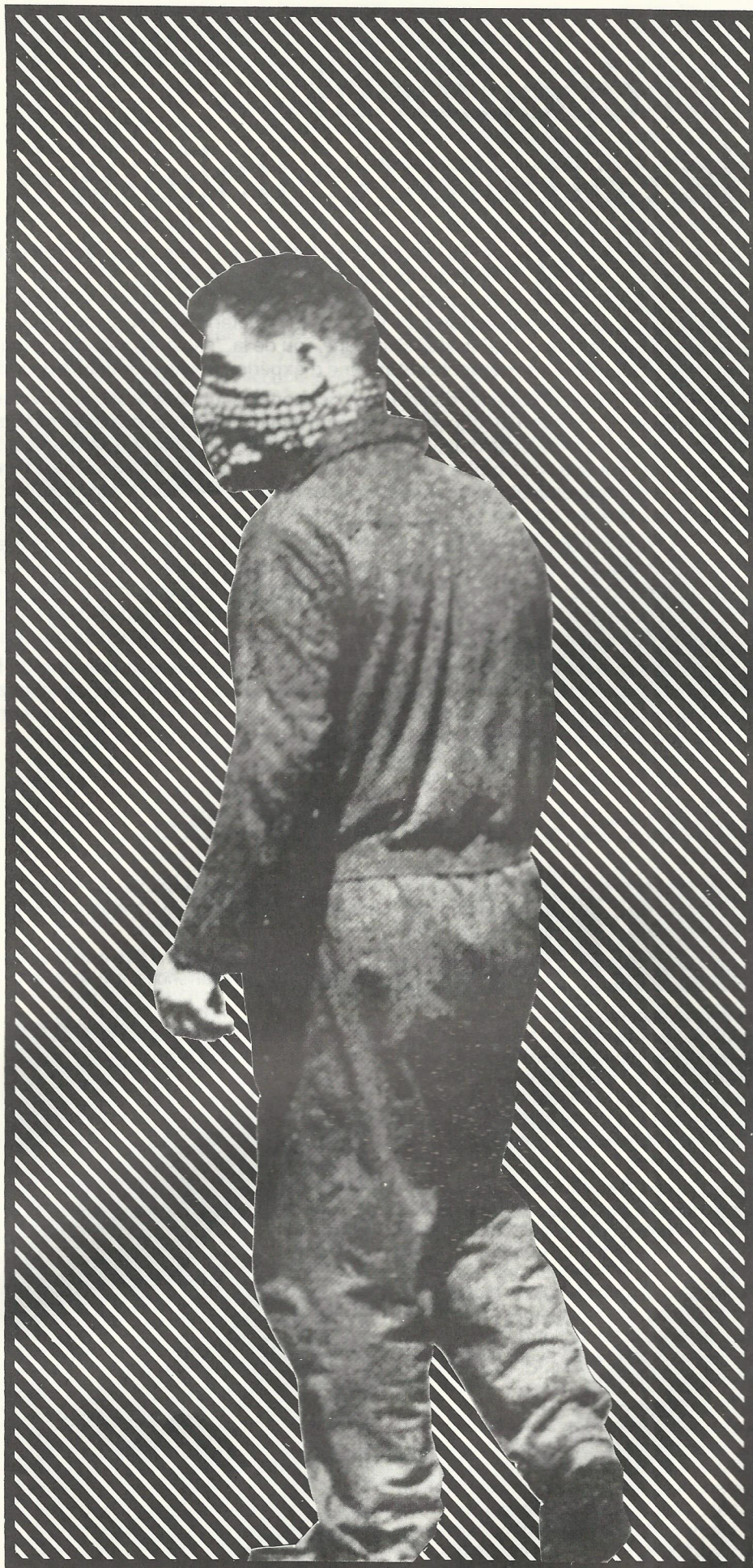
Il vaut alors la peine de descendre du piedestal et de parler, de se confronter, de communiquer à travers un langage compréhensible. Si nous voulons le bouleversement total, la révolution, nous ne devons pas oublier que ce sont et seront toujours les masses, dans la multitude de leurs formes, dans leur totalité, qui nous accompagnent.

Il faut que nous vivions avec les masses, que nous parlions la même langue qu'elles, que nous respirions le même air, que nous en comprenions les besoins et les nécessités. Il faut donc en finir avec cette attitude d'extra-terrestres.

**Un appel donc à mettre à profit les erreurs commises.** ■

**Paris,  
Des camarades  
qui n'oublient pas**

(1) Il s'agit de l'important soulèvement ouvrier et populaire qui a accueilli, au début de l'année 1983, l'annonce des mesures anti-populaires du gouvernement Fanfani, et qui a pris les syndicats au dépourvu.





Une lettre d'un prisonnier communiste italien

# Communiquer, partager l'expérience révolutionnaire

En publiant une lettre d'un camarade emprisonné, nous ne cédon's nullement à un quelconque voyeurisme morbide à l'égard de ces trop nombreux camarades qui croupissent dans les *lagers* de la démocratie Italie. Les milliers de prisonniers communistes, comme les dizaines de militants tombés au combat, comme les dizaines de milliers de prolétaires assassinés par la logique du profit, ne sont pour nous que la manifestation pressante de l'urgence du combat pour la libération de tous, emprisonnés ou non, de la nécessité de mener sans cesse la lutte contre la société de classe.

Mais nous pensons qu'il est possible et nécessaire que des liens se nouent entre les différentes expériences révolutionnaires qui vivent dans les métropoles, que l'information directe circule, que la confrontation et le débat s'instaurent. Nécessité du point de vue de l'approfondissement d'un patrimoine de classe qui nous est commun, elle est aussi nécessité de contribuer à briser l'encerclement et l'isolement auxquels sont soumis les camarades détenus dans les prisons spéciales grâce aux raffinements fascistes de l'article 90.

Arrêté il y a plusieurs années au terme d'une fusillade avec les carabinieri à la suite de l'exécution d'un responsable démocrate-chrétien de Naples, Luca Nicolotti fut longtemps militant des *Brigades rouges*. Signataire, avec d'autres prisonniers du camp de Palmi, des documents du Collectif « *Ce n'est que le début* », il est aussi parmi les militants qui annoncèrent au cours du procès Moro la constitution du *Parti-Guérilla du Prolétariat Métropolitain*. Il accumule, à travers divers procès, plusieurs condamnations à perpétuité et quelques dizaines d'années de prison. Mais un militant communiste ne se définit pas par les coups que lui porte l'ennemi. Aussi, laissons nous tout d'abord Luca Nicolotti se définir lui-même à travers ce bref extrait de la déclaration qu'il a fait au cours du récent procès contre la colonne turinoise des BR.

Extraits de la déclaration de Luca Nicolotti au procès de Turin

## « De la violence de masse est née celle de la guérilla... »

**D** EPUIS UN AN, JE SUIS briguebalé d'un procès à l'autre, aux côtés d'une dizaine d'autres camarades. Nous nous sommes retrouvés dans le Bunker du Foro Italico, puis immédiatement après à Gênes, pour quelques-uns subitement après à Milan, et maintenant, de nouveau ensemble, ici à Turin. On a gaspillé des étiquettes pour tenter de nous cataloguer : tour à tour,

nous avons été divisés en *militaristes* et *movimentistes*, irréductibles et non, chefs et simples soldats, tueurs et stratèges, etc. Mais surtout, les médias ont tenté de communiquer un message précis : notre présumé isolement qui démontrerait la défaite de douze ans de lutte armée. L'heure du règlement de comptes définitif serait arrivée ! Ce n'est pas de l'hystérie que d'affirmer que la réalité est bien différente de ce que vous voulez faire croire (...).

Cette expérience de lutte a représenté une véritable guérilla quotidienne dans laquelle nous avons construit la possibilité de détruire l'usine, de démanteler pièce après pièce ses mécanismes d'exploitation et donc de fonctionnement. Nous avons transformé la ligne en terrain d'organisation autonome. A travers les grèves en *damier*, nous avons transformé la chaîne en un instrument de sabotage des cadences et de la production en un instrument de sabotage des cadences et de la

1973 : dans les rues de Turin...



### Le parti de Mirafiori

Je suis devenu brigadiste comme beaucoup de camarades, ici, à l'usine, dans l'expérience de lutte que j'ai vécue à la Fiat, à partir des premières années soixante-dix, et qui a produit ce vaste strate d'avant-gardes que nous avons appelé « le parti informel de Mirafiori ». C'est ce strate d'avant-gardes qui a construit et dirigé l'expérience de l'occupation de Mirafiori au printemps soixante-treize, l'expérience des « *foulards rouges* » et des luttes d'équipe, de département, contre la restructuration, l'augmentation des cadences, la nocivité, la mobilité, les initiatives contre les premières tentatives de contre-attaque patronale à travers la *cassa integrazione* en 1974...

... la Mirafiori.





productivité. Nous avons transformé en armes les outils de travail, les boulons, les clés anglaises... Par la lutte, nous nous sommes réapproprié une partie du temps de travail afin de l'utiliser pour ce qui nous intéressait : pour discuter, s'organiser, jouer aux cartes, faire du trafic de radio et de matériel stéréo de contrebande, se promener dans l'usine en allant voir les amis ou les femmes... **Dans la lutte, nous nous sommes réapproprié de ces connaissances dont l'usine nous expropriait et nous les avons déchaînées collectivement contre l'usine** et son schéma ordonné et préordonné de

fonctionnement. Et c'est aussi comme cela que les tours ont commencé à ne plus fonctionner seulement pour Agnelli, mais ont travaillé à fileter les canons ou à produire des silencieux !

Dans cette expérience de lutte, la violence n'a certainement pas été un monopole des BR, ou même des organisations de guérilla, comme vous tentez au contraire de le faire croire dans ce procès comme dans les autres que vous préparez ces mois-ci. Au contraire. **De la violence de masse est née celle de la guérilla** qui a consolidé et étendu cette violence de

masse comme les cercles concentriques qui s'élargissent autour du caillou jeté dans la mare.

## La violence de masse

C'est vous qui séparez les quelques dizaines de voitures brûlées, que l'on nous attribue comme BR, des centaines de voitures de chefs et de jaunes détruites par les piquets à quatre heures du matin, ou bien sabotées sur les parkings de stockage par les cortèges internes ! C'est vous qui séparez la douzaine de chefs et de dirigeants rendus infirmes par les BR des dizaines, si ce n'est des centaines de chefs auxquels les *foulards rouges* ont littéralement rompu les os, en s'échangeant les départements, après que les cortèges internes aient — régulièrement — enfoncé les portes qui séparaient les Presses, la Carrosserie, la Mécanique. C'est vous qui séparez les actions des BR contre le Sida et la Cislal (1) (quelques voitures brûlées, quelques sièges perquisitionnés, quelque bonze jaune ou noir mis au pilori) de la pratique de masse des cortèges internes qui, aux cris de « *Mirafiori montre la voie, à mort le Sida !* », ont fermé... par le feu, des dizaines de fois, les locaux du Sida et de la Cislal dans l'usine, et souvent aussi en ville, interdisant tout mouvement à ces sinistres personnages. Toutes ces pratiques et expériences d'organisation autonome et de violence de masse sont censurées avec soin dans les actes de ce procès, comme dans les perfidies des infâmes. Et, au contraire, **ce sont justement ces pratiques qui représentent la richesse de notre patrimoine d'expérience**. Un patrimoine que nous ferons tout, non seulement pour défendre, mais aussi pour socialiser en le projetant dans la dimension de l'antagonisme de classe d'aujourd'hui et de demain (...).

Cela est ma vie depuis de nombreuses années et y renoncer signifierait pour moi accepter d'être anéanti morceau après morceau, comme vos infâmes qui ont accepté de se transformer d'hommes en monstres programmés sans cœur ni mémoire, sans sentiments ni autonomie. La possibilité pour moi de vivre, aujourd'hui plus que jamais, est dans la possibilité d'être collectivement *anormal / antagoniste*, aux côtés de mes camarades de lutte, dans et hors ce bunker, dans et hors la prison. Pour cela, je n'ai rien à renier, mais plutôt tout à revendiquer, de mon expérience de lutte jusqu'à aujourd'hui, à l'usine, en prison, y compris ma militance dans les BR. Je n'ai à me défendre de rien. Pour cela, je n'ai pas besoin d'avocats. Je révoque le mandat de mon défenseur de confiance et je défie les avocats commis d'office de parler en mon nom. Les choses que j'aurai à dire, je les dirai à la première personne. » ■

Turin,  
Luca Nicolotti

Les familles de prisonniers contre l'article 90.



(1) Syndicats fascistes.



Une lettre de Nuoro

# “En Italie comme en France, la discriminante...”

Nuoro, Prison spéciale.

Cher X,

**B**ON. LE MATERIEL QUE vous m'avez expédié à Turin m'est arrivé au complet. Mais puisqu'il est arrivé sur la fin du procès, j'ai attendu d'être transféré pour vous accuser réception. Et, de fait, me voici !

Je ne sais pas si vous l'avez su. De toute manière, le « *superprocès* » de Turin, dans lequel j'étais moi aussi impliqué, s'est conclut par quelques perpétuités. J'ai moi aussi eu droit à la perpétuité pour « *concours moral* » dans une série d'actions, puisque les infâmes, Peci en premier lieu, disent que je faisais partie des structures de direction nationale des BR de 1977 à 1980.

Une fois le procès fini, je suis retourné dans la prison spéciale dont je provenais précédemment, c'est-à-dire la section spéciale de la prison *Baddu Carros* de Nuoro, en Sardaigne. On m'a dit que chez vous, en France, le circuit de « *punition* » dans les prisons est en Corse : chez nous, par analogie, il est en Sardaigne, précisément !

Il m'est un peu difficile de te/vous donner un jugement sur votre travail, puisque votre matériel est encore sous censure depuis une semaine, c'est-à-dire depuis que je suis arrivé, mais je souhaite également que nous réussissions rapidement à établir un bon dialogue, malgré la distance !

Deux aspects que vous soulignez dans l'introduction au Cahier de « *Clash* » sur « *Dix ans de luttes de classe en Italie* » me semblent importants. Le premier est que vous voulez développer une information **militante et partisane**, rompant ainsi avec le faux mythe de l'objectivité, qui justement n'existe pas puisque toute information a toujours un sens de classe. Le second aspect important est que, **en Italie comme en France, la discriminante se trouve entre qui joue sa propre liberté et sa propre vie sur le terrain de l'antagonisme de classe, et qui au contraire négocie avec l'Etat sa propre liberté** en échange d'une dissociation de fait — et souvent aussi activement propagée — du patrimoine de dix ans de lutte de classe, et surtout de ses expressions les plus mûres et les plus avancées.

Ce second aspect me semble important justement pour le caractère du débat aujourd'hui en œuvre parmi tous les prisonniers provenant d'expériences de lutte

armée (tant hors que dans la prison) et, plus généralement, à l'intérieur du mouvement antagoniste lui-même. Si vous avez lu le document « *Contre Clauzewitz* », je crois que vous aurez aussi lu les autres documents de ce débat comme « *Ce n'est que le début* », l'« *Auto-interview* » les « *Fragments* », etc. Ce débat, justement, nous amène à **soumettre à une profonde révision la configuration qui nous a caractérisé, comme BR, au cours de toutes ces années**. En ce que cette configuration, même là où elle a été appliquée le plus correctement, si elle a d'un côté permis d'enraciner une série d'idées-force qui représentent un précieux bagage pour un tissu d'avant-garde du prolétariat métropolitain, s'est, à partir d'un certain niveau de mûrissement de l'affrontement de classe, révélée inadéquate pour aller au-delà et pour opérer le saut de qualité qu'exigeait la phase.

Il est maintenant évident que les auto-critiques qui émergent de ce débat sont pour nous une stimulation à approfondir la réflexion théorico-politique, à se donner de nouveaux instruments plus adéquats à l'analyse de la réalité. Pour d'autres, et l'Etat en premier lieu, il s'agit au contraire de tenter d'utiliser ces limites que nous reconnaissons nous-mêmes avoir eu pour démontrer la faillite de la stratégie guérillera dans notre pays, et donc pour pousser à la dissociation et à l'abjuration de la lutte armée.

« *Détruisons les prisons, libérons les prisonniers.* »



Je ne sais pas dans quelle mesure ce débat peut être intéressant en France, vu que chez vous il n'y a pas eu comme chez nous une phase de « *pratique de masse* » de la lutte armée, et je suis cependant curieux que vous me l'expliquiez. A comprendre mieux quelle est la réalité à laquelle vous vous référez en produisant la revue, et plus spécifiquement votre référent de classe.

L'autre aspect qu'il m'intéresse de comprendre est le mouvement qui s'exprime chez vous (dans l'usine, en prison, le mouvement nationaliste révolutionnaire corse, les groupes français, etc.). Ici, par exemple, il y a eu une grosse discussion sur la qualité et la signification du mai parisien quatre-vingt-trois, mais personne n'a les idées vraiment claires. De même que sur le « *mouvement contre la guerre* », « *antinucléaire* », qui est en train de se développer dans toute l'Europe (France, RFA et Italie en premier lieu). Tiens compte qu'ici, l'un des éléments actuellement au centre du débat dans le mouvement révolutionnaire, est justement la profonde transformation de la composition de classe provoquée, à partir des pôles métropolitains, par les procès de restructuration mis en œuvre par le Kapital dans les années soixante-dix. Transformation qui, en conséquence, a mené à la fin du mouvement des années soixante-dix, tel qu'il se caractérisait dans ces années (par les sujets qui le composaient et les formes d'organisation qu'il se donnait), et qui est en train de produire l'émergence, sous des formes embryonnaires et confuses, de nouveaux sujets antagonistes, de nouveaux besoins, de nouvelles formes d'organisation de masse, etc., qui, à plus forte raison pour nous, enfermés en prison, nous sont difficiles à comprendre à fond, en allant au-delà des possibles intuitions.

**Travailler à ce que ces mouvements s'explicitent jusqu'au bout**, en conquérant leurs propres besoins, est un objectif décisif, tout autant que celui d'éviter que leurs potentialités ne soient dévoyées sur les chemins sans issue, que théorisent d'étranges et impossibles « *amnisties pour les prisonniers politiques* » ou, pire encore, d'ambiguës « *solutions politiques* », même repeintes. Mais, comme je te le répète, l'important est de comprendre « *pour quoi sommes-nous, pour quoi luttons-nous* », et non pas tant « *contre qui lutter* » !

(...) Ciao !

Nuoro,  
Luca Nicolotti



Un livre de militants des Brigades rouges  
pour la construction du Pcc

# Politique et révolution

**L**e texte ci-contre constitue l'introduction à un livre rédigé par quatre militants des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant, intitulé « *Politique et révolution* ». Ses rédacteurs, prisonniers de l'Etat italien, l'ont fait connaître sous forme de communiqué lors du procès contre la colonne turinoise des Br qui s'est mené l'an dernier.

Ces quatre militants partent d'une critique très ferme et systématique aux thèses développées depuis quelques années par les ex-militants des Br tout d'abord regroupés dans le Collectif des prisonniers de Palmi « *Ce n'est que le début* », dont les publications sont connues (cf. surtout « *Gocce di sole nella città degli spettri* », de R. Curcio et A. Franceschini), et dont la formalisation organisationnelle au cours des deux années écoulées fut le Parti-Guérilla du Proletariat Métropolitain, aujourd'hui disparu. Mais, ce premier bilan de l'activité politique des Brigades rouges n'en concerne pas moins, implicitement, les autres organisations communistes combattantes et l'ensemble du Mouvement révolutionnaire italien. Car les analyses, conceptions et thèses idéalistes ne sont malheureusement pas, en Italie comme en France, le monopole de quelques militants de Palmi.

Ce livre est donc indéniablement un moment important du vaste débat qui parcourt le mouvement révolutionnaire italien, mais aussi européen. D'autant plus à un moment où l'Etat italien tente, au travers des législations spéciales et de l'article 90, d'interdire aux prisonniers communistes de penser, à un moment où la bourgeoisie impérialiste s'en va répétant — utilisant la fameuse méthode Coué — que *la Lutte Armée est terminée*, cet ouvrage témoigne du gigantesque patrimoine de pensée produit par le mouvement révolutionnaire du prolétariat italien.

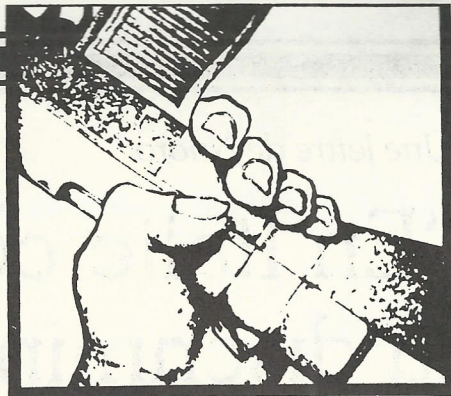
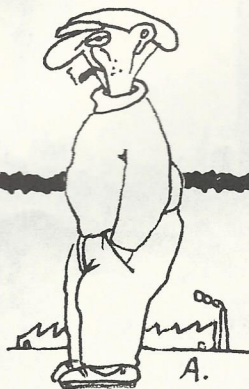
Un patrimoine d'autant plus important dans une période où, face au glissement lent et « *irrésistible* » de la société bourgeoise dans la crise économique et dans la guerre, des millions de prolétaires et d'« *hommes quelconques* » se demandent quoi faire.

MAI GLI DICO, LEI SI SVEGLIA  
COSÌ ALLA MATTINA E MI  
LICENZIA? E LUI: COSA  
VUOI, CHE MI SVEGLIO  
QUANDO È ANCORA BUIO?

(\*) On peut se procurer l'édition italienne de « *Politica e rivoluzione* » auprès de l'éditeur italien : Giuseppe Mai. Via Sauli, 7. 20127 Milano. Italia, mais aussi dans quelques librairies militantes parisiennes ou en nous écrivant.

Par ailleurs une édition française de cette contribution devrait paraître dans les prochains mois à l'initiative de divers collectifs communistes.

« Mais, lui dis-je, vous vous réveillez comme ça le matin et vous me licenciez ? » Et lui : « Mais qu'est-ce que tu veux, que je me réveille lorsqu'il fait encore nuit ? »



« Battre le chien qui se noie ! »

**L'**OBJECTIF DECLARÉ de ce travail — le premier et le plus évident — est d'attaquer et de battre les positions politiques et les thèses théoriques idéalistes qui, avec profusion de pages et d'images ironiquement désacralisantes, bombardent le mouvement révolutionnaire. Positions qui, aujourd'hui revues et corrigées, se trouvent soigneusement **enregistrées**, recensées, propagées et aiguillonnées par d'assez peu innocents quotidiens de partis au gouvernement. « *L'Avanti!* », parmi les organes de presse gouvernementaux ou proches, n'est que celui qui extériorise de la manière la plus explicite toute sa satisfaction. Explicite au point de formuler sans demi-mots l'invitation « *à faire d'autres pas en avant* » dans la liquidation du patrimoine révolutionnaire, « *avant que quelques Japonais ne recommencent à tirer* »<sup>1</sup>.

Rappelons à ce propos les louanges de Craxi-Villetti<sup>2</sup>, parce que le contenu des thèses actuelles est tellement anti-communiste et antiouvrier qu'il ne peut même pas être utilisé par le PCI. Par analogie, cette affaire nous fait penser à l'ex-rédaction de « *Lotta continua* », qui produira prochainement un quotidien financé par les socialistes (« *Quotidien reporter* », semble-t-il) et qui vise ouvertement à rafler pour le PSI les aires de dissensus « *de gauche* » provenant des divers éclats de l'ex-« *gauche révolutionnaire* ».

La métaphore maoïste que nous avons placée en exergue, ouvertement à double sens, indique donc notre volonté d'attaquer l'idéalisme subjectiviste **révolutionnaire**. D'un côté en saisissant le prétexte de la plus récente production littéraire de quelqu'un qui a été brigadiste, et de l'autre en retrouvant dans cette bataille théorico-politique certaines conceptions communistes fondamentales qui se sont perdues sur la route sinueuse de la Lutte Armée en Italie. Les théories qui sont ici attaquées, même si elles ont atteint un point peut-être plus extrême d'une parabole pourtant pas si ample, même dans une multiplicité de variations plus ou moins dissonantes sur un même thème, constituent un patrimoine désormais commun à une certaine aire de mouvement, en partie combattante (ou ex-), en partie « *classe politique* » ou cercle intellectuel.

Privilégier l'attaque à cette variante a été pour nous un choix obligé. Obligé du



Introduction à « *Politica e rivoluzione* »

# Reconstruire une politique révolutionnaire

fait d'une militance commune qui ne nous permet pas d'hausser les épaules face à tant de misère, mais aussi par le caractère exemplaire de la théorisation elle-même. Dans ce cas, en outre, la *déchirure*, la rupture avec notre passé commun, est violente, totale, concentrée dans un laps de temps si restreint que cela nous fait couvrir des doutes irrésolus sur l'« *innocence* » même du tournant.

Aujourd'hui, les protagonistes de cette *déchirure* sont d'ex-militants des Brigades rouges qui avaient fini par devenir fameux et par être toujours identifiés comme « *chefs historiques* ». C'est justement leur histoire personnelle, le prestige que leur a conféré l'action des Brigades rouges, qui font de leurs positions politiques actuelles une attaque politique à l'histoire et au patrimoine de la Lutte Armée en Italie. Pas seulement. Le contenu ouvertement anticommuniste de leurs prises de position publiques va bien au-delà de la déclaration : « *la Lutte Armée est terminée* ». L'attaque qu'elles contiennent est dirigée contre tout ce que le prolétariat a fait, appris, théorisé, payé de sa personne en deux siècles de lutte.

Que cette *actuelle rancœur anticommuniste et antiprolétarienne* — ça et là ouvertement réactionnaire — soit confondue avec la théorie et la pratique de la Lutte Armée pour le Communisme, avec les *Brigades rouges*, est une chose que nous ne pouvons absolument pas permet-

tre ! Les théories idéalistes et le comportement de gangster — de ce *monsieur* en premier lieu — ont déjà causé des dégâts incalculables au mouvement révolutionnaire, dont les scissions intervenues dans les Brigades rouges en 1981 ne sont que l'aspect le plus retentissant. Mais surtout ses/leurs prétentions « *a-politiques* » ne sont qu'un miroir pour des alouettes à peine nées. Submerger les revues de mouvement de ses propres élucubrations, avec de pressantes demandes de publication, ce n'est peut-être pas « *faire de la politique* » ? Et, vu que ça l'est indéniablement, il faut aussi dire que c'est faire de la politique pour la désagrégation du mouvement révolutionnaire, parce qu'elle présente l'individualisme comme « *le nouveau* » et l'organisation collective comme « *l'ancien* ».

En second lieu, nous voulons contribuer à la reconstruction du dispositif théorico-politique révolutionnaire en retrouvant, en ne l'actualisant aucunement, le patrimoine du marxisme-léninisme. En disant cela, nous sentons déjà nos oreilles siffler. Beaucoup diront : « *Mais... Comment ? Dans la métropole informatisée, etc. ?* » Précisément aujourd'hui, encerclés par les désastres provoqués par les théorisations et les pratiques politiques les plus disparates, toutes rigoureusement « *nouvelles* », « *post-modernes* », « *néométropolitaines* »,

nous devons constater à quel point la classe ne possède *encore qu'une seule méthode*, une seule conception du monde et des rapports sociaux qui l'ait quelque part, même temporairement, conduite à la victoire. Et, vu que nous ne croyons pas que le problème principal pour le prolétariat soit exactement celui de mener « *une vie téméraire* », mais de pouvoir décider de son propre destin, et donc de *vaincre*, retrouver le marxisme-léninisme, en abandonnant toute séquelle de tentation idéologico-cathéchiste, veut dire rattacher le parcours de notre révolution au parcours historique du prolétariat international. Retrouver une mentalité scientifique, politique, gagnante, majoritaire, attentive aux *grands nombres*, en enterrant la mentalité idéal-désirante, existentialiste, sectaire, minoritaire, autoghetisante, dimensionnée sur de micro-conventicules de « *sujets d'avant-garde* ».

Pour cela, et c'est la troisième raison, nous commençons, non à *résoudre tous les problèmes d'ici à l'an 2000*, mais à refaire le point d'une série d'éléments désormais mystifiés et inutilisables pour le débat politique. Certaines catégories comme politique, parti, guerre, impérialisme, avant-garde, révolution, etc., ont été vidées de signification. Quelque « *innovateur* » suggère que cela est le fait du « *développement du capitalisme* ». Nous disons, nous, qu'elles ont été vidées par l'insuffisance théorique des révolutionnaires. Etant donné que c'est nous, comme communistes et révolutionnaires, qui les avons rendues insignifiantes ou ambiguës, il nous revient d'en redéfinir les contours *actuellement réels*. D'autres catégories que nous avons utilisées étaient simplement des inventions et, comme telles, doivent être abandonnées sans regrets. Il est certain que si quelqu'un croit que le « *socialisme* », conçu comme la centralisation des décisions et la décentralisation administrative, a déjà été réalisé par le capital, nous devons vraiment prendre acte que « *grand est le désordre sous les cieux* », sans que la situation soit pour autant « *excellente* » !

Redéfinir les *catégories* habituellement utilisées parmi les communistes est par conséquent un travail moins académique et cathéchistique qu'il ne puisse sembler à première vue. L'identification même comme « *communistes* » de nombreux sujets est, à ce point, un beau rébus : peut-on sérieusement se déclarer communistes sans *rien* partager du patrimoine historique du mouvement communiste de 1848 à aujourd'hui ?

« *La lutte de classe est une chose d'autres temps, Cipputi.* »

« *Il serait mieux d'en aviser Agnelli, qu'il ne continue pas sans rien savoir.* »





La quatrième raison est plus politique et immédiate. Toutes, mais vraiment toutes les conceptions que nous estimons idéalistes ont aujourd'hui une thèse politique commune : « *La Lutte Armée telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici n'a pas été un projet politique.* » Tant le radical Negri que Curcio, tant Morucci que l'aire du subjectivisme historique (comme *Prima linea*), soutiennent que la Lutte Armée a été une irruption sociale de couches marginalisées/exclues du gâteau de bien-être et de la possibilité de protagonisme social. Une simple manifestation de « *tensions contre-sociétales* ». Maintenant, il nous semble hors de doute que nombreux sont ceux qui ne voient pas clairement pour quel motif nous avons empoigné les armes contre l'Etat et la bourgeoisie. Mais, nous ne pouvons permettre que la confusion (dans le plus honnête des cas) ou l'anxiété individualiste de « *retirer ses billes* » d'un jeu dont le prix s'élève quotidiennement mènent à valider la tentative de l'Etat de dépolitiser la Lutte Armée, la lutte révolutionnaire, afin de la réduire à une manifestation éclatante et macroscopique de la « *déviance sociale* ».

Pour cela, et c'est la cinquième raison, nous avons estimé indispensable de traduire en politique les thèses théoriques en accusation. Nous voulons en effet être matérialistes : la folle course à l'autocritique qui s'est ouverte entre communistes combattants prisonniers produit des prises de position et des théories qui ne sont pas un simple soulagement intellectuel, mais qui constituent un ensemble diversifié et contradictoire de témoignages et de signaux politiques que l'Etat observe attentivement.

Vu que l'exercice abusif de l'autocritique s'effectue dans un milieu non-neutre, en un lieu qui est le théâtre de l'affrontement entre les classes, où la science de la différenciation contrerévolutionnaire creuse désormais des pièges à l'apparence, préciser les contours politiques dans lesquels est récitée cette orgie de *mea culpa* est une tâche indispensable pour discerner la critique positive de la liquidation d'un parcours politique révolutionnaire.

La cuite d'idéologisme qui a suivi 68, en influençant toutes les expériences organisées, est le signe inconfondable de l'immaturité des révolutionnaires. L'application des maximes, qu'elles soient marxistes-léninistes ou opéraïstes, a été le moyen concret de faire face à l'affrontement de classe. L'idéologisme, tant qu'il se greffait/chevauchait sur un mouvement de classe à l'offensive durant de longues années, a réussi à se faire passer pour un point de vue plus « avancé », même s'il était « dogmatique ». Lorsque la conjoncture a changé, et que les tâches qui se sont posées aux révolutionnaires n'ont plus été celles de la propagande de la révolution, mais celles d'une direction réelle face à une bourgeoisie à l'attaque, alors l'intégrisme idéologique a fait voir toute son inconsistance à contre-jour.

Dépasser l'enfance de l'idéologisme (c'est-à-dire prétendre faire de la politique

en agitant des principes, des axiomes, des devises, peu importe qu'elles soient « anciennes » ou « nouvelles ») et contribuer à la construction d'une politique révolutionnaire, pour parvenir à diriger le processus révolutionnaire, c'est là la septième raison de ce travail. Un coup de fouet à un débat gangréné !

Les limites aussi sont évidentes et déclarées. C'est en général un travail peu approfondi, comme tout texte polémique qui se propose plus de détruire que de construire. Nous tentons d'ébaucher cette construction dans la seconde partie, en isolant une série d'éléments de théorie révolutionnaire sacrifiés dans la praxis du mouvement communiste international tel qu'il a existé jusqu'ici.

Il est peu approfondi pour des raisons objectives. De temps, parce que la rédaction est intervenue durant un procès, qui réclame présence physique et politique dans la salle d'audience, avec des tâches de tout type, ce à quoi s'est ajoutée la séquestration de tout notre matériel durant trois bonnes semaines à la suite de l'exécution du Procureur Caccia, qu'une provocation du pouvoir nous avait attribuée. De forces, parce que le collectif qui l'a construit est restreint à quatre militants des Brigades rouges pour la construction du Parti communiste combattant présents à ce procès. De structure, puisque nous sommes soumis à l'article 90<sup>3</sup> et que nous n'avons ni machines à écrire, ni dactylographes, ni dactylos, et que nous nous retrouvons à l'étude des copistes.

A cela s'ajoute les limites politiques d'un débat urgent, mais qui ne reprend qu'aujourd'hui les rangs d'une conformation matérialiste et d'une pratique politique purgée des péroraisons triomphalistes du passé « historique ». Limites de croissance, donc, qui nous amènent à considérer comme bienvenue toute critique propositive, d'enrichissement, d'approfondissement scientifique.

L'absence d'homogénéité de l'ensemble est attribuable au fait d'avoir utilisé des contributions de militants des Brigades rouges éparpillés dans diverses prisons spéciales, et qui n'ont pu concerter une configuration/division du travail théorique plus unitaire, contributions qui développent des parties de discours que notre collectif a recomposées et refondues ensemble.

La forme est sûrement frustrée. Nous n'avons pas eu le temps d'utiliser la lime et les fards, mais, du reste, nous ne devons pas faire des « entretiens » dans les salons parisiens. Nous sommes intéressés à nous faire comprendre par tous ces militants révolutionnaires, par ces avantgardes des mouvements de masse qui, quotidiennement, et sans le privilège de communication que permettent les « lumières de la scène » aujourd'hui braquées sur les prisonniers politiques, travaillent à la construction du tissu politico-organisationnel prolétarien. Nous sommes intéressés à nous faire comprendre — et à comprendre à notre tour — de ceux qui, dans l'affrontement de classe, qu'ils aient

ou non déjà empoigné les armes, travaillent du côté du prolétariat au milieu de la tempête déchaînée par l'offensive réactionnaire, par les erreurs des avantgardes combattantes, par les liquidations effrontées des révisionnistes, etc.

Une dernière remarque que l'on nous fera est : « *il manque la ligne politique* » ! Pour ceux qui attendent une version revue et corrigée de « *L'Ape e il comunista* », l'absence de « *thèses finales* » sera une déception. Par ce travail, nous entendons seulement attaquer des thèses politiques anticomunistes et contribuer à la reconstruction d'un dispositif théorico-politico-idéologique. Donc, d'un côté, nous nous limitons à isoler des éléments pour un débat global qui, tout en étant partisan, en ce sens qu'il est ouvertement marxiste-léniniste, est toutefois ouvert pour ce qui regarde les conclusions politiques concrètes. Parce que celles-ci ne naissent pas de notre tête, mais de la vérification dans la pratique politique dans le vif de l'affrontement.

D'un autre côté, nous disons clairement que la ligne politique est déterminée par l'organisation dans son ensemble, et non par sa composante prisonnière. Et la reprise d'initiative combattante explicite dans les dernières actions des Brigades rouges, sur les thèmes de l'accord de janvier, du « *Statut des travailleurs* », du « *pacte social* », des contrats, du coût du travail et de la politique économique, démontre clairement que les Brigades rouges n'ont pas besoin d'« ordres » qui « partent des prisons », que le problème, pour la bourgeoisie, ne sont pas les « Japonais » (qui n'ont toutefois pas manqué au cours de la dernière année), mais une organisation communiste qui raisonne politique, sur des rapports de force, sur des grands thèmes qui concernent des millions de travailleurs, et qui intervient lucidement dans l'affrontement entre les classes en qualité de parti communiste combattant, de parti prolétarien armé, capable de représenter l'intérêt général du prolétariat et de se proposer comme direction politique en construction. ■

Turin, juillet 1983  
Les militants des Brigades rouges  
pour la construction  
du Parti communiste combattant

Andrea Coi,  
Prospero Gallinari, Francesco  
Piccioni, Bruno Seghetti

(1) Les médias de régime ont souvent comparé les camarades qui continuent de combattre malgré les pressants appels à « cessez-le-feu » venant de toutes parts, à ces « Japonais » qui continuent la guerre perdus dans les îles, bien après que celle-ci fut terminée.

(2) Craxi est, bien sûr, secrétaire général du Psi et chef du gouvernement italien, tandis que Villetti est responsable de « *L'Avanti!* », organe du Psi qui a donné un large écho aux positions récentes de Renato Curcio et de ses camarades.

(3) L'article 90 prévoit, en cas de « graves et exceptionnels motifs d'ordre et de sécurité », l'application « temporaire », « sur une période strictement nécessaire », de la suspension des droits des prisonniers détenus dans les prisons spéciales et dans les quartiers de sécurité des autres prisons. Mais, il est systématiquement appliqué depuis le début 1982 et renouvelé à chaque échéance, dans le plus total arbitraire.



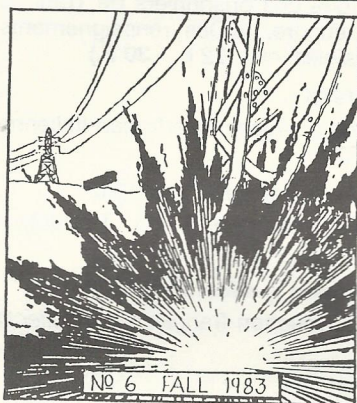
## Quelques publications

• **EUSKADI INFORMATION** se présente comme le « *Bulletin de défense des victimes de la répression contre le Mouvement de Libération Nationale Basque.* » Mensuel, il a publié en janvier son 31<sup>e</sup> numéro.

On y trouve une chronologie régulière de la répression étatique tant espagnole que française, de nombreux témoignages sur la torture, des lettres de prisonniers, des déclarations des organisations de résistance basques et, ce mois-ci, un volumineux dossier sur la « *guerre sale* » menée par les services spéciaux contre les militants basques réfugiés en Euskadi Nord.

Pour tout contact, écrire à « **Euskadi Information** », **MJC Polo Beyris. Bayonne.**

# Resistance



## Documents and Analyses Of the Illegal Front

• **RESISTANCE** est une brochure régulière qui publie, en anglais, des « documents et analyses du Front illégal ».

On y trouve des communiqués et déclarations d'organisations combattantes des quatre coins du globe : Etats-Unis, Angleterre, Canada, Puerto Rico, France, etc.

Ecrire à : Friends of Durruti, Box 790, Station A, Vancouver, B.C., Canada V6C 2N6.

● **L'INTERNATIONALE**, mensuel anti-impérialiste de confrontation et d'analyse sur le combat communiste dans les métropoles, a publié en février son quatrième numéro. Au sommaire de celui-ci on trouve un important document d'Ac-

*tion Directe* — que beaucoup voudraient bien voir réduite au silence — sur la dimension stratégiquement unitaire du combat dans la métropole européenne, un long document de communistes italiens sur les tentatives des « réfugiés » de salons parisiens de promouvoir une opération politique de pacification du mouvement antagoniste italien, diverses interventions sur l'importante lutte que mène le mouvement anti-impérialiste allemand pour le regroupement des prisonniers de la guérilla et de la résistance, un dossier sur Sendero Luminoso, quelques réflexions sur la politique impérialiste française, etc.

Dans les numéros précédents, on pouvait trouver des textes des *Brigades Rouges pour la construction du P.C.C.*, des *Cellules Révolutionnaires*, de la *Fraction Armée Rouge*, d'organisations combattantes américaines, noires et portoricaines, etc., ainsi que des dossiers sur Puerto-Rico, les lutte des Noirs aux USA, la « *guerre sale* » au pays Basque....

Le premier numéro de « *L'Internationale* » définissait ainsi les objectifs de ce projet :

« Pourquoi L'Internationale ? »

● Parce que le mode de production capitaliste en est aujourd'hui à son stade impérialiste, et que la division internationale du travail rend plus encore qu'autrefois les prolétaires solidaires, qu'ils soient des Philippines, de Puerto Rico, d'Italie ou d'ici. Et que toute victoire contre l'exploitation en un point du système est une victoire pour l'ensemble des prolétaires.

• *Parce que, à ce stade impérialiste, les grands trusts transnationaux dictent leur volonté à l'Etat et que l'arme des prolétaires, c'est leur union au-delà des frontières, des nationalismes, des particularités régionales.*

- *Parce que ce mode de production est fondé partout sur la guerre : guerre permanente multiforme, guerre nucléaire ou guerre « ordinaire ». Et que la lutte des classes, c'est une guerre des classes, la guerre à la guerre impérialiste.*

● *Parce que la lutte des classes sur tout le globe est un affrontement quotidien contre ce système de sang et de mort, système qui développe sans cesse ses forces policières, militaires, judiciaires de répression pour faire face à l'organisation du prolétariat.*

- Et parce que contre le capital, des prolétaires luttent.

L'Internationale se comprend comme  
l'un des outils des prolétaires qui se  
donnent les moyens de comprendre

*en recherchant la précision de l'analyse, en refusant les ambiguïtés (comme celle entre antisémitisme et antisionisme), et de vaincre, en dépassant l'escroquerie parlementaire, le chauvinisme et leur propre peur, y compris par la critique des armes. »*

*L'Internationale* est en vente dans les kiosques et librairies, mais on peut aussi se le procurer en écrivant à **L'Internationale. 3 rue de la Reine Blanche. 75013 Paris (Tél. 337.63.52).**

[illegible]

• **TOUT!** vient de sortir son sixième numéro depuis décembre 1982.

« **Tout!** » se définit comme « *une tentative pour relancer un processus de production/circulation d'informations et d'analyses dans le mouvement.* »

*« Ni expression d'une ligne, ni projet politique préconstitué (loin de toute réalité), ni tentative de centralisation... Seulement une contribution de quelques individus autonomes qui ressentent le besoin objectif/subjectif de mettre en place un réseau d'échange, confrontation et rencontre prolétaire. »*

**« Tout !** n'entend pas être l'expression d'un courant (les "autonomes") ou le lieu d'élaboration d'une quelconque théorie fut-elle "autonome", mais bien plutôt contribuer au développement de l'autonomie prolétaire, comme moment d'auto-organisation de la radicalité et des luttes, comme rencontre de nos subjectivités rebelles. »

**« Tout! »** est un lieu ouvert parce que nous faisons le pari que la rencontre de nos différences et leur confrontation (à ne pas confondre avec juxtaposition)



mutuelle sont dix mille fois plus créatives et efficaces que tout projet unificateur et centralisateur. »

« **Tout!** pour en finir avec le désert et l'hiver précoce! »

Pour toute correspondance, écrire à « **Tout!** » 21 rue de la Butte-aux-Cailles. 75013 Paris.



• **TOULOUSE LA CANAILLE** est un bien mystérieux journal, gratuit, que l'on ne peut trouver qu'aux bonnes adresses militantes.

Laissons-le se présenter lui-même : « Toulouse, première au niveau mondial pour la production de cassoulet et de violettes, n'arrive qu'au second rang pour la propension à l'attentat. Cette médaille d'argent lui vaut cependant les mille et une attentions de la presse et de la police où, les uns assumant leur vocation et les autres assurant leur fonction, s'impregnent réciproquement de leur propre balourdise pour échafauder communément une thèse simpliste selon laquelle une trentaine d'énergumènes turbulents serait l'origine et la cause d'un désordre décapant propagé dans la Cité et ses environs. De mensonges en perquisitions, le tandem journalistico-policier s'escrimé à apaiser l'opinion et les pouvoirs publics (...). Toute cette frénésie reste largement justifiée puisque le seul but de la manœuvre est d'occulter la réalité. (...) Soucieux de rétablir la vérité ou, du moins, une partie de la vérité (puisque nous n'avons pas les moyens de rencontrer l'ensemble des individus qui participent à ce mouvement), nous nous sommes résolus à la publication de cette brochure qui se présentera comme une synthèse de discussions politiques menées avec les auteurs d'une agitation donnée pendant une période donnée. Il s'agira, à travers les attentats de cet été, de démontrer ce que ces attentats visaient et de dénoncer le mécanisme de leur représentation (...). »

On trouve donc à son sommaire : la chronique d'un été toulousain, un article sur la « Dépêche » et un autre sur la visite du Pape à Lourdes et les retombées que l'on sait, une interview du Clodo et une autre des auteurs d'un sabotage... Un bon menu.

## Nous diffusons

### • **Clash n° 0, été 1982**

Au sommaire : débat sur des reformulations stratégiques • Bilan d'une grève à la Société Générale • L'interim • Documents sur l'anti-impérialisme • Contre le sionisme et la réaction arabe • Défendre l'autonomie du mouvement de classe en Pologne • Un document des Brigades rouges italiennes • Un bilan de la grève de la faim des détenus des Grapo espagnols • Etc. (44 p. - 30 F.)

### • **Cahier « Clash » n° 1, décembre 1982**

« Italie 72 /82. Usine, territoire, prison, luttes de masse et lutte armée : Dix ans de luttes de classe. »

Au sommaire : Quelques repères 1944 /1972 • Une chronologie approfondie de 1973 à 1982 • De nombreux annexes traduits de l'italien : lutte à la Fiat, Campagne D'Urso, interview des BR, la révolte des prisonniers de Trani, la Coordination contre la répression, la Fiat encore... • Des renseignements utiles : bibliographie, publications, adresses, sigles, etc. (72 p. - 30 F.)

### • **Battre le parti de la reddition », janvier 1983**

Interventions de camarades français et italiens à l'Assemblée franco-italienne tenue à Paris, le 18 janvier 1983. (38 p. - 15 F.)

### • **« La crise actuelle, crise de surproduction de capital », juin 1982**

Document du Comitato di Propaganda Comunista de Milan. Traduction française. (13 p. - 8 F.)

### • **« Crise guerre et internationalisme prolétarien », décembre 1982**

Document de la Brigade de Palmi des BR. Traduction française du Collectif d'Information Prolétarienne. (22 p. - 8 F.)

### • **« Les XX thèses finales », septembre 1980**

Tiré de l'ouvrage « L'Ape e il Comunista », ce document est élaboré par le Collettivo dei prigionieri comunisti delle Brigate Rosse di Palmi. Traduction française. (26 p. - 10 F.)

### • **« Guérilla, résistance et front anti-impérialiste », mai 1982**

Document de la Fraction Armée Rouge (RAF) allemande. Traduction française. (18 p. - 10 F.)

### • **« Italie 1983 : débats dans la guérilla », mai 1983**

Recueil et traduction des principaux documents élaborés dernièrement par les divers filons de la guérilla italienne. (96 p. - 30 F.)

### • **« Corse : la parole au mouvement nationaliste révolutionnaire », février 1983**

Documents de la Consulta dei Cumitati Naziunisti et du Front de Libération Nationale Corse. (44 p. - 15 F.)

### • **« La parole aux Hooligans internationalistes », juin 1983**

Interview du Groupe Bakounine-Gdansk-Paris-Guatemala-Salvador, par lui-même. (12 p. - 8 F.)

### • **« Un prisonnier communiste dans les geôles socialistes », juin 1983**

Déclarations, tracts et documents sur l'incarcération de Frédéric Oriach, militant communiste révolutionnaire anti-impérialiste, incarcéré depuis le 12 octobre 1982 et condamné à six ans de prison pour son soutien à la résistance palestinienne. (25 p. - 10 F.) ■





• **IL BOLLETTINO**, journal trimestriel de la *Coordination des Comités contre la répression* italiens, vient de publier son onzième numéro, daté février 1984. Ce bulletin constitue un instrument irremplaçable pour les camarades et collectifs qui travaillent ou cherchent à s'informer sur la situation créée en Italie par l'incarcération de 4 000 prisonniers politiques, de même que sur l'important débat qui traverse toutes les sphères organisées du mouvement révolutionnaire, débat qui est loin de se limiter à l'Italie.

On y trouve les textes et contributions des différents comités de toute la péninsule, les documents de revendication des diverses actions de la Lutte Armée, une importante documentation et des contributions sur les luttes à l'intérieur des prisons, une rubrique sur les prisons européennes et des interventions aux procès, et, enfin, des informations en vrac sur les arrestations, transferts et libérations.

Toute correspondance est à adresser à la **Librairie Calusca**. Corso di Porta Ticinese 48. Milano (Italia) Tél. : 19/39-2. 835.05.85.

11

## IL BOLLETTINO

del Coordinamento dei Comitati contro la Repressione  
Milano febbraio 1984

### SOMMARIO

#### ATTIVITÀ DEI COMITATI

L'ultimo numero della rivista « *Il Bollettino* » è dedicato alla repressione e alla persecuzione.

Questo n° è dedicato al carcere e alla repressione dei comunisti in Italia.

#### FABBRICA E TERRITORIO

Dissesti e comunisti

#### DALLE CARCERI

La strategia della differenza: la repressione nei confronti dei comunisti in Italia.

Processi e processi: la repressione nei confronti dei comunisti in Italia.

#### PROCESSI

I processi ai comunisti in Italia: la repressione nei confronti dei comunisti in Italia.

#### CARCERE EUROPA

Segni, comunisti e processi: la repressione nei confronti dei comunisti in Italia.

#### INFORMAZIONE

Repressione nei confronti dei comunisti in Italia.

Edizione 1984 promossa da Libreria Calusca, C.so P.ta Ticinese 48 - 20123 MILANO - tel. (02) 430081  
N° 1 - 13 febbraio 84 - Settimanale di informazione politica - Gruppo 17

• **CORRESPONDANCES INTERNATIONALES**, après avoir publié dans son premier numéro toute la première partie de l'ouvrage « *L'Abeille et le communiste* », rédigé en septembre 1980 par le *Collectif des prisonniers communistes des Brigades rouges*, a maintenant publié un second numéro qui s'articule autour du thème « *La crise du capital* ».

Le premier numéro définissait ainsi les objectifs de la revue : « *A ce tournant de l'histoire, une réappropriation de la critique marxiste du capital à travers une refondation stratégique, idéologique, politique et organisationnelle d'un projet révolutionnaire est une tâche qui s'impose à tous les communistes. Le*

principal objectif de cette revue est de contribuer à cette tâche, sous l'angle de la communication et du débat entre révolutionnaires sur les questions fondamentales de la perspective communiste.

« *Le stade actuel de développement du capital (et de sa crise) oblige à reconnaître avec encore plus de force la dimension sociale, polyphonique et internationale de la révolution prolétarienne et du monde nouveau en gestation "dans toute cette porcherie".* »  
« *Combattre les cloisonnements, l'étouffement des expressions prolétariennes par la Sainte Alliance des bourgeoisies impérialistes, contribuer par là à étendre les confrontations et la solidarité internationale entre tous les révolutionnaires, voilà l'ambition de cette revue.* »

On peut commander **Correspondances Internationales** auprès de la **Librairie Parallèles**, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

## CORRESPONDANCES INTERNATIONALES



• **RADIKAL** poursuit pour la neuvième année sa parution mensuelle. Luxueux, et en allemand, il se veut l'expression du « *mouvement* » diffus, mais publie, outre de nombreux communiqués d'actions, d'importantes informations sur les luttes pour le logement ou contre la guerre.



On le trouve auprès de la **Zeitungskoooperative**. Postfach 420. 1000 Berlin 36. (R.F.A.)

## AGORA

• **AGORA**, revue libertaire éditée à Toulouse, paraît maintenant à un rythme bimestriel. Elle publie de bons dossiers (sur la lutte contre la guerre, sur l'Amérique centrale, sur le militarisme...) et parfois de mauvais articles (sur l'Autonomie italienne, interview de Scalzone...).

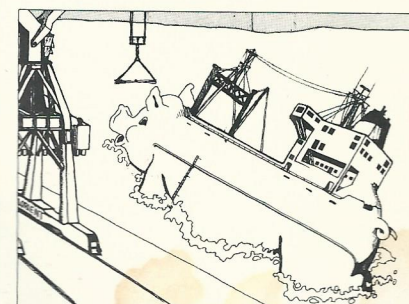
On peut toutefois utilement écrire à **Agora**. BP 1214. 31037 Toulouse Cédex, ou téléphoner le vendredi de 18 à 20 h au (61) 59.24.01.

• **SUBVERSION**, revue de Zurich, publie en allemand de volumineuses compilations de documents de la résistance antiimpérialiste et des organisations combattantes d'Europe — Brigades rouges, Grapo, Eta, Cellules Révolutionnaires, Raf... — mais aussi d'ailleurs — voir le volumineux spécial « *Palestine-Liban-Israël* ».

Toute correspondance à **Subversion**. Postfach 853. 8025 Zurich. Suisse.

## Le Travailleur Paysan

N° 24 - FÉVRIER 1984 - MENSUEL - 112



Tempête sur le porc  
**Le modèle breton prend l'eau !**

JOURNAL DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS PAYSANS

• **LE TRAVAILLEUR PAYSAN** est le journal mensuel de la Confédération nationale des syndicats de Travailleurs Paysans. Il constitue un indispensable instrument d'information et de compréhension sur ce secteur social dont les luttes ne cessent d'ébranler les gouvernements quels qu'ils soient. Il permet aussi de comprendre que ce fameux « *monde paysan* » n'est pas aussi homogène et caricatural que l'on veut le faire accroire.

On peut se le procurer à « **Travailleur Paysan** », 45, rue Sedaine. 75011 Paris. (9 francs le numéro.)



## EDITORIAL

3

*Soyons brefs, le temps presse*

## QUE FAIRE

4 à 12

*Débattre oui, mais pour reprendre l'initiative*

*Dépasser la défensive*

*Faire renaître les perspectives révolutionnaires en France*

*Construire un courant de résistance*

*(« Coup pour coup »)*

*Un même combat*

*Une tâche révolutionnaire, le combat international*

*(« Action Directe »)*

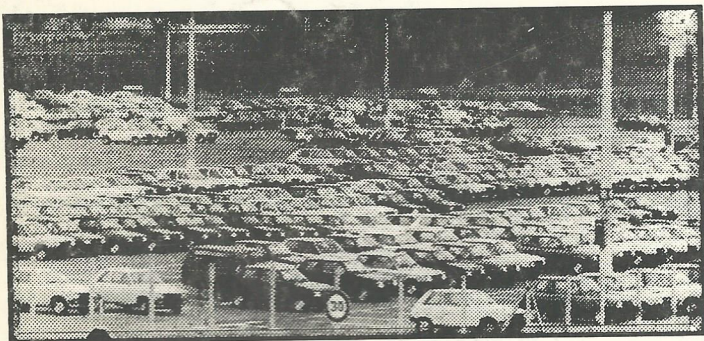
## AUTOMOBILE

13 à 20

*L'automobile dans la crise*

*Quelques réflexions sur le marché mondial*

*Crise de l'automobile et restructuration*



## TERRITOIRE

21 à 24

*Lutter pour vaincre*

*« C'est notre mauvais exemple qui nous rend dangereux »*

*Interview des occupants-rénovateurs du XIX<sup>e</sup> arrondissement*



## ANTIIMPERIALISME

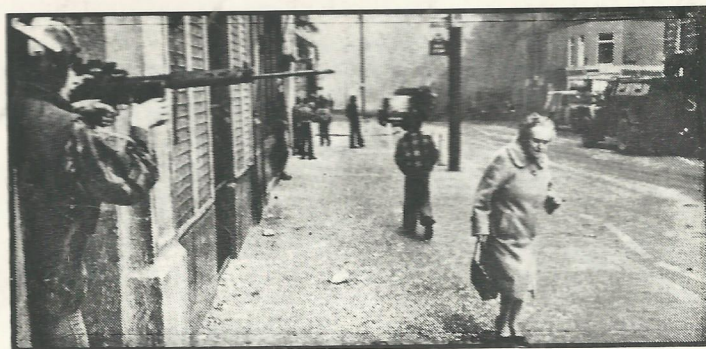
25 à 28

*Le colonialisme français sur tous les fronts*

*Corse : la parole au FLNC*

*Extraits de la conférence de presse d'octobre 1983*

*Vingt prisonniers corses dans les geôles colonialistes*



## DOSSIER IRLANDE

29 à 41

*Appuyer la révolution en Irlande*

*« Lorsque les Brits partiront, nous continuerons... »*

*Interview de militants de l'Irps de Belfast*

*Qu'est-ce que l'Irps ?*

*« Comment nous avons fait »*

*Interview des évadés de la prison de Long Kesh*

*Les mouchards au service de l'impérialisme britannique*

*La lutte contre les supergrasses*

## EUSKADI

42 à 44

*« Créer un esprit d'autodéfense populaire  
hors des hiérarchies »*

*Interview des commandos autonomes anticapitalistes*

*Ateka, un mensuel pour la gauche abertzale*

*L'écrit d'un peuple*

## PALATINO

45 à 46

*Un document de camarades italiens à Paris*

*« Nous voulons la clarté »*

*(« Des camarades qui n'oublient pas »)*



## ITALIE

47 à 52

*Communiquer, partager l'expérience révolutionnaire*

*« De la violence de masse est née celle de la guérilla »*

*Déclaration de Luca Nicolotti au procès de Turin*

*« En Italie comme en France, la discriminante... »*

*Une lettre de Luca Nicolotti*

*« Politique et révolution »*

*Introduction à un livre de militants des Brigades Rouges pour la construction du P.C.C.*

## KIOSQUE

53 à 55